

« LE TRAVAIL GOUVERNEMENTAL », de Jacques Fournier

Dans les coulisses des palais ministériels

Par
THIERRY
PRISTER *

JACQUES FOURNIER a tenté l'impossible dans son nouvel ouvrage (1) : faire comprendre le fonctionnement d'une équipe ministérielle et des administrations centrales qui prolongent son action. Décortiquant la structure gouvernementale, introduisant son lecteur au sein du conseil des ministres, comme dans les innombrables réunions techniques qui l'ont précédé, pistant les décrets et les textes législatifs des services ministériels jusqu'au Parlement, sans oublier le délicat passage devant les sages du Conseil d'Etat, l'auteur secrétaire général du gouvernement étudie au cas par cas les itinéraires obligés : le rôle des cabinets ministériels et des directions d'administration centrale et l'instable équilibre entre la haute fonction publique et la politique qui en résulte. Une pertinente comparaison du modèle français avec le fonctionnement des exécutifs américain, britannique et allemand vient compléter la documentation du lecteur et élargir sa réflexion.

Ni la chronique des péripéties politiques ni la simple description des règles administratives ne peuvent suffire à faire vivre la complexité de tout exécutif d'une grande nation industrialisée. Trop d'essais universitaires prétendent traiter le sujet en paraphrasant les textes réglementaires ou en accumulant des statistiques de réunions à la

* Ancien membre du cabinet du premier ministre Pierre Mauroy (1981-1984), directeur de la Revue politique et parlementaire.



LE CONSEIL DES MINISTRES DU ROI LOUIS-PHILIPPE
Une assemblée qui aujourd'hui n'est plus de mise

signification douteuse, sans offrir au lecteur les matériaux suffisants pour appréhender la réalité de la pratique quotidienne. Se plonger dans un manuel d'arbitrage n'a jamais permis d'imaginer à quoi peut ressembler un match de football.

La démarche de Jacques Fournier échappe à ce reproche, tout en démontrant d'ordre universitaire. Il est vrai que l'auteur possède l'avantage de pouvoir parler aussi en praticien. Conseiller d'Etat, il a été secrétaire général du gouvernement durant la législature de gauche, avant de prendre la présidence de Gaz de France. Il restitue donc,

avec une rare minutie et une véritable intelligence des hommes et des situations, la complexité de rouages qui se sont accumulés au fil des ans sans que leur cohérence soit toujours apparente ou réelle. Toutefois, il s'est refusé les outils du chroniqueur - auxquels son prédécesseur à Matignon, M. Marceau Long, avait su parfois recourir dans ses conférences sur les services du premier ministre (2) - pour se cantonner à son statut de haut fonctionnaire. Il en résulte que si le *Travail gouvernemental* constitue la source de références la plus actuelle et sans doute aussi la plus complète sur le sujet, l'ouvrage demeure plus descriptif que prospectif.

Même lorsque des difficultés sont mentionnées, comme l'abus des ministères à géométrie variable ou l'excessive dispersion, par rapport à des pays comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou la République fédérale d'Allemagne, des structures administratives chargées de coordonner le travail gouvernemental, les réformes souhaitables, les réorganisations nécessaires, ne sont pas esquissées. C'est seulement dans trois brèves pages de conclusion que Jacques Fournier prend le risque d'évoquer, sans les traiter, les problèmes des équilibres constitutionnels français ou de l'indispensable revalorisation des directions d'administration centrale par rapport aux cabinets ministériels.

En se fixant d'aussi contraignantes limites, l'auteur devrait rassurer ceux qui avaient voulu voir dans sa nomination à Matignon, en 1982, l'aveu d'une rupture avec les traditions administratives nationales. Par ses écrits, Jacques Fournier montre bien qu'il n'a mille envie d'échapper au moule du Conseil d'Etat d'où sont sortis tous les secrétaires généraux du gouvernement depuis la création de l'institution en 1935. Et pourtant, son profil de carrière fait plutôt de lui une exception dans l'histoire de la fonction. D'abord par la relative brièveté de son mandat (moins de cinq ans), par rapport à ses prédécesseurs depuis la Libération, ensuite par un engagement politique officiel renouant, certes, avec les origines du secrétariat général du gouvernement, mais tranchant sur les habitudes prises depuis des décennies.

Une situation qui suscitait d'autant plus de gloires que, dans l'univers administratif français, le secrétariat général

du gouvernement peut presque apparaître comme une structure de type britannique en ce sens qu'il repose bien plus sur une coutume, une pratique, que sur des textes. Ce qui ne l'a pas empêché, au fil d'un demi-siècle, d'imposer un rituel pour les séances du conseil des ministres, un code pour l'organisation du travail interministériel, bref, une même méthode de travail aux gouvernements successifs.

La démarche de Jacques Fournier illustre, plus profondément, l'ampleur du processus réformiste dans lequel se sont engagés les socialistes, comme si les charmes des palais ministériels avaient à ce point agi sur leur conscience que, pour y goûter à nouveau, ils étaient prêts, à leur tour, à communier dans l'idéologie administrative-conformiste actuellement dominante. Ce qu'un homme comme M. Pierre Bérégovoy incarne, par exemple, dans le domaine économique, Jacques Fournier l'exprime en matière institutionnelle. Son hymne au Conseil constitutionnel, que M. François Mitterrand souhaitait supprimer lorsqu'il n'était que chef de file de l'opposition, trahit l'irrésistible penchant des gouvernants d'hier pour cette « juste moyenne » qui fait le bonheur de l'administration mais qui n'a plus grand-chose à voir avec un projet politique ayant prétendu changer, sinon la vie, du moins la société.

THIERRY PRISTER.

(1) Jacques Fournier, *Le Travail gouvernemental*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, Paris, 1987, 287 pages, 140 francs.

(2) Marceau Long, *Les Services du premier ministre*, Presses universitaires d'Aix-Marseille.

CORRESPONDANCE

Carl Schmitt, théoricien du national-socialisme

M^{me} Anne-Marie Minola Bosonnet, professeur de philosophie à Aix-les-Bains, nous écrit à propos de deux annonces publicitaires parues dans notre numéro de juin dernier :

Dans votre numéro de juin, on trouve à la page 27 une publicité pour la revue *Nouvelle Ecole*. Comme chacun sait, cette revue est dirigée par Alain de Benoist, figure célèbre du GRECE, mouvement des intellectuels de la nouvelle droite.

Outre le fait que la présence de cette publicité surprend, étant donnée l'orientation de votre journal, on ne peut manquer d'être choqué lorsqu'on y lit que cette revue est consacrée à Carl Schmitt, qui fut le théoricien du national-socialisme. D'autant qu'à la page précédente (p. 26) figure une autre publicité pour un ouvrage du même Carl Schmitt : *Terre et mer*, dont le chapeau, se référant au Volkgeist nazi, est à lui seul très éloquent. (...)

Carl Schmitt [est le] seul théoricien « sérieux » (1) du national-socialisme. Il a posé l'esprit du peuple, le Volkgeist, comme valeur suprême, en l'opposant à la tradition des Lumières. Contre la suprématie de la raison et des valeurs supérieures proposées par le dix-huitième siècle, contre le droit de

l'humanité, la liberté inaliénable de chaque individu issue des pouvoirs de la raison en tant que pouvoir de connaissance, contre l'individualisme de la tradition idéaliste, il a valorisé avec Otto Dietrich et Rosenberg le « génie national », la communauté comme « entité naturelle » de la race, réalité naturelle, qui doit son unité à « sang » et à « sol ». A la culture Bildung idéaliste, il s'agit dès lors d'opposer la virilité guerrière de l'attitude héroïque. Pour les nationaux-socialistes, l'ennemi à abattre, c'est bien la conception universaliste des droits de l'homme, issue du dix-huitième siècle, dont Hegel représente l'achèvement. D'où la formule frappante de Carl Schmitt, le jour où Hitler a pris le pouvoir : « On peut dire que Hegel est mort (1) ». (...)

Si l'y a des ennemis de la tradition européenne des droits de l'homme, ce sont bien les Européens du III^e Reich, dont Carl Schmitt est le théoricien le plus sérieux. L'intérêt qu'on lui porte aujourd'hui n'est pas innocent : il s'inscrit dans la lutte contre la modernité de l'esprit des Lumières.

(1) Cité par Herbert Marcuse dans *Raison et révolution*, éd. de Minuit, Paris, 1960 (pp. 439-464).

Francophonie : vaste chantier, chiches moyens

M. Robert Chaudenson, responsable du programme « Français, langues nationales et développement » de l'unité associée 1041 du CNRS à l'université Aix-Marseille-I, conteste le chiffre de 200 millions de locuteurs francophones avancé dans le dossier paru dans le Monde diplomatique d'août 1985 :

Le chiffre de 200 millions de francophones, le plus souvent retenu, est le total des populations des Etats regardés généralement comme francophones, c'est-à-dire ceux dont, en principe, le français est la langue officielle ou une des langues officielles (en fait, les choses sont plus complexes, mais le détail importe peu ici).

Si, en revanche, on parle de locuteurs dont la langue maternelle est le français, on peut penser que le nombre tombe à 70 millions au maximum (les 55 millions de Français n'ont même pas tous le français comme langue maternelle et une partie non négligeable de la population des DOM, par exemple, ne parle pas le français).

Ces 70 millions de locuteurs sont, pour la très grande majorité, dans les pays du Nord : France, Belgique, Suisse, Luxembourg, Monaco (Etat francophone représenté au sommet), Canada. Si l'on admet, généreusement, que les autres pays francophones (Afrique noire, Maghreb, Proche-Orient, monde créole) totalisent 130 millions d'habitants (pour arriver à 200) et que 20 % de leur population parle réellement le français (ce qui est, de toute évidence, très exagéré), on arrive à 96 millions de locuteurs francophones (...).

Le vrai problème du français dans le monde n'est pas celui de l'illusoire menace d'un « métissage linguistique », qui n'est qu'un tigre de papier, mais celui de la réalité comme de l'efficacité de sa diffusion et de son enseignement. Dans les pays en développement des mondes africain et créole, tous les citoyens « francophones » (au sens géographique) ont le droit de devenir « francophones » (au sens de la compétence linguistique).

Cette exigence est d'autant plus impérieuse que beaucoup de ces pays consacrent une part importante de leurs faibles ressources à des systèmes éducatifs dont le rendement est évidemment très réduit.

Lawrence d'Arabie, le lévrier fatal

M. Omer Nami, de Pully (Suisse), nous écrit à propos de l'article de Georges Buis publié dans notre numéro de juillet et apporte une précision :

Dans la présentation de M. Georges Buis du livre de V. M. Monteil, *Lawrence d'Arabie, le lévrier fatal*, je relève que Guillaume II aurait fait construire par ses ingénieurs, de 1901 à 1908, le chemin de fer Damas-Médine. N'ayant pas encore lu le livre de M. Monteil, je ne sais si cela est son opinion ou celle de M. Buis. Mais afin de rendre à César ce qui lui appartient, je tiens à dire que ce chemin de fer a été l'œuvre de mon grand-père, le sultan Abdul Hamid.

Construit sous la direction du maréchal Kazim Pacha grâce à l'argent récolté par souscription publique, il devait lier entre elles les parties arabes de l'Empire ottoman et être continué jusqu'à La Mecque. Il correspondait à la politique arabe et islamique du sultan calife.

Un premier soin de Lawrence dit d'Arabie ne fut-il pas d'ailleurs de le faire dévier pour la plus grande gloire de l'Empire britannique ?

مركز لدراسات الشرق الأوسط
DÉCOUVREZ
« ACTUALITÉ ARABE »

- 7 années de parutions.
- Un bulletin de références, d'analyses et d'informations sur l'ensemble des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
- Un document bi-mensuel sans équivalent, indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des pays arabes.
- Cinq bulletins en un seul : Politique - Économie - Énergie - Environnement - Sciences, plus des dossiers, des appels d'offres, des témoignages.
- Existe aussi en éditions arabes, ARAB NEWS AND REPORTS.

« ACTUALITÉ ARABE » est édité par le CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATION (C.A.D.I.) Directeur général : Georges El Rouf 34, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris Tél. 42-25-61-00 Tél. C.A.D.I. 942 6242 Disponible par abonnement Exemplaire sur demande

HES-HEI-ESJ
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ D'ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE

sous le parrainage du centre DROIT et DÉFENSE de l'université de PARIS-V et avec l'appui du secrétariat général de la défense nationale.

CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Cursus sanctionné par diplôme (convention avec le doctorat de sociologie politique de l'université de PARIS-V)

Renseignements à l'E.H.E.I. (directeur : M. Pascal CHAIGNEAU) 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 PARIS. Téléphone : 42-22-68-06.

FEDN
Hôtel National des Invalides Paris 7^e

Pour s'orienter sur l'échiquier International : des analyses, des chiffres, des cartes.

L'ANNÉE STRATÉGIQUE

SOUS LA DIRECTION DE PASCAL LACROIX

195F

Diffusion : LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire 75007 PARIS

SATISFACTION ET VIGILANCE

Comment Israël tire parti d'une guerre prolongée

SCANDALE aux Etats-Unis, scandale en Autriche, fermeture du bureau d'achat d'armes à Londres...

Les livraisons de matériel de guerre à l'Irak provoquent un peu partout des remous. En revanche, l'aide militaire d'Israël à Téhéran, en dépit des diatribes antisionistes des dirigeants iraniens, n'a guère agité l'opinion. Il est vrai que Jérusalem n'entrave en rien l'approvisionnement massif de l'armée irakienne.

Cette *Realpolitik* s'accommode fort bien de la poursuite de la guerre du Golfe, laquelle retarde d'autant le règlement des autres problèmes du Proche-Orient.

Par AMNON KAPELJOUK

Si la poursuite de la guerre entre l'Irak et l'Iran et les risques de débordement militaire dans le Golfe peuvent susciter bien des inquiétudes, un Etat au moins a lieu de s'en féliciter et ne se prive pas de le faire ouvertement : Israël, dont la stratégie régionale se trouve confortée par les diverses implications du conflit. « Mieux vaut pour Israël que cette guerre continue le plus longtemps possible », écrit-il, il y a quelques mois, le quotidien indépendant *Haaretz* (1), résumant ainsi l'opinion de l'establishment à ce sujet. Le spécialiste des questions militaires du même journal, M. Zeev Schiff, réputé pour ses analyses, apportait cette précision : « Notre intérêt réside dans la survie de Saddam Hussein et de Khomeiny. Tant qu'ils resteront au pouvoir, on peut être sûr que la guerre du Golfe ne s'arrêtera pas (2) ». Dans l'éventualité même d'une fin des hostilités, les Israéliens souhaitent qu'il n'y ait ni vainqueur ni vaincu, comme l'a clairement affirmé M. Yitzhak Rabin, ministre travailliste de la défense : « Israël aspire à ce qu'il n'y ait pas de vainqueur dans cette guerre (3) ». A quoi fait écho ce propos du premier ministre, M. Itzhak Shamir, chef du Likoud : « Une victoire iranienne ou irakienne dans la guerre du Golfe représentera une menace pour la sécurité d'Israël (4) ».

L'une des conséquences de cette politique fut les ventes d'armes et de matériel de guerre à l'Irak, dès le début des hostilités, alors que le pays était privé de ses approvisionnements traditionnels. Les services de renseignements militaires israéliens estimaient d'ailleurs, à l'époque, que l'Irak pouvait gagner la bataille assez vite. La première transaction avec l'Irak remonte à 1981, alors que le général Sharon était ministre de la défense. Principal intermédiaire, le « marchand de canons » Yaacov Nimrodi avait été attaché militaire israélien à Téhéran au temps du chah. Et les fournitures se sont poursuivies sans qu'aucun des deux pays les avoue. Ce sont les dépêches parues dans la presse internationale qui en ont informé l'opinion — sans parler du rôle de l'Etat juif dans le scandale de l'« Irangate ».

Le soutien ainsi prêt par Israël à l'Irak correspondait à une règle d'or qui consistait, pour ce pays, à toujours se ranger, d'une manière ou d'une autre, du côté de l'adversaire des Arabes lorsque éclatait un conflit. Ainsi, lors de la révolte kurde en Irak ou dans la guerre qui oppose, dans le sud du Soudan, des tribus négro-chrétiennes au pouvoir arabo-musulman de Khartoum. Et si un différend surgit entre Arabes musulmans et Arabes chrétiens, ces derniers sont les favoris de l'Etat juif.

« Empêcher l'expansionnisme soviétique »

Les dirigeants israéliens ont plusieurs arguments pour justifier l'aide apportée à l'Irak, dont le régime actuel prône pourtant la destruction de l'Etat juif. Tout d'abord, ce soutien était censé consolider le camp des modérés au sein de la révolution islamique, dans la perspective de la suc-

cession de l'imam Khomeiny. Dans la revue mensuelle *Skira Hodchit*, destinée aux officiers de l'armée israélienne, le député Simha Dinitz, dirigeant travailliste, ancien ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, explique qu'« il ne faut pas négliger l'Irak, car ce pays et Israël sont des Etats non arabes du

Proche-Orient qui, dans certains cas, ont des options stratégiques susceptibles de se rejoindre un jour. Cela ne se produira pas, il est vrai, sous le régime actuel en Iran, mais ce pays ne va pas à l'abandon pour toujours (5) ». M. Yitzhak Rabin, l'un des partisans des transactions avec les Iraniens, s'est fait encore plus précis : « Dans trois, cinq ou dix ans, se renouvellera l'amitié entre Israël et l'Iran car les deux pays ont un intérêt commun : empêcher l'expansionnisme soviétique (6) ».

Autre argument invoqué, surtout depuis l'affaire des otages américains au Liban : la nécessité d'aider l'ami américain. Israël, entend-on de la bouche des responsables, ne pouvait pas refuser de donner un « coup de main » à ceux qui, chaque année, lui apportent quelque 3,5 milliards de dollars d'assistance militaire et économique ; il existe d'ailleurs entre les deux Etats un accord de coopération stratégique qui couvre aussi les affaires de ce genre.

Des considérations d'ordre économique sont également entrées en ligne de compte, puisque les livraisons à l'Irak permettaient de se débarrasser d'une partie des armes et du matériel de guerre démodés, évalués à plusieurs milliards de dollars, qui s'accumulaient dans les arsenaux. L'Etat d'Israël est aujourd'hui au cinquième ou au sixième rang des grands exportateurs d'armements (les ventes d'armes se montent à environ 1,2 milliard de dollars par an, elles constituent aujourd'hui la première recette d'exportation, devant les diamants). A la place des pièces de rechange pour les Phantom et autres matériels, ainsi que des munitions et missiles vendus à l'Irak, Israël a reçu des Etats-Unis des armes et des munitions plus sophistiquées. Le pays en sort gagnant. Toutefois, ses ventes à l'Irak n'ont pas modifié l'équilibre des moyens militaires entre les deux adversaires : l'Irak conserve une supériorité en chars (quelque six mille, contre mille à l'Irak) et en chasseurs-bombardiers (quelque six cents, contre cent).

Le sort des juifs iraniens dans la République islamique fournit un autre argument à ceux qui défendent la politique de vente d'armes. Selon eux, non seulement les juifs iraniens ont été peu affectés par le cours des événements, mais les autorités de Téhéran ont même fermé les yeux devant l'émigration d'une partie d'entre eux à la suite de tractations. Les Israéliens se montrent pourtant déçus qu'une grande majorité de ces émigrants n'aient pas choisi l'Etat juif pour refuge.

Enfin, les membres du lobby israélien en Israël ont vainement prétendu que l'aide à l'Irak pouvait inciter l'organisation militante chiite du Hezbollah (Parti de Dieu) au Liban à modérer ses activités contre Israël et ses agents dans le sud du pays. Le Hezbollah est en effet devenu l'ennemi numéro un d'Israël au Liban, et les Iraniens ont investi des millions de dollars dans le Sud pour l'aider à se renforcer.

Les Israéliens ont donné une preuve manifeste de leur volonté de laisser se prolonger la guerre en fermant les yeux sur l'acheminement des armes et des équipements militaires destinés à l'Irak. L'une des principales voies de passage de ces fournitures est en effet le port jordanien d'Akaba, d'où elles traversent ensuite la vallée d'Araba, qui longe la frontière israélienne, avant de passer dans le désert jusqu'en Irak. Il est très facile aux dirigeants israéliens de mettre fin à ces convois géants, soit en faisant un signe aux Jordaniens,

soit même en créant un incident à la frontière. Or, chaque jour, on peut voir à Akaba de vingt-cinq à trente-cinq navires dont le chargement est constitué à 80 % de matériel de guerre destiné à l'allié irakien de la Jordanie.

Un autre trafic se déroulait en même temps, à partir du port voisin d'Eilat, en Israël, à destination du port iranien de Bandar-Abbas. Selon des informations de presse, douze cargaisons d'armes ont été acheminées d'un port à l'autre entre août 1985 et novembre 1986 (7). On remarquera aussi que l'Egypte, signataire des accords de Camp David avec Israël, n'en fournit pas moins, elle aussi, une aide considérable à l'Irak.

Ainsi donc se concrétise la conception israélienne voulant que les guerres déchirant ses adversaires soient une chose positive puisqu'elles mènent à l'épuisement. De surcroît, c'est le potentiel économique de tout le monde arabe qui subit les conséquences de cette guerre sans fin dans le Golfe. Selon le ministre égyptien de la défense, M. Abou Ghazala, les pays arabes producteurs de pétrole ont fourni à l'Irak, pendant ces sept années de conflit, 181 milliards de dollars pour financer son effort de guerre, ce qui a eu des conséquences fâcheuses pour leurs économies (8).

Finalement, la prolongation des hostilités détourne l'attention de l'opinion publique du conflit israélo-arabe et du problème palestinien, tout en favori-

L'ennemi irakien, aguerri au combat

CEPENDANT, les responsables militaires de l'Etat juif s'inquiètent du développement de la force militaire de l'Irak. L'armée de ce pays est en effet devenue, à la faveur de cette longue guerre, la force arabe la plus importante, la mieux équipée et, de loin, la mieux entraînée. Il est évident que, après la fin des hostilités, l'Irak conservera une puissance militaire capable de faire face à toute éventualité, et cela lui confèrera aussi un poids politique. Aujourd'hui, cette armée compte une quarantaine de divisions, dont trente ont un niveau opérationnel très élevé. Qu'advient-il en cas de nouvelle guerre israélo-arabe si l'Irak devait y participer ? Pendant sept ans, le Golfe a servi de formidable champ de manœuvres. Aucune autre armée arabe au Proche-Orient n'aura eu l'occasion de « s'exercer » ainsi, dans les conditions d'une guerre véritable. Les Irakiens en tirent une expérience militaire unique en son genre, du point de vue stratégique. Il ne s'agit pas seulement de combats de blindés, d'artillerie ou d'infanterie, mais aussi d'organisation logistique, avec le transfert de corps d'armée géants lors des opérations, avec la construction de ponts et de fortifications tandis que les combats font rage.

Pour ce qui est de l'aviation, les experts israéliens estiment qu'elle a atteint un niveau professionnel et opérationnel impressionnant. Les pilotes irakiens des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères d'assaut (d'une manière générale, ces derniers représenteront une arme très importante dans les guerres à venir) ont déjà plus d'heures de combat que leurs homologues israéliens. Certes, la qualité du pilote irakien est supérieure à celle du pilote israélien, de l'avis de tous les experts militaires ; mais l'expérience de combat des Irakiens, qui passent immédiatement de l'école de pilotage aux opérations militaires en utilisant des

sant les efforts des dirigeants israéliens qui cherchent à provoquer de nouvelles alliances au Proche-Orient, avec le concours des Etats-Unis. M. Yitzhak Rabin l'a souligné, sans ambiguës : « Tant que la guerre irano-irakienne fait rage, la Jordanie a plus de liberté d'action [pour arriver à un règlement de paix avec Israël] au regard de ce qu'elle pourrait faire après la fin des hostilités (...). Donc toute initiative de nature à rassembler l'Egypte, la Jordanie et Israël avant que ne change la situation dans la région représente le seul espoir de renforcer la paix israélo-égyptienne, pour ensuite approfondir le processus de paix en élargissant au-delà de ces deux pays (9) ». Selon M. Rabin, les Soviétiques ont au Proche-Orient des objectifs diamétralement opposés à ceux d'Israël et des Etats-Unis, et il est à craindre que la fin de la guerre ne leur permette d'y renforcer leur influence.

En attendant, Israël trouve un climat propice pour agir à sa guise, en particulier dans les territoires arabes occupés. Survenant après la neutralisation de l'Egypte par les accords de Camp David, la guerre du Golfe a pesé d'un poids considérable dans la décision d'envahir le Liban en 1982. La revue *Skira Hodchit* constate ouvertement qu'Israël a profité de la guerre du Golfe « pour agir dans une relative liberté afin d'atteindre ses objectifs stratégiques dans la région, comme, par exemple, le bombardement de la centrale nucléaire irakienne Osirak, en juin 1981, et la guerre du Liban (10) ».

avions du type Mig-21 ou Mirage-2000, diminue cet écart. Enfin, l'armée de l'air irakienne a prouvé l'année dernière qu'elle était capable de bombarder des objectifs stratégiques lointains — comme les complexes pétroliers iraniens dans les îles près du détroit d'Ormuz — tout en ravitaillant les bombardiers en vol.

En outre, pour la première fois, constatent les Israéliens, un commandement militaire arabe acquiert une expérience de combat qui dépasse celle de l'armée israélienne. L'état-major irakien prend ses décisions dans les conditions d'une véritable guerre et il en tire des leçons. Ces sept dernières années, ce sont les meilleurs officiers supérieurs irakiens qui ont avancé dans la hiérarchie militaire, alors que, dans le passé, la fidélité au parti Baas au pouvoir était un atout important pour gravir les échelons. Enfin, l'utilisation par l'Irak de gaz toxiques (« l'arme nucléaire des pauvres ») cause de véritables inquiétudes à l'état-major israélien.

Sans un règlement de paix au Proche-Orient, l'Irak représente donc pour Israël une menace militaire grandissante dont il faut tenir compte. Bien que les partisans de l'aide à l'Irak disposent d'une écrasante majorité au sein de l'establishment, quelques dirigeants, surtout des personnalités originaires d'Irak, dissent ouvertement leur désapprobation du soutien à l'Irak de l'imam Khomeiny et conseillent, en revanche, d'encourager l'Irak à se rapprocher de l'Egypte et de la Jordanie. Ce courant a surtout pris naissance à la suite du développement des activités du Hezbollah contre Israël dans le sud du Liban, et l'on trouve parmi ses partisans le ministre travailliste de l'énergie, M. Moshe Shabai, originaire de Bagdad, pour qui il vaut mieux, pour faire avancer la paix dans la région, veiller aux relations avec les Arabes et non pas avec un ennemi dont l'éventuelle victoire causerait un cataclysme politique et idéologique au Proche-Orient. Ce lobby très timide a trouvé un encouragement certain dans les propos que tint l'ambassadeur d'Irak à Washington, M. Nizar Hamdoun, devant des leaders juifs américains : « Nous ne voulons pas une autre guerre entre Israël et les pays arabes, a-t-il affirmé, surtout pas après l'épreuve sangnante avec l'Iran au cours des sept dernières années (11) ».

- (1) *Haaretz*, 27 novembre 1986.
- (2) *Haaretz*, 28 septembre 1986.
- (3) Discours au Washington Institute for Near East Policy, le 13 juillet 1987.
- (4) *Haaretz*, 16 janvier 1987.
- (5) *Skira Hodchit*, revue mensuelle adressée aux officiers de l'armée israélienne, éditions de l'état-major, vol. 33, décembre 1986, p. 10.
- (6) *Haaretz*, 4 janvier 1987.
- (7) *Haaretz*, 27 mars 1987.
- (8) *Al Mossawir*, Le Caire, 28 août 1987.
- (9) Discours au Washington Institute for Near East Policy, 13 juillet 1987.
- (10) *Skira Hodchit*, vol. 34, février 1987, p. 13.
- (11) *Yediot Ahronot*, 23 août 1987.

L'Arabie saoudite

RECONFORTÉ par le dépit des Iraniens, le roi Fahd a décidé de la Mecque. Mais l'évolution de la contestation religieuse et politique, fondée sur le pétrole et le pouvoir, que partagent les autres monarchies du Golfe, crée des contradictions.

Par OLIVIER

Le roi Fahd, 61 ans, a été couronné à la Mecque, le 13 septembre 1987, par un cérémonial qui a duré plusieurs heures. Le roi a été couronné par un prince de la famille royale, le prince Sultan bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Fahd bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Khalid bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Nayef bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Turki bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Abdullah bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Saud bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Mutaib bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Talal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince Faysal bin Abdul Aziz, 54 ans, qui a été couronné à son tour par un prince de la famille royale, le prince

FRAGILITÉ DES MONARCHIES PÉTROLIÈRES

L'Arabie saoudite, gardienne d'un ordre menacé

RÉCONFORTÉ par le déploiement de l'armée occidentale et par le soutien des pays arabes au lendemain des sanglants événements de La Mecque, le roi Fahd s'est désormais rangé dans le camp anti-iranien. Mais l'évolution de la guerre, la crise économique et la contestation religieuse et politique menacent la stabilité du royaume, fondée sur le pétrole et la légitimité islamique. Une fragilité que partagent les autres monarchies du Golfe, enserrées dans les mêmes contradictions.

Par OLIVIER DA LAGE et ALAIN GRESH

QUI parle du roi Fahd d'Arabie ne doit plus dire, désormais, « Sa Majesté » - cet attribut n'appartient qu'à Dieu, - mais « Gardien des deux Lieux saints, La Mecque et Médine ». Cette appellation, comme le nom du royaume, a au moins le mérite de situer parfaitement la nature du régime : une théocratie familiale. Elle constitue aussi la réponse de la dynastie aux menaces qui lui sont lancées par la révolution islamique iranienne de 1979 tant sur les plans intérieur qu'extérieur.

Les insurgés qui, le 20 novembre 1979, à l'aube du quinzième siècle de l'Hégire, s'assurèrent le contrôle de la Grande Mosquée de La Mecque en plein pèlerinage, défiaient la maison Saoud accusée d'être corrompue et de trahir sa fonction de gardienne des Lieux saints. Le chef des rebelles, Djouhayman al Oteiba, se réclamait d'un wahhabisme (1) encore plus rigoureux que celui qui prévaut dans la péninsule arabique. Au nom de la pureté de la foi, il s'attaquait ainsi

aux fondements mêmes du pouvoir, à sa légitimité religieuse.

Puissance tutélaire de La Mecque et Médine, la famille régnante s'en est attribuée le titre lors de la conquête du Hedjaz par Ibn Saoud en 1924. Se proclamant fidèle défenseur de l'orthodoxie, le royaume pose sa candidature à la direction de l'Oumma, la communauté des croyants.

Sous l'étendard de l'islam, il assoit son pouvoir à l'intérieur et étend son influence à l'extérieur. La création de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) en 1969 - elle regroupe aujourd'hui une quarantaine d'États - et les activités de la Ligue mondiale islamique, qui coordonne l'activisme de nombreuses organisations non gouvernementales, témoignent de cette place centrale de la religion.

Bien que ses orientations « intégristes » ne le cèdent en rien à celles des groupes les plus radicaux, la Ligue suscite peu d'adhésions en Europe, sans doute parce qu'elle est financée par de loyaux alliés de l'Occident, en particulier l'Arabie saoudite et le Maroc (2).

« Une dynastie lâche et dépourvue de raison »

CET activisme permet à la famille régnante à Ryad de neutraliser maints mouvements extrémistes tout en confortant son image pie. Le plus ancien réseau de relations entre l'Oumma et le royaume passe par le pèlerinage, une des cinq obligations fondamentales de l'islam, que tout bon musulman doit accomplir au moins une fois dans sa vie. Avec près de deux millions de pèlerins arrivant de l'étranger - 600 000 en 1946 - le Hajj annuel assure le prestige des Saoud.

C'est donc au fondement de la légitimité de la dynastie que s'est attaqué Oteiba en 1979 ; c'est cette légitimité qui remet en cause l'ayatollah Khomeiny quand, à la suite des violences du 31 juillet dernier, il demande « aux oulémas de trouver une solution au problème de la garde des Lieux saints que la dynastie wahhabite, lâche et dépourvue de raison, est incapable d'assurer ».

Incontestablement, les affrontements du 31 juillet, au cours desquels plus de 400 personnes ont trouvé la mort - dont plusieurs dizaines par balles - ont provoqué un choc dans le

monde islamique, et les messages de soutien ou de condamnances ont afflué à Ryad. L'un d'entre eux n'est pas passé inaperçu : c'est le coup de téléphone que le président syrien Hafez el Assad a adressé au roi Fahd pour lui faire part de son émotion, alors que son pays s'est rangé depuis le début des hostilités aux côtés de l'Iran. Tout compte fait, le drame semble avoir plutôt bénéficié politiquement à l'Arabie saoudite grâce au sursaut de l'islam sunnite. De plus, jusqu'à présent du moins, les 300 000 chérites saoudiens (sur 6,5 millions de nationaux et 11,5 millions d'habitants au total) (3) ne paraissent pas avoir été sensibles aux appels enflammés de Radio-Téhéran. Concentrés dans la province orientale du Hasa où se trouve l'essentiel des ressources

« Irangate » : la filière de Ryad

était expulsée (5). Durant les années 70, l'Arabie saoudite, comme l'Iran du chah, avait connu une folle croissance ; firmes occidentales et intermédiaires saoudiens se sont enrichies sans vergogne. Désormais, aux déséquilibres d'un pseudo-développement s'ajoutent les incertitudes de la récession. Le mécontentement risque de gagner non seulement les plus démunis - avec 50 % d'analphabètes parmi ses nationaux et une mortalité infantile de 60 % - le royaume possède bien des caractéristiques d'un pays sous-développé - mais aussi les couches moyennes.

pétrolières du royaume, ils ne représentent apparemment plus le même risque politique qu'en 1979.

Cette année-là, au moment même où les fondamentalistes sunnites conduits par Djouhayman al Oteiba s'emparaient de la Grande Mosquée de La Mecque, l'agitation gagnait les chérites du Hasa. Les manifestations de l'Achoura, qui commémorent le martyre de Hussein, fils d'Ali, le gendre du prophète, à Kerbela en 680, strictement interdites en Arabie saoudite, dégénéraient. D'autant que l'exemple tout récent de la révolution iranienne encourageait la révolte des chérites saoudiens, traités en citoyens de seconde zone par le gouverneur Djilouwi, dont la famille accapare la charge depuis 1913. La répression fut sans pitié. L'année suivante, de nouveaux troubles endeuillèrent l'Achoura. Dès lors, le pouvoir rechercha l'apaisement et procéda à d'importants investissements dans le Hasa afin de rattraper le retard accumulé. Mais surtout, en 1985, le roi Fahd décidait d'écarter M. Abdel Mohsen Djilouwi pour le remplacer au gouvernorat par l'un de ses fils, Mohammed. Ce dernier a, depuis, multiplié les gestes de bonne volonté à l'égard de ses administrés, brisant en particulier le zèle excessif de la police religieuse, les redoutables moutons, qui se sont maintes fois signalés par les brimades infligées aux chérites. Depuis 1981, l'Achoura n'a plus donné lieu à des incidents, tandis que le niveau de vie dans le Hasa a progressé. Il n'en demeure pas moins qu'un efficace quadrillage policier accompagne cette politique d'apaisement et que la méfiance entre chérites et sunnites est loin d'avoir disparu.

La crise économique qui s'installe pourrait d'ailleurs raviver les tensions religieuses et sociales. Ce n'est qu'en décembre 1986, avec près de dix mois de retard, que furent dévoilées les grandes lignes du budget 1987 (4). Pour la première fois, les autorités reconnaissent l'existence d'un « trou » de 14 milliards de dollars - en fait, le budget, comme la balance des paiements, est déficitaire depuis 1983 - qu'il faudra combler en puisant dans les avoirs saoudiens à l'étranger. Ces biens, évalués à 80 milliards de dollars (contre 150 milliards en 1982), sont en partie bloqués : près du Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, créances douteuses sur l'Irak, investissements dans des sociétés étrangères, etc. Au rythme actuel des prélèvements, la fraction disponible de ces richesses sera épuisée en trois ans. Le pouvoir prêche donc l'austérité bien que l'armée et la sécurité continuent d'absorber un tiers des dépenses de l'Etat.

Celles-ci, malgré les promesses du roi Fahd lors de son accession au pouvoir en juin 1981, restent écartées des centres de décision politique. Elles subissent aussi, en plus de l'érosion de leur pouvoir d'achat, le durcissement des autorités en matière religieuse : face à la contestation islamiste, la famille royale a ressuscité les lois les plus rétrogrades et a étendu l'autorité des organes dits « d'encouragement de la vertu et de condamnation du péché ».

Bien entendu, la crise économique trouve sa source dans la chute des recettes pétrolières (24 milliards de dollars en 1986 - moins qu'en 1974 - contre 100 milliards en 1982) et la « guerre des prix » déclenchée l'année dernière par le ministre saoudien du pétrole, M. Yamani. Le baril se négociait alors à moins de dix dollars. En congédiant M. Yamani, en octobre 1986, le roi Fahd prenait en main le dossier de l'or noir et changeait radicalement de politique. Désormais, la priorité était accordée à la stabilité des prix - 18 dollars le baril - et à la limitation de la production. Comme le remarquait un observateur attentif, « cette nouvelle orientation va (...) dans le sens des préoccupations d'un grand nombre de responsables des compagnies pétrolières et des pays consommateurs qui s'inquiètent du maintien du prix du pétrole à un niveau bas et de nature à

décourager les investissements dans le domaine de l'exploration pétrolière ainsi que des autres sources d'énergie (6) ». Il est trop tôt pour juger des effets de cette politique, d'autant que la guerre du Golfe fait naître bien des incertitudes.

Alors que les dirigeants des Emirats arabes unis, d'Oman et de Qatar poursuivent leur dialogue avec Téhéran (7) - ils n'ont pas hésité à recevoir durant le mois de septembre des envoyés de la République islamique - la politique du roi Fahd a connu, après les événements de La Mecque, une réorientation fondamentale, parallèle à celle de Washington. La presse de Ryad, jusque-là très prudente, se déchaîne désormais sans retenue contre les ayatollahs dont les turpitudes sont dénoncées à longueur de colonnes.

Cette hystérie contraste sensiblement avec le ton adopté précédemment, en particulier depuis la fin 1986, lorsqu'il existait au sein de l'OPEP un accord tacite - seulement tacite ? - entre Saoudiens et Iraniens. Les révélations de l'« Irangate » éclaboussaient alors la famille royale et l'on sait que le milliardaire saoudien, M. Adnan Khashoggi, a joué un rôle clé dans les ventes d'armes américaines à l'Iran et l'aide aux « contras ». Si les médias saoudiens soutiennent que « le citoyen

Khashoggi ne saurait engager la responsabilité du gouvernement », l'opinion prévaut dans le Golfe qu'il n'a pu agir dans une affaire de cette importance sans le feu vert des autorités.

Sujet tabou : tel journaliste occidental ayant obtenu un entretien avec le souverain wahhabite s'est vu clairement mettre en garde contre toute question ayant trait à cette affaire. Mais l'un des chefs de la Contra, M. Adolfo Calero, a reconnu en mai dernier, devant une commission du Congrès américain, que son mouvement avait reçu, entre l'été 1984 et octobre 1986, une somme de 32 millions de dollars ; durant cette période, le Congrès avait interdit à M. Reagan d'aider financièrement les rebelles nicaraguayens. Au mois de juin, le New York Times révélait que ce type de transactions entre Ryad et la Maison Blanche était courant (8).

Chaque fois que cela a été nécessaire, utilisant ses capacités financières et l'absence de tout contrôle démocratique, la famille royale saoudienne a débauché : dans l'aide à l'UNITA de M. Jonas Savimbi ; dans le financement du transport des troupes marocaines au Sahara en 1977 ; dans l'acheminement de fonds aux insurgés afghans - 500 millions de dollars par an, - dans le soutien au dictateur soudanais Néméri... Elle a rarement été payée de retour.

Un mauvais feuilleton

LES ventes d'armes américaines au royaume wahhabite pourraient constituer le scénario d'un mauvais feuilleton à rebondissement. Après avoir arraché au Congrès, en 1981, la fourniture de cinq avions Awacs à l'Arabie saoudite, le président Reagan a dû renoncer en 1985 à y exporter des chasseurs F 15. En juin 1987, il a aussi abandonné le projet d'équiper l'armée saoudienne de 1 600 missiles air-sol Maverick. D'autres contrats ont connu un sort plus heureux, mais les polémiques étalées dans la presse américaine, la pression du lobby pro-Israélien à Washington et les déclarations anti-arabes de nombreux membres du Congrès ont inutilement humilié la famille royale et choqué l'opinion publique à Ryad.

Sur un autre plan, l'incapacité de l'administration républicaine à relancer le processus de paix au Proche-Orient a alimenté les oppositions islamistes et affaibli les régimes arabes modérés - Arabie saoudite, Égypte, Tunisie... qui misent sur l'alliance occidentale pour résoudre le drame palestinien.

Certes, le roi Fahd continue de jouer la carte américaine. Il a souscrit au stationnement dans son royaume de quatre Awacs et de plusieurs centaines de « conseillers » venus d'outre-Atlantique. Mais il hésite à aller plus loin et à fournir des bases permanentes à un allié dont la fiabilité lui paraît douteuse. Au sein même de la dynastie, certaines personnalités - dont le porte-parole semble être le prince héritier Abdallah - s'interrogent sur le bien-fondé d'une amitié aussi peu réciproque que compromettante. La présence navale massive des Occidentaux ne risque-t-elle pas de fournir de puissants arguments aux fondamentalistes ?

En conclusion d'un ouvrage consacré à l'Arabie saoudite dans les années 80, M. William Quandt, ancien conseiller du président Carter, prédisait : « Si les États-Unis passaient pour faibles, incertains, maladroits, arrogants, ils pourraient sérieusement compliquer les affaires du royaume. Dans ce cas, les Saoud seraient tentés de prendre leurs distances par rapport à Washington et de s'adapter au mieux à leur environnement immédiat (9) ». Une prophétie qui, jusqu'à ce jour, ne semble pas ébranler la Maison Blanche.

deux tiers d'étrangers. Parmi ces derniers, les Arabes sont aujourd'hui minoritaires ; leur proportion a tendance à diminuer car on préfère les remplacer par une main-d'œuvre indienne, pakistanaise, philippine ou coréenne, corvéable à merci.

(6) Nicolas Sartre, dans Pétrole et gaz arabes, 16 novembre 1986.

(7) Sur la politique du Koweït, voir Olivier Da Lage, « L'Emirat du Koweït en première ligne », Le Monde diplomatique, septembre 1987.

(8) Reproduit par International Herald Tribune, 22 juin 1987. Voir aussi les révélations du journaliste Bob Woodward dans un livre qui vient d'être publié aux États-Unis, Veil : The secret wars of the CIA et dont l'International Herald Tribune a rendu compte le 28 septembre 1987.

(9) William B. Quandt, Saudi Arabia in the 1980s, The Brookings Institution, Washington, 1981, pp. 158-159.

Arabies

DU MONDE ARABE ET DE LA FRANCOPHONIE

CONVERGENCES MAGHRÉBINES
Méziane Abtout explique pourquoi le président Chadli Bendjedid accepterait des liens intimes avec la « Jamahiriya ». Paul Balta scrute les causes des revers enregistrés, au Tchad, par des troupes libyennes pourtant surarmées. François Pargny dissèque les politiques économiques du Maroc et de la Tunisie, entre lesquelles il relève bien des affinités. Un dossier à conserver.

OMAR BONGO À BÂTONS ROMPUS
Philippe Decraene, directeur du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM), recueille les confidences du numéro un gabonais, doyen des chefs d'Etat d'Afrique centrale. Il analyse également l'évolution socio-économique et politique du Gabon.

LE RETOUR DE L'ENFANT PRODIGE
Naguère puissance régionale omniprésente, l'Égypte a été réduite à un pénible isolement sur la scène arabe, après la conclusion avec Israël des accords de Camp David. Pour Gihad Auda, membre de l'International Institute of Strategic Studies (Londres), l'Égypte s'apprete à animer une nouvelle coalition, à la faveur de sa prochaine réintégration au sein de la famille arabe...

LE BOYCOTT N'EST PAS UNE INVENTION ARABE
Chédli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, souligne que le boycott arabe est un droit légitime, dont le but est d'inciter Israël à la paix.

dans le numéro d'octobre 1987
en vente en kiosques et en librairies
Arabes, 78, rue Jouffroy, 75017 Paris. Tél. : 46.22.34.14
Abonnement : 300 FF. Étudiants : 250 FF.

(Publicité)

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Affaires - Commerce - Gestion - Communication

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES
UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE
BTS COMMERCE INTERNATIONAL
ACTION COMMERCIALE
BUREAUTIQUE ET SECRÉTARIAT

Ces examens sont ouverts à tous et se déroulent dans la plupart des grandes villes de France, et à l'étranger.

Étudiants, cadres tous secteurs, ingénieurs, techniciens, secrétaires... peuvent en profiter pour compléter leur formation et augmenter leur compétence ou assurer leur avenir professionnel.

Langues & Affaires assure par correspondance des cours tous niveaux et des préparations complètes à ces examens.

Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix et à votre rythme.

Documentation gratuite sur ces diplômes et sur les cours à :
Langues & Affaires, service 4659, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois (France). Tél. : (1) 42-70-81-88.

Établissement privé fondé en 1947. Sous contrôle Éducation nationale.

A PARIS COMME A WASHINGTON ET TÉHÉRAN

Diplomatie et contraintes intérieures

MENÉES de manière expéditive et périlleuse, les négociations entre le gouvernement de M. Chirac et la République islamique étaient vouées à l'échec. La rupture des relations diplomatiques et l'envoi d'une force navale française dans le Golfe ont marqué le ralliement de Paris à la stratégie de la Maison Blanche. La mise en quarantaine de l'Iran par l'Occident risque de déboucher sur de graves affrontements, alors que les contraintes de la politique intérieure sont aussi fortes à Paris et Washington que, sans doute, à Téhéran.

Par FRANCIS BEAUJEU

LES explications du gouvernement français tendant à justifier son retour en Iran suscitent de nombreuses interrogations (1). A-t-il poursuivi quinze mois durant le processus de normalisation, d'aménager des relations avec les « ayatollahs » en ignorant ceux-ci télécommandaient des actions terroristes au Liban, en France et ailleurs ? Pourquoi s'était-il engagé, au lendemain des attentats meurtriers à Paris, en septembre 1986, de mettre hors de cause la République islamique ? Quelles certitudes l'autorisaient à en faire porter la responsabilité au clan « marxiste » des Abdallah, avant d'accuser avec la même assurance, neuf mois plus tard, un « réseau islamiste » d'obédience iranienne ?

Tant d'aplomb incite à une grande prudence dans l'examen de l'affaire Gerdji qui a conduit à la « guerre des ambassades », puis à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Un bref rappel des péripéties de l'escalade permet de relativiser l'événement et, partant, de tenter d'éclaircir certaines zones laissées dans l'ombre.

M. Wahid Gerdji, considéré par tout un chacun comme le numéro deux de l'ambassade d'Iran à Paris, bien que figurant comme un « administrateur » sur la liste diplomatique, est convoqué en juin par le juge Bouloche comme simple « témoin » dans l'instruction ouverte sur les attentats de l'automne

dernier. Comme il est d'usage dans les relations internationales — surtout quand on a le souci de ménager l'avenir —, l'affaire aurait pu être réglée dans la plus grande discrétion. Or, c'est le contraire qui se produit.

Les salles de rédaction sont alimentées d'abondants « renseignements » destinés à accréditer la thèse de la culpabilité de M. Gerdji, alors que celle de ses complices supposés n'est toujours pas établie. Le domicile du fonctionnaire iranien ainsi que les appartements de ses collègues sont perquisitionnés. L'ambassade de la République islamique, où s'était réfugié M. Gerdji, est assiégée par d'importantes forces de police. La mise en scène est tout autant spectaculaire que tapageuse. La diplomatie est évacuée au bénéfice de l'épreuve de force médiatisée.

Sur les instructions de son gouvernement, M. Wahid Gerdji refuse obstinément de répondre à la convocation du juge d'instruction. Non seulement il a été averti par un diplomate français du « piège » que lui tendait « les adversaires de la normalisation franco-iranienne », mais il estime encore qu'il est couvert par l'immunité diplomatique (2). Le Quai d'Orsay, cependant, finit par emboîter le pas au ministre de l'Intérieur. Pourtant, nombre de hauts fonctionnaires doutent fort de la culpabilité de celui qui fut longtemps pour eux un précieux interlocuteur.

atteint le seuil de l'insupportable. D'où l'impasse — le « palier » selon l'euphémisme de M. Jean-Bernard Raimond — dans laquelle avait échoué le processus de « normalisation » des décembre 1986. La dramatisation de l'affaire Gerdji, six mois plus tard, débouchant sur la rupture des relations diplomatiques, est intervenue à point nommé pour dispenser le gouvernement de s'expliquer sur les véritables raisons de son impuissance (3).

Etait-il absolument indispensable de prolonger la politique de « fermeté » par celle de la canonniers ? L'envoi dans la région du Golfe de trois forces navales — l'une d'intervention, l'autre de soutien et la troisième destinée au déminage — a de quoi étonner. Trois mois durant, de mai à fin juillet, Paris avait résisté aux sollicitations pressantes de Washington qui souhaitait que des unités françaises se joignent aux navires américains pour escorter des pétroliers dans le Golfe. Au moins trois raisons motivaient le refus de la France. Primo, le nombre de bâtiments français empruntant cette voie d'eau

« vérifications et entretien », le *Clemenceau*, ainsi que la flottille de frégates qui l'escortait. Il est vrai que M. Giraud ne faisait que suivre l'exemple de son homologue américain qui retirait du Golfe plusieurs navires de l'US Navy pour les positionner plus loin, dans la mer d'Oman. Reculade ou repli tactique, une bonne partie de l'armée américaine était ainsi provisoirement à l'écart de la poudrière.

S'était-on rendu compte, d'autre part, à Paris et à Washington, que les gestulations martiales contribuaient à radicaliser le régime islamique, et servaient les intérêts de l'Union soviétique ? Les observateurs avertis de la scène politique iranienne ont pu constater depuis le début de la « guerre des ambassades » la remontée à Téhéran du clan des « jusqu'au-boutistes » au détriment des « pragmatiques » dont le chef de file est M. Hachemi Rafsandjani, le puissant président du Parlement. Artisan de la politique de normalisation avec la France, il avait tenté, mais en vain, d'envoyer la détérioration des relations entre Téhéran et Paris.



(Dessin paru dans l'International Herald Tribune du 27 août 1987)
LES ABERRATIONS D'UNE SURENCHÈRE MAL MATURÉE.

est insignifiant. Secundo, la prévention d'une attaque surprise étant pratiquement impossible, les représailles qui devraient être exercées contre le pays agresseur impliqueraient la France dans une guerre régionale, aux conséquences imprévisibles. Tertio, la France aurait tout à perdre d'assimiler son rôle à celui des Etats-Unis dans une région où toute initiative américaine, quelle qu'elle soit, est perçue avec méfiance, voire hostilité. Personne n'oubliait le désastre sur lequel avait débouché, en 1984, l'entreprise de la force multinationale au Liban.

Aucune de ces raisons n'avait perdu de sa pertinence quand le porte-avions *Clemenceau* appareillait début août pour se rendre à la lisière du Golfe. Au contraire, les incertitudes et les risques s'étaient entre-temps singulièrement accrues.

La flotte des Etats-Unis se déployait dans un climat politique trouble, rendant son éventuelle intervention plus problématique. Une centaine de parlementaires américains, républicains ou démocrates, des chroniqueurs de la presse écrite ou audiovisuelle, critiquent la décision du président Reagan, prise sans l'assentiment du Congrès, prévu par le *War Powers Act*, prêtent au chef de la Maison Blanche des calculs de politique politicienne et font valoir les dangers encourus par les « marines ».

D'vidence, l'armée américaine — une cinquantaine de bâtiments, des dizaines d'avions de combat, quelque trente mille hommes — est à la merci, dans une conjoncture éminemment explosive, d'un incident fortuit, d'une provocation débridée, d'un implacable enchaînement de violences. Toute riposte pourrait conduire à l'embrasement des monarchies pétrolières, réputées vulnérables, sans qu'elle puisse ébranler le régime khomeiniste, revigoré par le sursaut patriotique de la population.

Ainsi, « oubliant » que leur présence dans la région est officiellement motivée par le souci de « défendre la liberté de navigation », les escadres occidentales demeurent figées quand l'aviation iranienne coule, le 29 août, des bateaux transportant du pétrole iranien, en violation de la trêve instaurée quarante-trois jours plus tôt. Mieux, M. André Giraud, ministre de la Défense, ne partageait nullement l'embarras de Washington, justifie implicitement l'initiative guerrière de Bagdad en expliquant que la trêve « servait davantage les intérêts de l'Iran (6) ».

L'absurdité de la situation, et surtout les périls qu'elle recèle, n'échappent cependant pas au ministre. Prudent, M. Giraud renvoie début septembre au port de Djibouti, pour

Ses adversaires ont mis à profit la « fermeté » des autorités françaises à l'égard de M. Gerdji, son protégé, pour impulser l'engrenage de l'escalade jusqu'à la rupture.

M. Hachemi Rafsandjani était, l'été dernier, dans une situation singulièrement délicate. Sa stratégie destinée à favoriser une « solution politique » de la guerre du Golfe s'était progressivement effritée. Le scandale de l'Iran-gate, révélateur par un clan rival, torpilla le dialogue secret qu'il avait engagé avec le président Reagan. La cassure avec la France lui barra l'accès à la

« troisième voie » qu'il cherchait à se frayer entre les Etats-Unis et l'URSS. Le massacre des pèlerins iraniens le 31 juillet à La Mecque — vraisemblablement le fruit d'une provocation — rompit les ponts qu'il avait patiemment construits avec l'Arabie saoudite et d'autres Etats arabes « modérés ». La concentration de navires de guerre occidentaux à l'horizon des côtes iraniennes, les coups de boutoir des forces irakiennes, la menace de sanctions brandie par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'indignation de l'opinion iranienne, la proximité des élections législatives, prévues pour février prochain, ne lui laissaient d'autre choix, pour assurer sa survie politique, que d'enfourcher le cheval de bataille de ses adversaires. Il se métamorphosa alors en « radical ». Dans la République islamique, tout comme en France et aux Etats-Unis, des préoccupations de politique intérieure l'emportèrent sur des considérations d'intérêt national.

Le président du Parlement s'est distingué dès fin juillet par sa « fermeté » révolutionnaire. Au nom de la « masse des moustafahs » (les déshérités, les laissés-pour-compte), il déclara la guerre au Bazar, aux « profiteurs de guerre », fait arrêter des dizaines de riches commerçants, confisquant leurs biens. Dans la foulée, il parvint à mobiliser cinq cents brigades supplémentaires de volontaires pour « défendre la patrie en danger ». Il dénonça la duplicité de la « droite » au pouvoir en France, appelle au renversement de la monarchie « wahhabite » d'Arabie saoudite, fustige l'agressivité de l'impérialisme américain, tout en ménageant l'autre « grand satan » de la planète, l'Union soviétique.

Un curieux ménage soviéto-islamique paraît, en effet, se former entre deux Etats qui tout sépare, une histoire conflictuelle, des idéologies opposées, des alliances régionales contradictoires. Cependant, des intérêts différents mais convergents, et surtout une conjoncture internationale propice, incitent la République islamique et l'Union soviétique à engager un processus d'étroite coopération. Malgré son alliance avec l'Irak, dont elle est le principal pourvoyeur d'armements, l'URSS s'était toujours soigneusement appliquée à entretenir un dialogue avec Téhéran, estimant, tout comme les Etats-Unis, que l'Iran demeure une pièce maîtresse dans l'Asie du Sud-Ouest. Il lui a suffi dès lors d'exiger le retrait des forces navales occidentales de la région du Golfe ainsi que l'arrêt définitif de la guerre maritime (menée essentiellement par l'Irak contre l'Iran) pour surmonter les réticences des dirigeants iraniens, aux abois.

Une dynamique dangereuse

EN prévision d'un blocus empêchant l'écoulement du pétrole iranien ainsi que la livraison de matériel militaire par voie maritime, Téhéran et Moscou ont conclu en août des accords portant sur la construction de deux oléoducs — pouvant véhiculer l'un sept cent mille barils/jour, l'autre un million cinq cent mille barils/jour — jusqu'aux rivages ukrainiens de la mer Noire — ainsi qu'une voie ferrée reliant le port de Bandar-Abbas, dans le Sud-Est iranien, à la Turquie (7). En prime, les dirigeants iraniens ont accordé à M. Gorbatchev ce que leurs prédécesseurs avaient obstinément refusé à Staline en 1947 au prix d'un affrontement soviéto-américain : une concession offshore pour la recherche pétrolière en mer Caspienne. Bref, des liens solides commencent à être tissés entre les deux pays.

Cherchant à éviter l'irréparable, à laisser la porte ouverte à la reprise du dialogue avec les puissances occidentales, desquelles il se méfie moins que de l'Union soviétique dont le voisinage inquiète, M. Hachemi Rafsandjani a tenu, à la mi-septembre, des propos qui se voulaient rassurants. Il a affirmé qu'il n'était pas question de remettre en

vigueur le traité irano-soviétique de 1921, qui donnerait à l'armée de Moscou le droit d'intervenir pour défendre la République islamique contre une agression étrangère.

Cependant, la volonté du président du Parlement pèse moins que la dynamique d'une conjoncture qui lui échappe. Nasser, comme tant d'autres leaders du tiers-monde, n'était pas moins anticommuniste et antisoviétique que les dirigeants iraniens. Cela ne l'avait pas empêché de devenir l'un des alliés les plus fiables de l'URSS, réagissant devant l'incompréhension et l'agressivité que lui témoignèrent dans les années 50 les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, ceux-là mêmes qui font patrouiller leurs navires de guerre à proximité des rivages iraniens.

Mais au-delà des considérations dites stratégiques, des rivalités Est-Occident, et des intérêts mercantiles, la fin de la guerre du Golfe — un carnage qui a déjà coûté la vie à plus d'un million d'Iraniens et d'Iraqiens — ne mérite-t-elle pas une attitude plus responsable de la part des dirigeants occidentaux, une véritable neutralité à l'égard des deux belligérants ?

Les feux de la rampe et les honneurs de l'ombre

PARFAITEMENT francophone, il traitait, en effet, avec le Quai d'Orsay, la DST et même — dit-on — avec le ministère de la Défense pour l'acquisition de matériels militaires ; il fréquentait les milieux d'affaires pour les intéresser au marché iranien ; il servait à l'occasion d'interprète aux diplomates iraniens lors de leurs entretiens officiels, notamment avec MM. Jacques Chirac et Jean-Bernard Raimond ; des hommes politiques, et non des moindres, s'entretenaient volontiers avec lui des perspectives d'une normalisation entre les deux pays, dont il était un chaud partisan. Bref, ses multiples activités — font remarquer les sceptiques — l'exposaient trop aux feux de la rampe pour qu'il puisse être chargé, de surcroît, d'activités terroristes que des hommes de l'ombre pouvaient accomplir avec beaucoup moins de risques. A moins que l'on admette le postulat que M. Wahid Gerdji, comme naguère les frères Abdallah, soit capable d'exploits dignes d'un James Bond...

Quoi qu'il en soit, l'affaire déclenche l'engrenage des représailles. L'ambassade de France à Téhéran est, après celle d'Iran à Paris, assiégée par les forces de l'ordre. Une semaine plus tard, le 5 juillet, le ministre des affaires étrangères annonce la « suspension » du processus de normalisation et, le lendemain, M. Jacques Chirac, dans une déclaration au *Monde*, est le premier à brandir la menace de la rupture des relations entre les deux pays. Le 11 juillet, un incident — unique, sauf erreur, dans les annales diplomatiques françaises — conforte la « prédiction » du premier ministre : des douaniers français interpellent un diplomate iranien à l'aéroport de Genève, le malmenent et se saisissent de sa mallette et des documents confidentiels qui s'y trouvaient. Téhéran exige des excuses, mais en vain. Deux jours plus tard, un bâtiment français naviguant non loin des côtes iraniennes est atteint par des obus, avant que M. Jean-Paul Torri, le consul général de France à Téhéran, ne soit accusé d'« espionnage » et sommé de comparaître devant un juge d'instruction. La République islamique menace à son tour, le 16 juillet, de rompre les relations diplomatiques si le siège de son ambassade n'est pas levé dans un délai de soixante-douze heures. Mais c'est la France qui, dès le lendemain, en prend l'initiative (3).

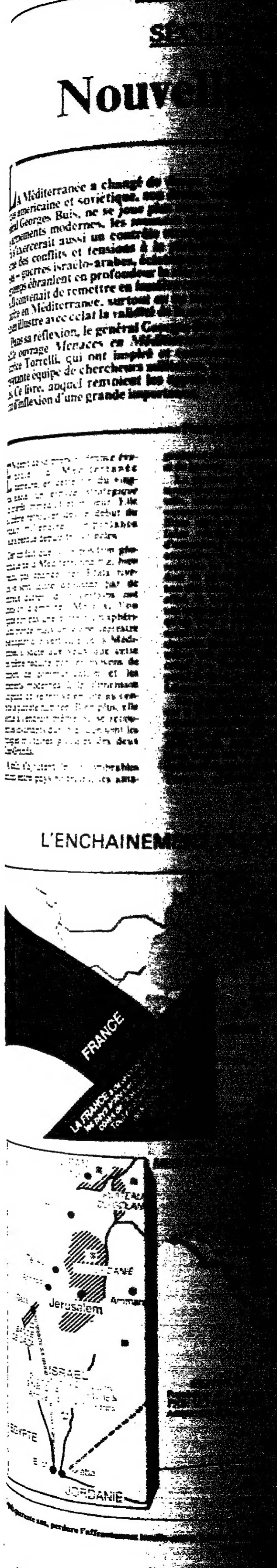
A-t-on cherché délibérément à trancher les liens avec la République isla-

mique ? La question mérite au moins d'être posée. L'étroite coopération entre les divers services de sécurité français, d'une part, les services iraniens, palestiniens, les officines de renseignement des phalangistes libanais, ceux de l'opposition anti-khomeiniste, de l'autre, n'exclut pas des opérations d'intoxication visant à isoler davantage le régime de Téhéran. Ce qu'il est convenu d'appeler le lobby pro-irakien dont l'influence diffuse n'est plus à démontrer dans les milieux industriels, bancaires, militaires, politiques, n'a jamais cessé de peser sur les rouages de l'Etat pour prévenir une normalisation qui risquait de porter un grave préjudice à ses intérêts en Irak et dans divers pays arabes (4).

M. Jacques Chirac, qui avait lui-même instauré les relations privilégiées avec l'Irak il y a douze ans dans les domaines militaire, nucléaire, économique et politique, était passé de la désillusion au dépit devant l'inconsistance de l'entreprise de « normalisation » avec l'Iran. Il avait cru pouvoir concilier l'inconciliable, gagner les bonnes grâces des dirigeants de Téhéran sans rééquilibrer pour autant la politique française à l'égard des deux belligérants dans la guerre du Golfe. Tandis qu'il visait essentiellement — pour répondre à l'attente de l'opinion — la libération des otages du Liban, le principal objectif des Iraniens était de distendre les liens entre Paris et Bagdad.

Sous-estimant cette discordance fondamentale, impatients de démontrer l'efficacité de leur politique, les responsables français ont adopté une procédure de négociation tout autant expéditive que périlleuse. Elle consistait à consentir, au coup par coup, des concessions d'intérêt secondaire en échange de la libération d'otages. L'expulsion déguisée de M. Massoud Radjavi, le chef de l'opposition anti-khomeiniste, le versement d'un « à-valoir » sur la dette de l'Eurodif, la pudique discrétion observée à l'égard du terrorisme iranien, et peut-être aussi d'occultes ventes d'armements à Téhéran, ont été payés de retour par la restitution de cinq des dix captifs français au Liban. Résultat dont se vantaient volontiers le chef de la diplomatie française.

Mais en fragmentant ainsi le contentieux, qui aurait dû être négocié et réglé comme un tout indissociable, le gouvernement de M. Jacques Chirac s'était laissé prendre au piège d'un marchandage permanent qui avait



Nouve

La Méditerranée a changé de visage. Les relations entre l'Occident et l'Iran, sous l'impulsion de Georges Buis, ne se jouent plus sur des enjeux modernes. Les tensions se cristallisent aussi en conflits et tensions à la fois guerres israélo-arabes, ébranlant en profondeur la stabilité en Méditerranée, surtout en ce moment où le général Giscard d'Estaing se retire de la présidence de la République.

Un curieux ménage soviéto-islamique paraît, en effet, se former entre deux Etats qui tout sépare, une histoire conflictuelle, des idéologies opposées, des alliances régionales contradictoires. Cependant, des intérêts différents mais convergents, et surtout une conjoncture internationale propice, incitent la République islamique et l'Union soviétique à engager un processus d'étroite coopération. Malgré son alliance avec l'Irak, dont elle est le principal pourvoyeur d'armements, l'URSS s'était toujours soigneusement appliquée à entretenir un dialogue avec Téhéran, estimant, tout comme les Etats-Unis, que l'Iran demeure une pièce maîtresse dans l'Asie du Sud-Ouest. Il lui a suffi dès lors d'exiger le retrait des forces navales occidentales de la région du Golfe ainsi que l'arrêt définitif de la guerre maritime (menée essentiellement par l'Irak contre l'Iran) pour surmonter les réticences des dirigeants iraniens, aux abois.

L'ENCHAINEMENT



Nouvelles menaces en Méditerranée

Depuis quarante ans, perdure l'affrontement israélo-arabe. A l'œil des Palestiniens, s'ajoute aujourd'hui le cortège des millions d'Afghans réfugiés au Pakistan et en Iran. Sous l'œil des grandes puissances et en toile de fond à la guerre du Golfe : les enjeux du pétrole, le danger du Kurdistan, les deux sautes de l'islam déchiré, les rapports de force toujours entre les Etats de la région.

DIVISÉE SUR LES MOYENS D'IMPOSER SA LOI

L'armée philippine défie ouvertement les institutions démocratiques

EN quelques semaines, la situation s'est considérablement détériorée aux Philippines. Dès la mi-août, en augmentant brutalement le prix des carburants, le gouvernement avait de lui-même provoqué le déclenchement d'une grève massive de protestation. Après quoi, le 28 du même mois, le Mouvement de réforme de l'armée (RAM) se lançait dans une tentative de coup d'Etat militaire particulièrement grave. Profitant de la division de l'armée, la guérilla communiste a multiplié ses opérations. Sous la pression des événements, la présidente Corazon Aquino a dû profondément remanier son gouvernement. Le 19 septembre, Leandro « Lean » Alejandro, dirigeant de Bayan - la nouvelle alliance patriotique, - a été assassiné alors qu'il venait d'annoncer une journée d'action contre la militarisation croissante du pays...

Jamais depuis le renversement de la dictature Marcos, en février 1986, la mise en place d'un régime démocratique aux Philippines n'a paru aussi aléatoire.

Par PIERRE ROUSSET

L'ANNÉE 1987 avait commencé sous de bons auspices pour le gouvernement philippin. Par deux fois, Mme Corazon Aquino avait transformé une échéance électorale en véritable plébiscite personnel : à l'occasion du vote sur la nouvelle Constitution, en février, et des élections législatives de mai - sa liste sénatoriale emportant vingt-deux des vingt-quatre sièges à pourvoir. En déclarant la « guerre totale » à l'insurrection communiste, après plusieurs mois de négociations infructueuses, la présidente donnait à la fois des gages à Washington et satisfaction aux militaires. Les élections municipales de novembre prochain devaient achever le processus d'institutionnalisation du régime issu du soulèvement populaire de 1986. Après quatorze ans de dictature et une année de transition « inconstitutionnelle », les éléments d'un régime civil semblaient se mettre rapidement en place.

C'est le cours de cette normalisation politique qui est aujourd'hui radicalement remis en cause, et ce n'est dans la forme, du moins dans le fond. Le remaniement gouvernemental de septembre 1987 illustre à quel point la position de Mme Corazon Aquino s'est affaiblie. Elle a dû se défaire de ses plus proches conseillers, MM. Joker Arroyo et Teodoro Locsin. Le vice-président, M. Salvador Laurel, courtise ouvertement les militaires. Désireux de faire cavalier

seul, il s'est démis de ses fonctions de ministre des affaires étrangères. L'ancien ministre des finances, M. Jaime Ongpin, contesté mais dont les liens avec des organismes comme le Fonds monétaire international sont connus, a lui aussi pris ses distances. L'Eglise elle-même modère son soutien à la présidente. Alors que le pays s'enfonce dans la crise, le nouveau gouvernement apparaît sans personnalité ni muscle.

Les rapports entre l'armée et l'administration civile sont au cœur de l'actuelle crise de régime. Les Philippines furent autrefois l'un des rares pays de la région sans tradition de pouvoir militaire. Les présidents et les membres du Congrès exerçaient un contrôle étroit sur la « grande muette ». Ce n'est qu'en 1972 que tout a changé, quand M. Ferdinand Marcos et ses « douze disciples » ont organisé un coup d'Etat « légal » et imposé la loi martiale. En quelques années, les effectifs de l'armée sont passés de 58 000 à plus de 250 000 hommes. Grâce aux tribunaux militaires, elle a conquis un pouvoir judiciaire. Des officiers d'active ont occupé d'importants postes dans la diplomatie, l'économie, l'administration. La promotion s'est opérée selon des critères de moins en moins professionnels : primait la loyauté à l'égard du président Marcos et de son ancien garde du corps et chauffeur, le général Ver.

Achever le « coup d'Etat interrompu »

L'ARMÉE philippine a goûté au pouvoir politique, elle n'entend pas en être exclue. Le renversement de Marcos devait être, aux yeux des colonels du RAM, l'occasion d'imposer une « révolution » civile-militaire avec le ministre de la Défense, M. Juan Ponce Enrile. Le complot ayant été éventé, le coup s'est transformé en mutinerie improvisée. Menacés d'écrasement, les soldats rebelles ont été sauvés par l'intervention de l'Eglise et celle - massive - de la population. Mais la « révolution de février » les a aussi frustrés d'un coup d'Etat : c'est Mme Aquino, à la tête d'un gouvernement civil, qui a été portée au pouvoir.

Rapidement il est apparu que le danger principal, pour le nouveau gouvernement, ne venait ni de l'insurrection communiste, ni des nostalgiques restés fidèles à M. Marcos, mais de l'intérieur

même du régime, de ceux qui comptaient bien achever un jour ce « coup d'Etat interrompu » de février 1986. Les menaces se sont, en effet, rapidement succédées. En novembre 1986, Mme Corazon Aquino a dû se séparer de M. Juan Ponce Enrile, encore ministre de la Défense, et les officiers du RAM se sont vu retirer leurs principaux commandements. Mais les choses n'ont pas été plus loin : M. Gringo Honasan s'est retrouvé instructeur chef des Forces spéciales. De quoi préparer tranquillement son prochain coup d'Etat. Très vite, donc, les enjeux de la transition vers la démocratie se sont clarifiés : M. Francisco Nemenzo, qui enseigne les sciences politiques à l'Université des Philippines, notait, fin 1986, que « le coup d'Etat, encore une nouveauté aux Philippines, est un mode

usuel d'action politique dans de nombreuses parties du tiers-monde. A moins que des mesures ne soient prises par le gouvernement civil et le mouvement populaire démocratique pour inverser le cours actuel des choses dans l'armée, il peut devenir un trait permanent de la vie politique de notre pays ». Il notait aussi que le gouvernement tardait à prendre de telles mesures et que le charisme de Mme Aquino risquait de s'user rapidement. Un an encore, et « l'enthousiasme populaire va se dissiper, se transformer en un cynisme destructeur. Si un tel scénario se matérialise, un autre despote se présentera, qui prétendra sauver la République et réformer la société (1) ».

C'est bien là le discours empreint de démagogie populiste qu'a tenu le colonel Gringo Honasan, principal auteur de la tentative de coup d'Etat du 28 août dernier. Dénonçant la corruption du régime - malheureusement de plus en plus réelle, - la supposée faiblesse du gouvernement face au communisme et la politique politicienne, il a présenté l'armée comme la conscience de la nation. Or la popularité du colonel parmi les officiers de terrain ne fait aucun doute : « Les objectifs des soldats rebelles, les

causes de l'échec de leur entreprise à Manille et les flottements dans la réaction du pouvoir », indiquent qu'il s'agit moins d'un putsch, c'est-à-dire d'une action limitée, que d'une lame de fond de protestation au sein des forces armées. Aujourd'hui, le malaise tend à unir plus qu'à diviser les militaires et à isoler le pouvoir civil (2).

L'armée hésite encore, elle est divisée sur les moyens : juste imposée par un coup d'Etat (l'option maximale du RAM à la fin août) ou renforcement progressif du contrôle militaire « légal » sur la vie politique, dont l'idéal est le régime de la loi martiale (une option que le général Ramos, chef d'Etat-major, partage avec certains de ses pairs) ? Mais elle s'unifie contre l'administration civile. Au cœur du pouvoir politique, elle refuse d'être en marge de ses institutions : le gouvernement, le Sénat et la Chambre des députés. Il faut réduire le poids des organes électifs, quitte à étrangler, ce faisant, les mécanismes démocratiques.

La question, très inquiétante, que soulèvent les derniers événements n'est pas de savoir comment la tentative de coup d'Etat du 28 août a été possible, après tant d'avertissements, mais pour quoi elle a échoué...

L'immobilisme social du pouvoir

AUX Etats-Unis, l'administration de M. Reagan jouait probablement le succès complet des putschistes n'était pas souhaitable. Cependant, certains services américains sont étroitement liés aux officiers du RAM que le Pentagone, « sans approuver » leur action, juge avec « compréhension », comme le rapporte le journaliste Nayan Chanda (3). Par ailleurs, l'armée reste déchirée par des conflits d'autorité et de promotion. Le noyau dur du RAM, colonels et lieutenants, vient de la classe 1971 de l'Académie militaire des Philippines. Ces officiers n'ont pas fait mystère de leurs critiques à l'encontre de l'Etat-major. Ils n'ont pas la même histoire que nombre de généraux, plus liés aux grandes familles traditionnelles. Leur ambition dérange celle de leurs aînés, devenus officiers durant les années 60 et qui attendent d'accéder - enfin - au sommet de la hiérarchie militaire.

De surcroît, l'armée est aujourd'hui traversée de chaînes concurrentes de commandement. Mme Aquino tente de placer des généraux fidèles aux postes clés - mais qui peut savoir jusqu'où ira cette fidélité ? Et la structure officielle est doublée de plusieurs structures parallèles, celle des classes d'âge, des corps et clans militaires, celle de « fraternités » élitistes et ouvertement politiques, comme l'« Aile d'extrême droite du RAM », ou « atrappe-tout », comme la Guardians Brotherhood Inc. (GBI).

Mme Corazon Aquino a tenté de restaurer le vieil équilibre politique des années 1950-1960 en rétablissant les institutions élites traditionnelles. Assurée de pouvoirs très étendus durant toute la période de transition non constitutionnelle, grâce notamment à l'appui populaire dont elle bénéficiait, la présidente s'est refusée à purger l'armée (ce que Washington n'aurait pas admis), à réduire drastiquement le poids considérable du service de la dette - celle-ci se monte à 28 milliards de dollars - qui grève les ressources du pays (tout en faisant porter maintenant

la responsabilité de la situation à M. Jaime Ongpin) et à engager des réformes socio-économiques substantielles.

Le secteur des entreprises d'Etat s'ouvre enfin à la syndicalisation, mais la législation sociale continue à n'offrir aux ouvriers qu'une protection dérisoire face à un patronat qui, bien souvent, n'accepte aucune limite à sa capacité d'exploiter. L'échec le plus patent du régime se situe probablement sur le terrain de la réforme agraire. A cet égard, M. Eduardo Tadem, chercheur à l'Université des Philippines, note que « la population rurale se trouve aujourd'hui dans une situation pire qu'il y a vingt ans ». En février 1986, « une révolution politique était amorcée avec succès. Mais, pour la majorité des Philippines, un change-

DISPARITION D'UN MILITANT

LEANDRO « Lean » Alejandro est tombé victime d'un attentat, le 19 septembre 1987. Nous l'avions rencontré pour la première fois peu après la tentative de coup d'Etat du 28 août, toujours animé de cette franchise et de cette ouverture d'esprit qui incitent à respecter son engagement. Ancien étudiant, secrétaire général de la coalition d'organisations de masse Bayan, il était l'une des figures marquantes de la génération militante. A vingt-sept ans, marié et père d'un enfant de six mois, il se savait menacé.

Rolando Olalla, président de la centrale syndicale KMIU, avait été abattu en novembre 1986. Bernabe Buscayno, dirigeant historique de la guérilla communiste, longtemps incarcéré, engagé depuis sa libération dans le Partido ng Bayan - une formation politique légale - avait de justesse échappé au pire en juin 1987. Lean Alejandro était sur la liste noire des « escadrons de la mort » philippins. Il est resté fidèle à ses convictions, jusqu'au bout. P.R.

ment politique ne représente qu'un premier pas. Ce qu'attendent maintenant les millions de familles pauvres, c'est un changement social - que le gouvernement s'attaque aux problèmes socio-économiques qui sont à la racine de l'agitation sociale et de l'insurrection, et qu'il le fasse sans répéter les erreurs du passé (4).

Mais la présidente a attendu la dernière minute pour signer le décret sur la réforme agraire, laissant en fait à un Congrès dominé par la propriété foncière le soin de répondre aux questions les plus brûlantes, comme le rythme de sa mise en œuvre. L'immobilisme social de la présidence est pour beaucoup dans la désagrégation de sa base populaire, comme en a témoigné le succès impressionnant de la grève des transports qui a paralysé Manille et six autres centres provinciaux le 26 août, après que le gouvernement eut annoncé une hausse du prix des carburants. Le projet initial des conseillers de Mme Aquino - la réforme contre la menace de révolution - n'a jamais véritablement pris substance.

Le parti communiste des Philippines, déséquilibré par l'échec de sa politique de boycottage des élections présidentielles de 1986 (5), a dû faire face à de nombreuses difficultés. Mais l'enlèvement du pouvoir nourrit chez lui un nouvel optimisme, manifeste dans la déclaration publiée à l'occasion du dix-huitième anniversaire de la Nouvelle armée du peuple : « Dans les prochaines années (...), l'aggravation rapide de la crise va l'emporter sur les efforts du régime pour se consolider et va profondément l'affaiblir. Les forces révolutionnaires se trouvent aussi dans une situation bien meilleure qu'auparavant pour étendre et renforcer leur force armée et politique... (6) ».

Pour avoir refusé d'organiser le « pouvoir populaire », tant chanté en février 1986, et d'engager des réformes socio-économiques radicales, le régime Aquino est aujourd'hui prisonnier de dangereux amis : l'administration américaine, qui cherche avant tout à préserver la cohésion de l'armée ; les grandes familles provinciales et les clans politiques traditionnels, qui dominent la Chambre des députés ; les généraux, qui se disent constitutionnalistes mais ne veulent ni ne peuvent purger le corps militaire de ses éléments factieux. Il est à craindre que les derniers événements sonnent le glas des espoirs démocratiques suscités par le soulèvement de février 1986 contre la dictature.

- (1) Francisco Nemenzo, « A Season of Coups, Military Intervention in Philippine Politics », *Diplomatic Review*, vol. 34 n° 5 et 6, 1986 pp. 1 et 25.
- (2) Kim Gordon-Bates et Philippe Pons, *Le Monde*, 3 septembre 1987.
- (3) Nayan Chanda, « A Split Opinion », *Far Eastern Economic Review*, 24 septembre 1987, p. 14. En ce qui concerne l'intervention américaine dans la politique philippine sous Marcos, voir le récent livre de Raymond Bonner, *Waiting with a Dictator*. Kim Incorporated, Queens-City, 1987.
- (4) Eduardo C. Tadem, *Handbook on the Reorganization Proposal for the Ministry of Agriculture Reform, Presidential Commission on Government Reorganization*, Manille, décembre 1986, pp. 24-25. Pour un débat sur la réforme agraire, voir notamment la revue *Solidarity*, n° 106 et 107, 1986.
- (5) Voir *Le Monde diplomatique* de janvier 1987.
- (6) « Statement of the Communist Party of the Philippines on the 18th Anniversary of the New People's Army », *Ang Bayan*, numéro spécial, 29 mars 1987, p. 5.

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE
diplomatique

COMPRENDRE
L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

NOM Prénom
Adresse
Code postal Localité

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement DPL 403
Le Monde diplomatique abonnements, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Le Monde diplomatique publie, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans *Le Monde diplomatique* l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for \$ 35 per year by : le Monde c/o Speedimex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New York, NY Postmaster : send address change to le Monde c/o Speedimex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

TARIF DES ABONNEMENTS

1 an (12 numéros) - 6 mois (6 numéros)

VOIE NORMALE

France, poste militaire, poste navale

Andorre, Monaco

162 F - 90 F

Etranger

225 F - 125 F

VOIE AÉRIENNE

Europe, Maghreb

250 F - 138 F

Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, République de Djibouti, SP 85000, Saint-Pierre-et-Miquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Égypte, 271 F - 148 F
Comores, Madagascar, Amérique, Canada 313 F - 169 F
Asie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Kampuchéa, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam, Océanie, autres pays 343 F - 184 F

DE CUBA A TRINITE-ET-TOBAGO :

Les Caraïbes,

L'UNITÉ des Caraïbes - le terme fait référence à une population indigène, les Karibs, rayée de la carte par les conquistadores espagnols - tient d'abord à leur histoire. Violence, pillage, soulèvements : toutes les îles ont subi la domination de diverses métropoles européennes avant de devenir une « chasse gardée » des Etats-Unis. Aujourd'hui encore, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, possèdent des « miettes d'empire » dans cette zone dont le peuplement fut marqué par l'importation de main-d'œuvre d'Afrique et dont l'organisation sociale reposa sur l'économie de plantation. Si diverses que soient leurs structures économiques, les petits pays de la région ont en commun un sous-développement aggravé. Petites - la plus grande est Cuba, 10 millions d'habitants, mais la Grenade envahie par les « marines » en 1983 n'en a que 111 000, - usant de langues différentes, peu ou pas du tout reliées entre elles, fondamentalement dépendantes de l'agriculture et du tourisme, à la fois séparées et unies par leur richesse culturelle, les îles de cet « archipel éclaté » préoccupent la super-puissance américaine. La révolte du peuple haïtien contre le « duvalisme sans Duvalier » en est l'exemple le plus saisissant.

Par FRANÇOISE BARTHELEMY

UNE « zone sinistrée où tous les bouleversements politiques deviennent possibles », la formule vient d'un journal modéré, dans un article consacré il y a plus d'un an à la situation économique des pays caraïbes et qui a conservé toute son actualité (1). Rien n'est venu depuis donner des couleurs plus riantes au tableau, marqué par de profondes déformations héritées de siècles d'exploitation coloniale, au cours desquels les Espagnols, les Anglais, les Français, les Hollandais puis les Nord-Américains se sont disputés les îles pour s'approprier leurs richesses.

Aujourd'hui, les deux tiers des quelque deux mille entreprises multinationales qui y opèrent ont leur maison-mère aux Etats-Unis, le voisin vigilant dont le souci premier est de réaffirmer la supériorité du capitalisme face au système socialiste construit par les Cubains avec l'aide de l'URSS.

Partager cette philosophie n'empêche pourtant pas certains grands groupes de se retirer ces temps derniers de petits pays où la fermeture de leurs usines ou de leurs domaines représente une catastrophe. Ainsi la société Kaiser

Aluminum et la Reynolds Metal ont quitté la Jamaïque, important producteur de bauxite. Exxon a abandonné ses raffineries de pétrole dans les Antilles néerlandaises. La Gulf and Western a bradé - à des exilés cubains de Miami, les frères Fanjul - l'empire de plantations sucrières, de terrains d'élevage et d'équipements hôteliers qu'elle possédait en République dominicaine.

Les raisons de cet exode, auquel participent des institutions financières telles que la Bank America, la Chase Manhattan Bank, la Royal Bank, tiennent à la baisse constante des prix des matières premières d'exportation - sucre, bauxite, produits pétroliers, denrées agricoles - jointe à la faible demande des acheteurs.

Les Etats de la région ont subi un effondrement de leurs revenus, alors qu'ils devaient faire face à l'augmentation rapide des prix des produits importés. D'où le recours à un terrible endettement. La Jamaïque et Trinité-et-Tobago, principaux pays anglophones du marché commun de la Caraïbe, le CARICOM - qui a joué un rôle notable dans la signature des accords de Lomé entre la Communauté

économique européenne et les pays ACP (2), - ont une dette extérieure par tête d'habitant plus grande que celle de leurs voisins latino-américains les plus scabreux.

Comme le Congrès américain n'a pas approuvé une loi accordant des crédits d'impôts aux sociétés qui s'implantent dans la région, les autorités locales plaçant leurs espoirs dans l'arrivée d'autres investisseurs étrangers. De rares Israéliens se lancent dans des cultures « spéculatives » (fruits, légumes, horticulture). Des Japonais apportent leur savoir-faire. Ce sont des cas isolés. La méfiance prédomine chez les hommes d'affaires - Européens notamment, - inquiets devant des situations sociales explosives et l'instabilité politique.

La chute du dictateur Jean-Claude Duvalier, en Haïti, n'a pas soulagé de l'effroyable pauvreté une population de 5 millions d'habitants, obligés d'émigrer en masse vers la Floride au péril de leur vie. Les Haïtiens ont adopté en mars 1987 une Constitution extrêmement avancée, qui garantit le droit de tous à la santé et à l'éducation, et qui crée un institut de réforme agraire. Mais, le 25 juillet dernier, à Jean-Rabel, une centaine de paysans sans terre qui manifestaient pacifiquement ont été massacrés par des « tontons macoutes » au service des grands propriétaires fonciers. Le décalage entre cette réalité tragique et un beau texte constitutionnel se fait de plus en plus insupportable. Des élections libres et démocratiques pourrout-elles réellement se tenir à la fin du mois de novembre ?

C'est justement parce qu'il craignait de forts remous dans cette région, qualifiée d'« arrière stratégique et commerciale de premier ordre pour les Etats-Unis », que le gouvernement de M. Ronald Reagan avait lancé en 1984 l'initiative pour le bassin des Caraïbes (CBI), dont les objectifs étaient d'établir une vaste zone de libre-échange, de donner un coup de fouet aux investissements privés et d'augmenter l'aide financière américaine. A présent, les pays « bénéficiaires » se sentent dupés (3). S'il est vrai que certains produits (fruits de mer, citrons, ananas, tomates, conserves de fruits, jouets, articles électroniques, etc.) entrent sans taxes douanières sur le marché américain, des productions essentielles comme les textiles, le cuir, les produits pétroliers ne peuvent franchir des barrières protectionnistes que les lobbies concernés ont tout fait pour sauvegarder.

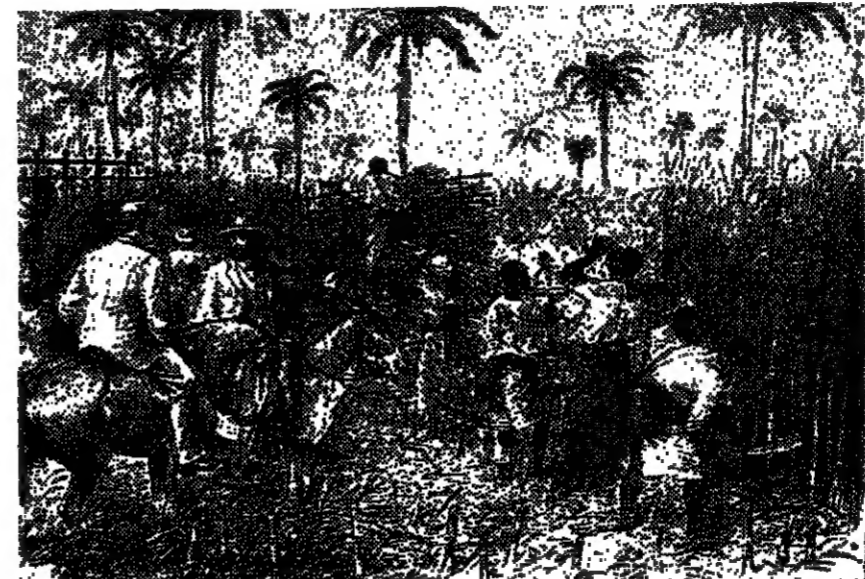
En outre, durant ces quatre dernières années, les Etats-Unis ont réduit de 41 % leurs quotas d'importation de sucre en provenance des Caraïbes, car ils protègent leurs propres planteurs, déjà atteints par un recul de la consommation intérieure au profit d'édulcorants. Le premier ministre de Saint-Christophe-et-Nevis, M. Kennedy Simmonds, a adressé une lettre de protestation à Washington dans laquelle il dénonce le « coup dévastateur » porté à l'économie de son pays (quarante-cinq mille habitants) par une décision qui contredit les principes de la CBI. La grogne et l'inquiétude ont poussé les îles de l'Organisation des Etats de l'Est caribéen (OECS), qui totalisent près de 3 000 kilomètres carrés, à engager

des pourparlers afin de former une fédération permettant la libre circulation des personnes et des biens entre Etats membres.

La Grenade est, elle aussi, bien placée pour se sentir flouée. Après que les Etats-Unis eurent engrangé les bénéfices politiques qu'ils souhaitaient tirer de leur intervention militaire d'octobre 1983, ils n'ont pas envisagé de porter à bout de bras cette petite île qui, pas plus que ses voisines, ne bénéficie des prêts privilégiés de la Banque mondiale, alors que sa surface financière ne lui permet pas de recourir à des crédits commerciaux.

Certes, la presse américaine a vanté, à propos des Grenadins, la « valeur d'une force de travail jeune, anglophone, payée à 4,5 dollars par jour, ce qui est encore élevé par rapport aux 3 dollars payés en Haïti, mais ce qui représente tout de même une affaire quand on pense aux prix pratiqués en Amérique centrale, en Extrême-Orient

vices), d'autant que les investissements à l'intérieur du territoire portoricain se faisaient moins attractifs à cause du traitement préférentiel octroyé à d'autres pays de la CBI. M. Hernandez Colon tente de desserrer la dépendance de son pays face au marché américain en sollicitant des capitaux japonais et européens et en développant des « entreprises jumelles » avec ses voisins caraïbes. Mais cette dépendance est inscrite au cœur même du système politique de Porto-Rico, « Etat libre associé » des Etats-Unis depuis 1952, accueillant des bases militaires et objet d'une entreprise de « dépersonnalisation » culturelle depuis qu'elle a été cédée par l'Espagne au tournant du siècle. Tous citoyens américains qu'ils sont, les Porto-Ricains ne peuvent choisir le président des Etats-Unis, et leur représentant au Congrès n'a pas le droit de voter au moment d'approuver une loi. Constatant chez ces citoyens, « contents mais humiliés », le sentiment de subir une « emasculation poli-



LA COUPE DE LA CANNE A SUCRE AUX ANTILLES (gravure de 1878)
L'héritage de l'économie de plantation

et dans d'autres centres traditionnels de travail bon marché (4). Les investisseurs privés ne se sont pas bouclés pour autant. Au contraire, d'ailleurs, résolu les problèmes structurels de ce « micro-Etat » sous-développé, dépendant du tourisme et de l'exportation de la noix muscade ? L'actuel gouvernement du Nouveau Parti national, coalition conduite par M. Herbert Blaize, a abandonné la plupart des programmes sociaux et des réformes entreprises entre 1972 et 1983 par Maurice Bishop avant qu'il ne meure assassiné par un groupe de sa propre formation.

Très populaire, ce dernier avait donné à la microscopique Grenade le sentiment nouveau de la souveraineté nationale, de la dignité recouvrée après la dictature ubuesque d'Eric Gairy. Mais ce que Maurice Bishop avait transmis à son peuple n'est peut-être pas aussi mort qu'on le croit.

Pas plus que ne meurt, dans un autre protectorat américain d'une tout autre dimension, Porto-Rico, l'aspiration à être libre et souverain.

« Indépendantistes dans leur cœur »

« PORTO-RICO représente un modèle d'industrialisation rapide et efficace. Au cours des trente dernières années, nous avons évolué d'une société fondée sur l'agriculture vers une autre, hautement industrialisée et utilisant des technologies de pointe », proclamait récemment le gouverneur de Porto-Rico, M. Rafael Hernandez Colon, dans un supplément du *Financial Times* où il invitait les chefs d'entreprise du monde entier à se tourner davantage vers cette « place unique (5) ».

Porto-Rico a livré une concurrence acharnée à plusieurs pays asiatiques (Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hongkong) pour conquérir le marché américain en produisant des articles industriels à un coût très bas. Son principal atout : une clause spéciale - la section 936 du code fédéral des impôts - selon laquelle l'administration des Etats-Unis exonère d'une grande partie des taxes fédérales les compagnies qui effectuent des investissements dans l'île. Encouragés par l'exemption fiscale, et aussi par le niveau des salaires versés aux Porto-Ricains, les capitaux sont allés surtout, jusqu'au milieu des années 60, vers l'industrie textile et d'autres branches de l'industrie légère. Puis ils se sont tournés vers la pétrochimie et le raffinage du brut, activités que le renchérissement du pétrole a ralenties, non sans qu'elles aient entraîné une forte dégradation de l'environnement.

Aujourd'hui, les investissements se concentrent dans les industries phar-

maceutiques et électroniques. Les firmes Pfizer, Abbott, Bristol Myers, Johnson and Johnson, General Electric travaillent avec de la matière première importée, tout comme la technologie, et mettent au point des produits semi-manufacturés que les maisons-mères se chargent d'achever.

Si les sociétés ont enregistré d'importants profits, il n'en a pas été de même pour la population. Certes, le niveau de vie (en moyenne) est élevé, bien que bon nombre des 3,2 millions d'habitants dépendent de programmes d'assistance pour leur nourriture. Le chômage chronique atteint 16 % selon les chiffres officiels, mais son indice réel se situe à un niveau supérieur, avec un facteur aggravant : parmi les jeunes de seize à vingt-cinq ans, il atteint plus de 50 %, ce qui explique l'augmentation de la criminalité et de la délinquance. L'économie dite souterraine, liée au trafic de drogue, à la prostitution, au jeu, se développe sous le contrôle de « parrains » protégés par certains chefs de la police. Tandis que les touristes viennent profiter des beautés coloniales de San-Juan - le tourisme, principale activité économique, rapporte quelque 600 millions de dollars par an, - les chômeurs émigrent vers les Etats-Unis, où les employeurs de main-d'œuvre à bon marché font toujours la chasse aux « Latins ».

La décision du président Ronald Reagan de réduire de 20 % l'aide fédérale a eu des conséquences très dures pour l'économie (fermeture d'usines, arrêt de travaux prévus dans les ser-

vice), d'autant que les investissements à l'intérieur du territoire portoricain se faisaient moins attractifs à cause du traitement préférentiel octroyé à d'autres pays de la CBI. M. Hernandez Colon tente de desserrer la dépendance de son pays face au marché américain en sollicitant des capitaux japonais et européens et en développant des « entreprises jumelles » avec ses voisins caraïbes. Mais cette dépendance est inscrite au cœur même du système politique de Porto-Rico, « Etat libre associé » des Etats-Unis depuis 1952, accueillant des bases militaires et objet d'une entreprise de « dépersonnalisation » culturelle depuis qu'elle a été cédée par l'Espagne au tournant du siècle. Tous citoyens américains qu'ils sont, les Porto-Ricains ne peuvent choisir le président des Etats-Unis, et leur représentant au Congrès n'a pas le droit de voter au moment d'approuver une loi. Constatant chez ces citoyens, « contents mais humiliés », le sentiment de subir une « emasculation poli-

tique et une absence de souveraineté », le reporter Robert Graham estimait récemment, que « sur le plan émotionnel, la plupart des Porto-Ricains sont indépendantistes dans leur cœur (5) ». Favorable à l'annexion, le Nouveau Parti progressiste (PNP) a été battu lors des élections législatives de 1984. Quant au Parti démocratique populaire (PPD), actuellement majoritaire, il propose davantage d'autonomie et une interprétation plus souple du statut actuel. C'est sur ces bases qu'il se battra aux élections de 1988. Les propositions du Parti indépendantiste portoricain (PIP) de M. Ruben Berrios et du Parti socialiste portoricain de M. Carlos Gallisa, partisans de l'indépendance complète, continuent de faire peur (6). Dans les écoles, on explique aux enfants, dès les classes primaires, que Porto-Rico est un très petit pays dépourvu de ressources naturelles - il importe 80 % de ses aliments, parmi lesquels le café et la banane, - qu'il doit savoir gré aux Etats-Unis de leur protection et que, si celle-ci lui faisait un jour défaut, il serait une proie idéale pour Cuba et le communisme.

Une partie des élites politiques actives dans les Etats caraïbes tiennent en estime la révolution cubaine. C'est ce que l'on sent affleurer dans le chapitre consacré au « castrisme », à la fin de l'ouvrage maîtresse écrite par l'ancien premier ministre de Trinité-et-Tobago, Eric Williams, historien décédé en 1985 (7). Bien qu'il fût de pensée conservatrice, il s'inclinait devant la détermination de Cuba à « transformer ses structures économiques et sociales », tout en déplorant que, pour ce faire, elle eût recours à des

(1) Marc Durin, « Caraïbes, l'exode des investisseurs », *le Figaro*, 2 avril 1986.

(2) Les premiers ministres trinité, barbadien, jamaïcain et guyanais réunis à Georgetown (Trinité) signèrent, le 4 juillet 1973, l'acte de naissance de la Communauté et du marché commun de la Caraïbe (CARICOM), qui regroupe les anciennes colonies britanniques de la zone.

(3) Ces pays « bénéficiaires » sont : Antigua-et-Barbuda, les Antilles néerlandaises, la Barbade, Belize, le Costa-Rica, la Dominique, la République dominicaine, El Salvador, Grenade, le Guatemala, Haïti, le Honduras, les îles Vierges britanniques, la Jamaïque, Montserrat, Panama, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Trinité-et-Tobago.

(4) *New York Times*, 6 juillet 1984.

(5) Robert Graham, « Porto-Rico, a Very Special Relationship », *Financial Times*, 27 mars 1987.

(6) José Luis Mendez, « Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico ? », *le Monde diplomatique*, janvier 1987.

(7) Eric Williams, *De Christophe Colomb à Fidel Castro. L'histoire des Caraïbes, 1492-1969*, Présence africaine, Paris, 1975.

Un lac marxiste-léniniste

« Le bassin des Caraïbes, région de communications maritimes et centre de raffinage du pétrole destiné aux Etats-Unis, se transforme en un lac marxiste-léniniste... Notre pays ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi dangereuse sur le plan sud. Le temps est venu de prendre une initiative. On ne peut plus repousser l'heure de la prise de décisions. »

(« A New Inter-American Policy for the Eighties », connu sous le nom de « Document de Santa-Fé », élaboré par un comité spécial de chercheurs, d'hommes politiques et de militaires américains à l'intention de l'administration républicaine, Washington, 1980.)

Le sang se transvasait...

« Les plantations des Caraïbes, condamnées à la monoculture de la canne à sucre, pouvaient être considérées non seulement comme le centre dynamique du développement des « treize colonies » pour le soutien que la traite des Noirs apportait à l'industrie sucrière et aux distilleries de la Nouvelle-Angleterre. Elles constituaient également le marché idéal pour le développement des exportations de sucre, de bois et d'équipements à destination des raffineries. Ce marché insuffla sa prospérité à l'économie rurale et précocement manufacturière de l'Atlantique nord. Les navires construits dans les chantiers des colons du Nord apportaient en grandes quantités aux Caraïbes du poisson frais et fumé, de l'avoine et du grain, des haricots noirs, de la farine, du beurre, des fromages, des oignons, des chevrons et des boîtes, des bougies et du savon, des tissus, des planches de pin, de chêne et de cèdre pour l'emballage du sucre (Cuba fut la première île à vapeur importée en Amérique latine, mais elle n'avait pas de bois à couper), et des douelles, des cerceaux, des cordes, des anneaux et des clous. »

« Ainsi donc le sang se transvasait. Les pays développés se développaient ; et les sous-développés se sous-développaient. »

(Eduardo Galeano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*, Terre humaine, Paris, 1981, pp. 115-116.)

L'énergie de la mémoire

« Par chance, la réserve décisive de l'Amérique latine et des Caraïbes est une énergie capable de faire bouger le monde : c'est la périlleuse mémoire de nos peuples. Un immense patrimoine culturel antérieur à toute matière première, une matière première de caractère multiple qui toute la vie accompagne chacun de nos pas. Une culture de résistance qui se manifeste dans les ombres du langage, dans les vieilles mémoires - nos patrons artisans, - véritables modèles du peuple contre le pouvoir décrié colonialisateur. Une culture de solidarité, qui se manifeste dans les excès criminels de notre nature indomptée ou dans la rébellion des peuples pour l'identité et la souveraineté. Une culture de protestation dans les visages indigènes des anges artisans de nos temples ou dans la musique des neiges éternelles, qui s'efforce de conjurer par la nostalgie les sœurs puissances de la mort. Une culture de la vie quotidienne qui se manifeste dans l'imagination de la cuisine, du monde d'habillage, de la superstition créatrice, des liturgies intimes de l'amour. Une culture de fête, de transgression, de mystère, qui brise la camisole de force de la réalité et réconcilie finalement la raison et l'imagination, la parole et le geste, et montre qu'il n'est pas de concept qui tienne ou sur la vie ne repose. »

Cette force-là tient à notre retard. Une énergie de nouveauté et de beauté qui nous appartient entièrement et avec laquelle nous nous suffisons à nous-mêmes, qui ne pourra être domestiquée ni par la voracité impériale, ni par la brutalité de l'oppression interne, ni même par nos peurs immémorables de traduire en parole les rêves les plus secrets. »

(Gabriel García Márquez, *Deuxième Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de notre Amérique*, La Havane, 29 novembre 1985.)

MOSAÏQUE

Une sinist

LES îles des Caraïbes, plus longue portée de l'axe Washington-Buenos Aires, sont devenues le théâtre d'une confrontation entre deux modèles de développement économique. D'un côté, le capitalisme américain, qui cherche à maintenir la dépendance de ces îles par rapport à son marché. De l'autre, le socialisme cubain, qui cherche à libérer ces îles de la dépendance américaine. Cette confrontation se joue sur plusieurs fronts : économique, politique, culturel. Les Etats-Unis, par exemple, ont mis en place une politique de « dépersonnalisation » culturelle, visant à éliminer les influences étrangères et à promouvoir une culture « américaine ». Cette politique a été mise en œuvre à Porto-Rico, où elle a entraîné une dégradation de l'identité culturelle locale. En même temps, Cuba a encouragé les mouvements d'indépendance dans les Caraïbes, soutenant financièrement et politiquement les luttes pour la souveraineté nationale. Cette situation a créé une tension constante entre les deux super-puissances, qui se reflète dans les politiques adoptées envers les îles du bassin caraïbe.

La situation des Caraïbes est donc marquée par une lutte constante pour la souveraineté et l'indépendance. Les îles, qui ont été longtemps considérées comme des territoires de « miettes d'empire », cherchent maintenant à se définir elles-mêmes. Elles veulent être reconnues comme des entités politiques et culturelles à part entière. Cette volonté de libération a conduit à une série de révoltes et de mouvements sociaux, dont le plus célèbre est celui de la révolution cubaine. Cette révolution a eu un impact profond sur toute la région, en inspirant les luttes pour la justice sociale et l'indépendance dans d'autres îles. Aujourd'hui, les Caraïbes sont donc une zone de tension et de conflit, où se jouent des enjeux majeurs de la géopolitique mondiale.

La République dominicaine est l'un des pays les plus touchés par ces tensions. Elle se trouve au carrefour des influences américaines et cubaines. D'un côté, elle est liée à l'Amérique par ses liens économiques et politiques. De l'autre, elle est attirée par le socialisme cubain, qui lui offre une alternative au capitalisme américain. Cette situation a conduit à une instabilité politique chronique, marquée par plusieurs coups d'Etat et des périodes de dictature. La République dominicaine cherche aujourd'hui à trouver sa propre voie, en cherchant à concilier les intérêts américains et les aspirations à l'indépendance de son peuple. Cette recherche est encore en cours, et elle sera probablement l'un des thèmes majeurs de la vie politique de ce pays dans les années à venir.

Le Burundi, au-delà de la « révolution de palais »

QUELLES raisons ont poussé, le 3 septembre dernier, le major Pierre Buyoya à s'emparer du pouvoir au Burundi et à renverser M. Jean-Baptiste Bagaza ? Les mesures adoptées par l'ancien président à l'encontre des catholiques (65 % de la population) et de l'Eglise elle-même comptent sans doute parmi les mobiles des auteurs du coup d'Etat. Mais, plus profondément, subsiste le problème majeur du pays : celui d'un régime s'appuyant sur une minorité tutsi (15 % de la population), et redoutant que des activités échappant à son contrôle ne mobilisent la majorité hutu brimée dans l'exercice de ses droits.

Par COLETTE BRAECKMAN

ALORS qu'il assistait au sommet francophone de Québec, le 3 septembre, le président du Burundi, M. Jean-Baptiste Bagaza, fut soudainement renversé par l'un de ses proches, le major Pierre Buyoya, sans violence aucune. Depuis lors, une impression de soulagement règne à Bujumbura, la capitale : plusieurs centaines de détenus ont été libérés, dont trois prêtres et deux catéchistes, ainsi qu'une quarantaine de personnalités appartenant à l'ethnie hutu. Les mesures qui limitaient la liberté d'action de l'Eglise catholique ont été rapportées, et le chef de la Sûreté, un personnage craint dans tout le pays, a été limogé. Provisoirement, le Conseil militaire de salut national assume tous les pouvoirs, le parti unique et l'Assemblée nationale ayant été dissous.

A première vue, il s'agit donc, dans ce petit pays de cinq millions d'habitants, d'une « révolution de palais », d'un règlement de comptes entre militaires. Simple péripétie, au sommaire ? Les dérivés du régime du président Bagaza, dans les derniers mois qui précèdent sa destitution, suffiraient à expliquer sa disgrâce. Orgueilleux, solitaire, le président avait multiplié les initiatives au sein de sa propre caste, le groupe des Himas, appartenant à l'ethnie des Tutsis, sur lequel il avait assis son pouvoir. Il avait nommé des hommes liés à tous les postes-clés et considérablement restreint les libertés

individuelles. Le pouvoir avait interdit l'organisation des marchés en semaine et strictement limité la durée des cérémonies de deuil et de mariage : tout se passait comme si, dans ce pays de collines où les paysans vivent dispersés, il fallait à tout prix empêcher les gens de se réunir, de s'organiser.

Mais ce qui finalement précipita la perte du régime Bagaza, c'est l'épreuve de force engagée avec l'Eglise catholique. Au cours des dernières années, les mesures visant à limiter ses activités s'étaient multipliées. Cette année encore, plus de 3 000 catéchistes qui assistaient les 107 prêtres nationaux avaient été démis de leurs fonctions : le régime avait interdit les messes en semaine et les réunions de prière qui rassemblaient les fidèles sur les collines, au cours desquelles les paysans parlaient aussi de leur vie quotidienne, de leurs problèmes matériels et, à la longue, auraient peut-être entrepris de s'organiser comme, sous d'autres cieux, les « communautés chrétiennes de base ».

Si l'Eglise officielle choisit de réagir avec une extrême modération, les fidèles, eux, considérèrent qu'il s'agissait là d'une véritable persécution religieuse. Persécution à laquelle d'autres religions n'échappaient d'ailleurs pas : les jours et les heures de prière des musulmans furent réglementés ; témoins de Jéhovah et adventistes du

septième jour, ainsi que groupes protestants, durent aussi se soumettre à des règles strictes.

De telles dispositions furent mal accueillies par une population catholique à 65 %. Elles attirèrent, de surcroît, l'attention de la communauté internationale : par exemple, Amnesty International publia plusieurs rapports alarmants et les relations avec la Belgique, l'ancienne métropole, se détériorèrent. Bruxelles suspendant certains projets de coopération. Les pressions qui s'exerçaient ainsi sur le pays incitèrent le major Buyoya à renverser un président qui cependant appartenait au même groupe ethnique et à la même région que lui. L'Eglise du Burundi apporte désormais son soutien sans réserves au nouveau dirigeant. Cependant les causes profondes du conflit demeurent.

Dans ce pays, qui fut administré par la Belgique après l'occupation allemande, l'Eglise accéda, à l'époque coloniale, à d'importantes responsabilités. Répartis dans tout le pays, disposant d'une puissance spirituelle et temporelle considérable, les missionnaires éduquaient, soignaient et, aussi, travaillaient en étroite collaboration avec les administrateurs coloniaux. Par la suite, l'Eglise poursuivit ses tâches sociales et spirituelles et il n'est pas étonnant que, un quart de siècle après l'indépendance, le gouvernement d'un pays souverain ait souhaité assurer lui-même l'éducation primaire :

95 000 enfants ayant perdu l'accès aux « petits séminaires » ont déjà été réintégrés dans les écoles de l'Etat. De même, les autorités ont voulu prendre le contrôle du secteur de la santé et des nombreux dispensaires qui dépendaient de l'Eglise, sont tenus par des religieux. Or, dans ce pays où la croissance démographique est de 2,96 %, le gouvernement prône la planification des naissances, mais aucune information sur ce sujet n'est dispensée dans les institutions catholiques.

Très axée sur les valeurs spirituelles, soutenue par une population de tradition monothéiste, l'Eglise du Burundi n'a rien de révolutionnaire et seuls quelques missionnaires, italiens ou espagnols, expulsés voilà longtemps, prêchaient naguère la « théologie de la libération ». La Conférence épiscopale, dont cinq évêques sur sept sont tutsis, évita le plus longtemps possible d'entrer en conflit avec le pouvoir.

Au-delà des querelles classiques, sinon anachroniques, entre l'Eglise et l'Etat se profile, en filigrane, le problème majeur du pays : le pouvoir est celui d'un régime minoritaire, s'appuyant sur l'ethnie tutsi (15 % de la population) et redoutant que, à l'instar du Rwanda voisin, l'Eglise ne « conscientise », ne « mobilise » la majorité hutu, qui pourrait alors revendiquer ses droits. Tôt ou tard, les démêlés avec l'Eglise risquent de se reproduire.

L'impératif de la réconciliation

DEPUIS 1972, en effet, le Burundi est un pays traumatisé. A cette époque, une brève révolte des Hutus, accompagnée de règlements de comptes au sein des groupes tutsis, fit quelques deux mille morts chez ces derniers. Cette révolte et la crainte inspirée par l'exemple du Rwanda (contenu activement par l'Eglise, la « révolution rwandaise » avait porté les Hutus au pouvoir, des milliers de Tutsis avaient été massacrés et de nombreux autres avaient dû fuir) amenèrent les Tutsis du Burundi à déclencher contre leurs compatriotes hutus ce que l'on appela à l'époque un « génocide silencieux » (1).

Avec l'accession au pouvoir du président Bagaza, en 1976, le sujet devint tabou au Burundi. Officiellement, on parle de réconciliation, on nie les différences ethniques, on loue la « symbiose » entre deux peuples qui partagent la même langue, la même culture et la même histoire. Mais, fût-il nié, le problème demeure sous-jacent et, aujourd'hui comme hier, ce sont les Tutsis qui sont majoritaires dans l'armée, au gouvernement, dans l'administration, dans le haut clergé. Dans l'enseignement secondaire, les enfants hutus sont loin d'être représentés en fonction de leur nombre.

En outre, depuis la disparition de la monarchie qui, elle, se situait au-dessus des ethnies, le Burundi est dirigé par les membres d'un seul groupe tutsi, celui des Himas, originaire du Sud et parfois considéré avec mépris par les Banyarugus du Nord, qui formaient, eux, l'entourage des souverains d'autrefois, les « mwamis ».

Le major Buyoya, comme son prédécesseur le président Bagaza, ou comme le président Micombero, responsable des massacres de 1972, est un Hima. Le groupe dominant veille simplement à remplacer les dirigeants issus de ses rangs dès lors qu'ils sont discrédités ou usés par le pouvoir.

Rien, dans les événements récents, n'a modifié ce schéma. Et persiste la malaise qui hante la société, aux racines duquel se trouve l'aspiration au pouvoir de la majorité hutu, écartée des centres de décision, et qui ne se satisfait pas de la relative stabilité économique qui lui est proposée. Car au-delà de ce malaise ethnique, le Burundi offre l'image d'un pays bien géré : au cours des dernières années, des efforts considérables ont été accomplis pour assurer l'autosuffisance alimentaire, améliorer l'état des routes, approvisionner les collines en électricité et en eau potable, développer les coopératives de production et regrouper en villages les paysans trop dispersés afin qu'ils puissent bénéficier de services de santé ou d'un meilleur encadrement agricole. Les cellules du parti sont, certes, des moyens de contrôle de la population, mais aussi des agents de développement, mobilisant les villageois à l'occasion de campagnes de vaccination ou de travaux collectifs comme l'entretien des routes ou la lutte contre l'érosion.

Un tel encadrement entraine en compétition directe avec les structures d'Eglise et, sur ce point, les récentes mesures d'apaisement n'ont pas non plus modifié les données du problème. Aussi longtemps qu'il demeurera entre les mains de la minorité tutsi, le pouvoir se sentira vulnérable, menacé par toute forme d'organisation populaire hors des structures du parti ou de l'Etat.

(1) « Burundi since the Genocide », The Minority Rights Group Report, n° 20, Londres, mai 1987.

Quand Du

MEWA RAMGODH

plusieurs millions et demi de travailleurs... (1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100) (101) (102) (103) (104) (105) (106) (107) (108) (109) (110) (111) (112) (113) (114) (115) (116) (117) (118) (119) (120) (121) (122) (123) (124) (125) (126) (127) (128) (129) (130) (131) (132) (133) (134) (135) (136) (137) (138) (139) (140) (141) (142) (143) (144) (145) (146) (147) (148) (149) (150) (151) (152) (153) (154) (155) (156) (157) (158) (159) (160) (161) (162) (163) (164) (165) (166) (167) (168) (169) (170) (171) (172) (173) (174) (175) (176) (177) (178) (179) (180) (181) (182) (183) (184) (185) (186) (187) (188) (189) (190) (191) (192) (193) (194) (195) (196) (197) (198) (199) (200) (201) (202) (203) (204) (205) (206) (207) (208) (209) (210) (211) (212) (213) (214) (215) (216) (217) (218) (219) (220) (221) (222) (223) (224) (225) (226) (227) (228) (229) (230) (231) (232) (233) (234) (235) (236) (237) (238) (239) (240) (241) (242) (243) (244) (245) (246) (247) (248) (249) (250) (251) (252) (253) (254) (255) (256) (257) (258) (259) (260) (261) (262) (263) (264) (265) (266) (267) (268) (269) (270) (271) (272) (273) (274) (275) (276) (277) (278) (279) (280) (281) (282) (283) (284) (285) (286) (287) (288) (289) (290) (291) (292) (293) (294) (295) (296) (297) (298) (299) (300) (301) (302) (303) (304) (305) (306) (307) (308) (309) (310) (311) (312) (313) (314) (315) (316) (317) (318) (319) (320) (321) (322) (323) (324) (325) (326) (327) (328) (329) (330) (331) (332) (333) (334) (335) (336) (337) (338) (339) (340) (341) (342) (343) (344) (345) (346) (347) (348) (349) (350) (351) (352) (353) (354) (355) (356) (357) (358) (359) (360) (361) (362) (363) (364) (365) (366) (367) (368) (369) (370) (371) (372) (373) (374) (375) (376) (377) (378) (379) (380) (381) (382) (383) (384) (385) (386) (387) (388) (389) (390) (391) (392) (393) (394) (395) (396) (397) (398) (399) (400) (401) (402) (403) (404) (405) (406) (407) (408) (409) (410) (411) (412) (413) (414) (415) (416) (417) (418) (419) (420) (421) (422) (423) (424) (425) (426) (427) (428) (429) (430) (431) (432) (433) (434) (435) (436) (437) (438) (439) (440) (441) (442) (443) (444) (445) (446) (447) (448) (449) (450) (451) (452) (453) (454) (455) (456) (457) (458) (459) (460) (461) (462) (463) (464) (465) (466) (467) (468) (469) (470) (471) (472) (473) (474) (475) (476) (477) (478) (479) (480) (481) (482) (483) (484) (485) (486) (487) (488) (489) (490) (491) (492) (493) (494) (495) (496) (497) (498) (499) (500) (501) (502) (503) (504) (505) (506) (507) (508) (509) (510) (511) (512) (513) (514) (515) (516) (517) (518) (519) (520) (521) (522) (523) (524) (525) (526) (527) (528) (529) (530) (531) (532) (533) (534) (535) (536) (537) (538) (539) (540) (541) (542) (543) (544) (545) (546) (547) (548) (549) (550) (551) (552) (553) (554) (555) (556) (557) (558) (559) (560) (561) (562) (563) (564) (565) (566) (567) (568) (569) (570) (571) (572) (573) (574) (575) (576) (577) (578) (579) (580) (581) (582) (583) (584) (585) (586) (587) (588) (589) (590) (591) (592) (593) (594) (595) (596) (597) (598) (599) (600) (601) (602) (603) (604) (605) (606) (607) (608) (609) (610) (611) (612) (613) (614) (615) (616) (617) (618) (619) (620) (621) (622) (623) (624) (625) (626) (627) (628) (629) (630) (631) (632) (633) (634) (635) (636) (637) (638) (639) (640) (641) (642) (643) (644) (645) (646) (647) (648) (649) (650) (651) (652) (653) (654) (655) (656) (657) (658) (659) (660) (661) (662) (663) (664) (665) (666) (667) (668) (669) (670) (671) (672) (673) (674) (675) (676) (677) (678) (679) (680) (681) (682) (683) (684) (685) (686) (687) (688) (689) (690) (691) (692) (693) (694) (695) (696) (697) (698) (699) (700) (701) (702) (703) (704) (705) (706) (707) (708) (709) (710) (711) (712) (713) (714) (715) (716) (717) (718) (719) (720) (721) (722) (723) (724) (725) (726) (727) (728) (729) (730) (731) (732) (733) (734) (735) (736) (737) (738) (739) (740) (741) (742) (743) (744) (745) (746) (747) (748) (749) (750) (751) (752) (753) (754) (755) (756) (757) (758) (759) (760) (761) (762) (763) (764) (765) (766) (767) (768) (769) (770) (771) (772) (773) (774) (775) (776) (777) (778) (779) (780) (781) (782) (783) (784) (785) (786) (787) (788) (789) (790) (791) (792) (793) (794) (795) (796) (797) (798) (799) (800) (801) (802) (803) (804) (805) (806) (807) (808) (809) (810) (811) (812) (813) (814) (815) (816) (817) (818) (819) (820) (821) (822) (823) (824) (825) (826) (827) (828) (829) (830) (831) (832) (833) (834) (835) (836) (837) (838) (839) (840) (841) (842) (843) (844) (845) (846) (847) (848) (849) (850) (851) (852) (853) (854) (855) (856) (857) (858) (859) (860) (861) (862) (863) (864) (865) (866) (867) (868) (869) (870) (871) (872) (873) (874) (875) (876) (877) (878) (879) (880) (881) (882) (883) (884) (885) (886) (887) (888) (889) (890) (891) (892) (893) (894) (895) (896) (897) (898) (899) (900) (901) (902) (903) (904) (905) (906) (907) (908) (909) (910) (911) (912) (913) (914) (915) (916) (917) (918) (919) (920) (921) (922) (923) (924) (925) (926) (927) (928) (929) (930) (931) (932) (933) (934) (935) (936) (937) (938) (939) (940) (941) (942) (943) (944) (945) (946) (947) (948) (949) (950) (951) (952) (953) (954) (955) (956) (957) (958) (959) (960) (961) (962) (963) (964) (965) (966) (967) (968) (969) (970) (971) (972) (973) (974) (975) (976) (977) (978) (979) (980) (981) (982) (983) (984) (985) (986) (987) (988) (989) (990) (991) (992) (993) (994) (995) (996) (997) (998) (999) (1000) (1001) (1002) (1003) (1004) (1005) (1006) (1007) (1008) (1009) (1010) (1011) (1012) (1013) (1014) (1015) (1016) (1017) (1018) (1019) (1020) (1021) (1022) (1023) (1024) (1025) (1026) (1027) (1028) (1029) (1030) (1031) (1032) (1033) (1034) (1035) (1036) (1037) (1038) (1039) (1040) (1041) (1042) (1043) (1044) (1045) (1046) (1047) (1048) (1049) (1050) (1051) (1052) (1053) (1054) (1055) (1056) (1057) (1058) (1059) (1060) (1061) (1062) (1063) (1064) (1065) (1066) (1067) (1068) (1069) (1070) (1071) (1072) (1073) (1074) (1075) (1076) (1077) (1078) (1079) (1080) (1081) (1082) (1083) (1084) (1085) (1086) (1087) (1088) (1089) (1090) (1091) (1092) (1093) (1094) (1095) (1096) (1097) (1098) (1099) (1100) (1101) (1102) (1103) (1104) (1105) (1106) (1107) (1108) (1109) (1110) (1111) (1112) (1113) (1114) (1115) (1116) (1117) (1118) (1119) (1120) (1121) (1122) (1123) (1124) (1125) (1126) (1127) (1128) (1129) (1130) (1131) (1132) (1133) (1134) (1135) (1136) (1137) (1138) (1139) (1140) (1141) (1142) (1143) (1144) (1145) (1146) (1147) (1148) (1149) (1150) (1151) (1152) (1153) (1154) (1155) (1156) (1157) (1158) (1159) (1160) (1161) (1162) (1163) (1164) (1165) (1166) (1167) (1168) (1169) (1170) (1171) (1172) (1173) (1174) (1175) (1176) (1177) (1178) (1179) (1180) (1181) (1182) (1183) (1184) (1185) (1186) (1187) (1188) (1189) (1190) (1191) (1192) (1193) (1194) (1195) (1196) (1197) (1198) (1199) (1200) (1201) (1202) (1203) (1204) (1205) (1206) (1207) (1208) (1209) (1210) (1211) (1212) (1213) (1214) (1215) (1216) (1217) (1218) (1219) (1220) (1221) (1222) (1223) (1224) (1225) (1226) (1227) (1228) (1229) (1230) (1231) (1232) (1233) (1234) (1235) (1236) (1237) (1238) (1239) (1240) (1241) (1242) (1243) (1244) (1245) (1246) (1247) (1248) (1249) (1250) (1251) (1252) (1253) (1254) (1255) (1256) (1257) (1258) (1259) (1260) (1261) (1262) (1263) (1264) (1265) (1266) (1267) (1268) (1269) (1270) (1271) (1272) (1273) (1274) (1275) (1276) (1277) (1278) (1279) (1280) (1281) (1282) (1283) (1284) (1285) (1286) (1287) (1288) (1289) (1290) (1291) (1292) (1293) (1294) (1295) (1296) (1297) (1298) (1299) (1300) (1301) (1302) (1303) (1304) (1305) (1306) (1307) (1308) (1309) (1310) (1311) (1312) (1313) (1314) (1315) (1316) (1317) (1318) (1319) (1320) (1321) (1322) (1323) (1324) (1325) (1326) (1327) (1328) (1329) (1330) (1331) (1332) (1333) (1334) (1335) (1336) (1337) (1338) (1339) (1340) (1341) (1342) (1343) (1344) (1345) (1346) (1347) (1348) (1349) (1350) (1351) (1352) (1353) (1354) (1355) (1356) (1357) (1358) (1359) (1360) (1361) (1362) (1363) (1364) (1365) (1366) (1367) (1368) (1369) (1370) (1371) (1372) (1373) (1374) (1375) (1376) (1377) (1378) (1379) (1380) (1381) (1382) (1383) (1384) (1385) (1386) (1387) (1388) (1389) (1390) (1391) (1392) (1393) (1394) (1395) (1396) (1397) (1398) (1399) (1400) (1401) (1402) (1403) (1404) (1405) (1406) (1407) (1408) (1409) (1410) (1411) (1412) (1413) (1414) (1415) (1416) (1417) (1418) (1419) (1420) (1421) (1422) (1423) (1424) (1425) (1426) (1427) (1428) (1429) (1430) (1431) (1432) (1433) (1434) (1435) (1436) (1437) (1438) (1439) (1440) (1441) (1442) (1443) (1444) (1445) (1446) (1447) (1448) (1449) (1450) (1451) (1452) (1453) (1454) (1455) (1456) (1457) (1458) (1459) (1460) (1461) (1462) (1463) (1464) (1465) (1466) (1467) (1468) (1469) (1470) (1471) (1472) (1473) (1474) (1475) (1476) (1477) (1478) (1479) (1480) (1481) (1482) (1483) (1484) (1485) (1486) (1487) (1488) (1489) (1490) (1491) (1492) (1493) (1494) (1495) (1496) (1497) (1498) (1499) (1500) (1501) (1502) (1503) (1504) (1505) (1506) (1507) (1508) (1509) (1510) (1511) (1512) (1513) (1514) (1515) (1516) (1517) (1518) (1519) (1520) (1521) (1522) (1523) (1524) (1525) (1526) (1527) (1528) (1529) (1530) (1531) (1532) (1533) (1534) (1535) (1536) (1537) (1538) (1539) (1540) (1541) (1542) (1543) (1544) (1545) (1546) (1547) (1548) (1549) (1550) (1551) (1552) (1553) (1554) (1555) (1556) (1557) (1558) (1559) (1560) (1561) (1562) (1563) (1564) (1565) (1566) (1567) (1568) (1569) (1570) (1571) (1572) (1573) (1574) (1575) (1576) (1577) (1578) (1579) (1580) (1581) (1582) (1583) (1584) (1585) (1586) (1587) (1588) (1589) (1590) (1591) (1592) (1593) (1594) (1595) (1596) (1597) (1598) (1599) (1600) (1601) (1602) (1603) (1604) (1605) (1606) (1607) (1608) (1609) (1610) (1611) (1612) (1613) (1614) (1615) (1616) (1617) (1618) (1619) (1620) (1621) (1622) (1623) (1624) (1625) (1626) (1627) (1628) (1629) (1630) (1631) (1632) (1633) (1634) (1635) (1636) (1637) (1638) (1639) (1640) (1641) (1642) (1643) (1644) (1645) (1646) (1647) (1648) (1649) (1650) (1651) (1652) (1653) (1654) (1655) (1656) (1657) (1658) (1659) (1660) (1661) (1662) (1663) (1664) (1665) (1666) (1667) (1668) (1669) (1670) (1671) (1672) (1673) (1674) (1675) (1676) (1677) (1678) (1679) (1680) (1681) (1682) (1683) (1684) (1685) (1686) (1687) (1688) (1689) (1690) (1691) (1692) (1693) (1694) (1695) (1696) (1697) (1

VIVRE ET LUTTER EN AFRIQUE DU SUD

Quand Durban sera libre

Par MEWA RAMGOBIN

Ils sont deux millions et demi de travailleurs noirs, en Afrique du Sud, à être recrutés sur contrat annuel dans l'économie blanche : tel Elias, le héros du roman de Mewa Ramgoobin dont nous publions ce mois-ci un extrait (1). Elles sont huit cent mille femmes noires à travailler pour une famille blanche, telle Lucy, la compagne d'Elias. Quand Durban sera libre nous révèle leur vie quotidienne. Portés par un style sobre, se dépliant les thèmes majeurs de la réalité sud-africaine : la lutte armée du Congrès national africain (ANC), le rôle éminent des femmes, le poids des Eglises et des chefs tribaux, la révolte des jeunes, les dilemmes du libéralisme blanc... Un sabotage perpétré par l'ANC coûte à Elias une jambe, son emploi, son logement. Et lorsque les bons maîtres de Lucy quitteront l'Afrique du Sud « pour ne pas avoir à se repentir plus tard », celle-ci, réduite à la prostitution, se forgera une conscience toujours plus aiguë des fins et moyens de la lutte.

Seul un grand romancier placé lui-même au tout premier rang du combat démocratique pouvait ainsi saisir, sans tabous, les déroutantes logiques à l'œuvre dans son pays ; et en nourrir une volonté de libération aussi lucide qu'ardente. Né en 1932 au Natal, Mewa Ramgoobin, petit-fils par alliance de Gandhi, dirige le Congrès indien du Natal (NIC) créé par le Mahatma en 1984 et allié à l'ANC. Pendant douze ans, il fut assigné à résidence ; et « banni » pendant dix-sept ans. En 1983, il devint trésorier du tout nouveau Front démocratique uni (UDF).

En mai 1985, seize responsables de l'UDF - dont Mewa Ramgoobin - inculpés de trahison, risquaient la peine de mort. Le 9 décembre de la même année, l'écrivain fut parmi les douze premiers acquittés. Commenté en 1982, Quand Durban sera libre fut parachevé en prison et publié en 1986 à New-York.

JEAN-PIERRE RICHARD.

(1) Mewa Ramgoobin, Quand Durban sera libre (titre original en anglais : Waiting to live, Vintage Books, Random House, New-York, 1986). Traduit de l'anglais sud-africain par Jean-Pierre Richard, à paraître aux éditions L'Harmattan, Paris, en novembre prochain.

PAR un vendredi matin glacial, Elias quitta l'hôpital. On lui donna une paire de béquilles. Les techniciens de l'hôpital, avec l'aide des chirurgiens orthopédistes, avaient fait ce qu'il fallait avec la jambe artificielle qu'ils lui avaient fixée à la cuisse.

A partir du genou, son diamètre se réduisait de plus en plus et elle se terminait par un rond. La partie aplatie qui remplaçait la plante du pied n'avait pas plus d'une demi-douzaine de centimètres. On avait dit à Elias qu'avant le temps et l'habitude il arriverait à marcher sans béquilles. Cela lui prit environ trois mois ; après quoi, il rendit les béquilles à l'hôpital comme l'exigeait la direction de l'établissement. Il avait appris à marcher avec une simple canne. Il boitait, mais il pouvait se déplacer.

Il se rendit, clopin-clopant, au bureau du contremaître. Il avait repris le travail. La secrétaire le renvoya au bureau des chemins de fer qui s'occupait des pensions des employés. Elle lui indiqua l'adresse, et Elias, avec son pilon, traversa Durban jusqu'à l'endroit indiqué. S'agissant de son travail, il fallait absolument qu'il sache à quoi s'en tenir. (...)

Elias laissa la marque de son pouce aux emplacements indiqués. Les deux témoins signèrent. Une fois les documents paraphés dans les règles, Elias se vit remettre une feuille.

« C'est une lettre qui a trait à la somme qui t'est allouée pour ta retraite. »

— Ma retraite !

Elias, sous le coup du choc, lança un regard envieux au retraité blanc.

— Oui, dit l'interprète.

— Mais je ne peux tout de même pas partir en retraite ! Je suis jeune encore ! Je veux travailler. J'ai une femme et un enfant.

— C'est possible, dit l'interprète. Il ouvrit la porte et ordonna à Elias : Tu peux y aller maintenant.

Elias sortit. La porte se referma derrière lui. Il resta là, à contempler les murs vides et morts du couloir de ce bâtiment administratif. Il n'avait pas encore recouvré ses esprits lorsque la porte se rouvrit dans son dos et le vieux Blanc passa fièrement à côté de lui, sans un mot, sans un regard. (...)

Elias, encore abasourdi, quitta les bureaux sans broncher. Il prit le chemin de la gare, pour rentrer à Kwa-Mashu, chez lui, revoir son fils, revoir Lucy.

Quelqu'un l'aide à descendre du train. Ceux qui se trouvaient près de lui, notamment les plus âgés, avaient peur de voir le train redémarrer avant qu'ils ne soient tous descendus. Une vieille de la township offrit son épaule à Elias pour qu'il y prenne appui au moment de descendre de wagon. A deux, ils y réussirent très bien, et Elias la remercia chaleureusement. En même temps, il s'en voulait. Il avait honte de son état. Et comme pour aggraver sa honte et sa colère, il était porteur d'un avis de mise à la retraite - à son âge ! Il avait le sentiment de ne plus servir à rien. Il rentra chez lui en boitant et, une fois arrivé, il expliqua à Lucy tout ce qui s'était passé.

« Tu ne crois pas qu'on devrait demander conseil à Peter Ewenmore, qu'il nous dise quoi faire au sujet de mon travail ? »

— Ce n'est pas une mauvaise idée. Au moins, il pourra lire la lettre et nous dire tout ce qui est écrit là, en petits caractères. Mais attendons lundi matin. De toute façon, il faut que j'aille travailler. On ira ensemble. »

« QU'EST-CE que c'est encore que cette histoire ? demanda Peter Ewenmore. — On m'a mis d'office à la retraite, répondit Elias, penaud. — Quoi ? En retraite, à l'âge que tu as ? s'exclama Mary. — C'est ce qu'ils disent. »

Pendant que Peter lisait la lettre, Mary sortit sur le perron. Lucy la suivit. A l'écart des hommes, les deux femmes se regardèrent. Mary demanda :

« Lucy, qu'est-ce que vous allez faire, maintenant qu'Elias a perdu son emploi ? Et maintenant qu'il est unijambiste, qui va le prendre ? »

— Il va falloir réfléchir à la question tous les deux. Nous ne savons pas encore ce qu'Elias va faire. Mais en tout cas, moi, je sais ce que je vais faire.

— C'est à dire ?

— Ne jamais lui donner l'occasion de penser qu'il est désormais un homme diminué en quoi que ce soit.

— Tu as tout à fait raison. Rentrons voir ce que les hommes ont décidé. »

Peter et Mary n'avaient pas encore fini d'examiner la notification de mise à la retraite. Mary s'approcha de la table de la salle à manger et lut la lettre par-dessus l'épaule de Peter :

« Montant total de l'indemnité correspondant au taux d'invalidité fixé : 483 rands (1) ». Intelle à voix haute. Elle relut le paragraphe concerné.

« Et c'est avec ça que tu es censé partir à la retraite ? — C'est ce que dit la lettre », répondit Peter.

Mary s'assit et se prit la tête dans les mains. Exaspérée, elle demanda :

« Elias, à combien se monte ton loyer ? — 5 rands 35 cents par mois. — Et combien vous dépensez en nourriture, vêtements, savon, bougies, charbon - bref, pour tout ce que vous avez à acheter ? »

— On essaye de ne pas dépenser les 15 rands par mois. — Et vous traitez pour les meubles ? — Deux rands quarante. — Et combien tu gagnes ? — Ça se montait aux environs de 9 livres par mois - c'est-à-dire 18 rands, en monnaie actuelle - si j'avais la possibilité de faire des heures supplémentaires.

— Et où trouviez-vous la différence entre ce que tu gagnais et ce que vous dépensiez en réalité ? — On prenait sur ce que Lucy gagne chez vous.

— Je ne m'étais jamais rendu compte que... — En général, nos maîtresses ne sont pas au courant de notre situation, coupe Lucy en reprenant la lettre sur la table.

— Bon. On a là un problème de taille. Essayons de voir comment le résoudre au mieux, intervint Peter Ewenmore. Est-ce que tu as lu ce paragraphe-ci ? » Il se tourna du côté d'Elias.

« Le montant sera versé à un compte postal et un livret vous sera adressé. Une fois que vous serez en possession dudit livret, vous serez en droit de retirer, dans n'importe quel bureau de poste, jusqu'à 6 rands par mois. »

— Quoi ? s'exclama Mary. — On avait vu, dit Lucy.

— Mais, au nom du Ciel, comment êtes-vous donc censés vous débrouiller ? » s'écria Peter.

Il alla allumer sa pipe près de la fenêtre. Lucy dit :

— Aller ! ce n'est pas la fin du monde. On va se débrouiller. Oui, on va bien trouver le moyen de s'en tirer. »

Elle s'approcha d'Elias. Ils n'étaient pas chez les Ewenmore depuis un quart d'heure qu'elle disait déjà :

« Viens, Elias ! il faut y aller. On a du pain sur la planche et on aurait intérêt à s'y mettre tout de suite. »

— Attends, Lucy ! supplia Mary. Vous ne pouvez tout de même pas partir comme ça, comme si rien ne s'était passé.

— Ne t'en va pas tout de suite, Lucy. Elias, s'il te plaît, reste encore un peu ! » renchérit Peter. Lui aussi, il les suppliait presque.

Ils se rassirent. Mary rompit le silence :

« Je veux que vous sachiez que je hais ce qui vous arrive. Si nous pouvions vous aider en quoi que ce soit, nous le ferions. N'est-ce pas, Peter ? »

— Bien entendu. Là-dessus, n'ayez aucune crainte. — Alors, qu'allons-nous faire ? demanda Mary. — Je ne sais pas », répondit Peter.

LA radio était restée allumée en sourdine. Peter saisit au passage une information qui attira son attention : « ...annoncent que s'agissant des deux explosions qui se sont produites dans la région de Johannesburg samedi soir et qui ont entraîné la mort d'un indigène, il est désormais établi qu'un second non-Européen a été grièvement blessé. Son état est jugé critique. La première explosion visait un bureau de poste situé dans un faubourg à l'ouest du centre ville. La deuxième a endommagé les bureaux administratifs du conseil municipal des townships indigènes. Dans les deux cas, on soupçonne que ces actions sont l'œuvre de saboteurs. On a retrouvé à chaque fois, près du lieu de l'explosion, des tracts revendiquant la responsabilité de ces attentats au nom d'une organisation dénommée Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation). Ladite organisation est liée au Congrès national africain (ANC) interdit. On n'a pas encore évalué les dégâts matériels occasionnés. La police publiera un nouveau communiqué une fois que l'enquête aura été menée à son terme. »

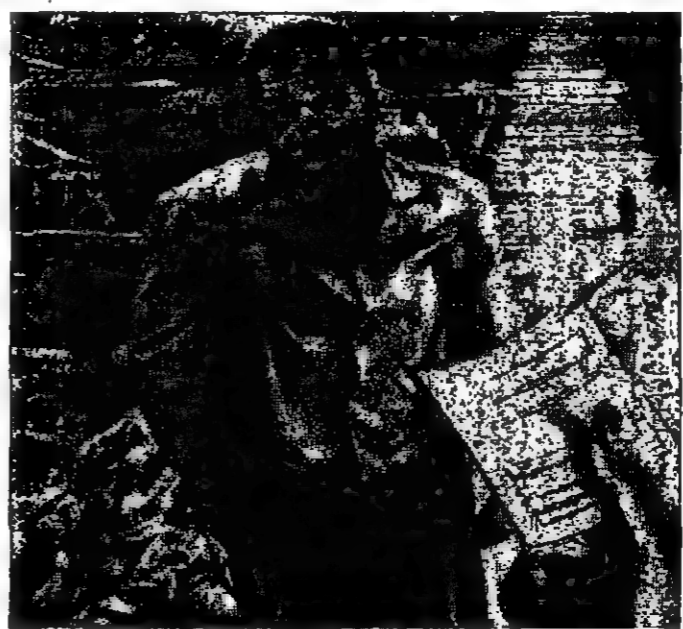
« C'est abominable ! s'exclama Peter, en éteignant la radio. — C'est terrible, dit Elias discrètement, en regardant Lucy. — Mais pourquoi diable les gens de ce pays sont-ils incapables de régler leurs différends autour d'une table ? demanda Mary. — On ne peut pas obliger les gens à venir s'asseoir à la table de négociation rien qu'avec des mots, lâcha Lucy. — Qu'est-ce que tu veux dire ? demanda Mary. — Quand les Noirs étaient faibles, ils voulaient s'asseoir à la table de négociation ; mais les Blancs, qui étaient forts, ont refusé toute discussion. Vous voyez vous-mêmes le type de bâtiments qui sont le cible d'attaques. Les bureaux de poste appartiennent au gouvernement. »

« Les bureaux des townships sont hâts parce que les fonctionnaires qui y travaillent passent leur temps à nous bousculer et c'est eux qui nous disent où nous pouvons et où nous ne pouvons pas habiter. Vous savez qu'ils jettent nos affaires à la rue et qu'ils nous y jettent nous-mêmes au moindre retard dans le paiement du loyer, ou s'ils ont décidé de donner à quelqu'un d'autre la maison où on est. Leurs inspecteurs nous réveillent en pleine nuit pour vérifier nos pas. Alors, les Noirs protestent, et ils protestent de la seule façon qui leur reste. Ces actions montrent simplement que la coupe est pleine. Si on croit que nous allons oublier nos revendications uniquement parce que certaines organisations ont été interdites... De nouvelles organisations vont voir le jour et nous conduire jusqu'à la liberté. Alors, peut-être accepterons-nous de discuter. »

Elias remarqua la vivacité avec laquelle Lucy s'adressait à ses employeurs. Il n'en pensait pas moins : « Une bombe dans un bureau de poste... des organisations secrètes... des actes de sabotage dans les townships. Il doit certainement y avoir de meilleurs moyens d'agir. Les victimes sont noires. Un tuf, un blessé - un blessé grave. Peut-être s'est-il fait estropier ; il doit sûrement souffrir. Je suis passé par là... »

« Ça suffit. Maintenant j'ai envie de partir, dit-il tout à coup. — Oh ? demanda Peter. — Je veux retourner chez moi. — Pourquoi si brusquement ? — Je veux partir pour y voir plus clair dans ma tête. — Tu ne peux pas le faire ici ? Tu ne vas pas en discuter avec nous ? — Non. Ça ne sert à rien maintenant. Je sais ce qu'ils voulaient, les bas qui m'ont fait venir ici. Et je suis content de les avoir. »

« Qu'est-ce que tu veux dire, Elias ? demanda Mary sur le ton de la supplication. — C'est tout, madame. »



(Jean Minervin)

ment ils se sont comportés envers moi. A présent, je vais y réfléchir et voir comment je vais me débrouiller pour survivre.

— Qu'est-ce que tu veux dire, Elias ? demanda Mary sur le ton de la supplication. — C'est tout, madame. »

MARY se retourna vers son mari. Elle était déconcertée par la fermeté du ton d'Elias. Peter et elle se rappelaient tous les deux comme Elias avait toujours été dépendant de leurs conseils et de leur aide, et qu'il leur en avait toujours été reconnaissant. L'attitude de Lucy n'était pas nouvelle. Mais Elias était leur chouchou noir, venu d'Umkhanyathi avec une seule idée en tête : imiter leur propre mode de vie. Il avait l'air assez bien parti. Et voilà qu'il disait maintenant : « A partir d'aujourd'hui, je me débrouillerai tout seul. »

Peter demanda :

« Elias, es-tu bien certain que tu ne veux pas que nous t'aidions dans cette passe difficile ? — Comment, Peter ? Les choses sont ce qu'elles sont. — Mais tu ne peux même pas disposer de l'argent qu'ils t'ont alloué. — Non. Mais je peux retirer mon allocation hebdomadaire. Pour le reste, je me débrouillerai. »

Tout le monde se tut pendant quelques instants. Lucy prit Thamba dans ses bras et dit :

« Ton père a dit qu'il faut qu'on y aille. »

Elle garda pour elle le fond de sa pensée : « J'ai envie de savoir ce qu'Elias a dans la tête. Je ne l'ai jamais vu comme ça. Ces nouveaux ennemis semblent susciter chez lui de nouvelles idées. Peut-être qu'aujourd'hui il va me faire une bonne surprise. »

Pendant que Lucy prenait l'enfant, Elias essaya, avec mille peines, de se lever. Peter se précipita vers lui en disant :

« Attends ! je vais t'aider. — Non, non, je vais me débrouiller. Je ne veux déranger personne. »

Mary était abasourdie. Lucy aussi ; elle sourit, de façon à encourager Elias. Elle était impatiente d'en savoir davantage.

« En route ! »

Le ton d'Elias était sans appel. Personne ne rappela à Lucy que, pour elle, c'était jour de travail.

(Copyright éditions L'Harmattan, Paris.)

(1) 1 rand = 3 F environ (au 30 juin 1987) (N.D.L.R.).

L'équilibre militaire conventionnel

DEPUIS le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe occidentale, le public n'entendait plus guère parler de l'« écrasante supériorité des forces soviétiques », et notamment de ses nombreuses divisions blindées. La présence des armes nucléaires à portée moyenne rassurait l'opinion, qu'il était inutile de troubler. Mais la conclusion d'un accord de principe, le 18 septembre, entre MM. Shultz et Chevardnadze, fait resurgir l'argument. M. Caspar W. Weinberger, secrétaire d'Etat à la défense des Etats-Unis, a encore évoqué récemment « l'énorme supériorité des Soviétiques et du pacte de Varsovie en matière d'armements conventionnels ». Déjà au temps de la « guerre froide », voilà plus de trente ans, les Européens s'attendaient à voir déferler le « rouleau compresseur » russe. Qu'en est-il exactement aujourd'hui ? Chiffres à l'appui, c'est une question sur laquelle il convient, périodiquement, de faire le point.

Par ANTOINE SANGUINETTI •

« LES opinions sont souvent alertées d'une façon exagérée sur le poids relatif de la puissance soviétique... Cela fait partie des plaisanteries que l'on répand : l'Europe envahie en quarante-huit heures ! Il faudrait tout de même être sérieux. » Cette déclaration conjuguée de deux experts peu suspects de sympathies à l'Est (1), dans un article qui fit du bruit en août 1979, fut très vite oubliée.

Une fois de plus donc, quand M. Gorbatchev jeta sur la place son acceptation inattendue de l'option « zéro », puis sa propre proposition d'option double zéro, on ressortit en Europe occidentale, et en France en particulier, le sempiternel argument repoussé de tout ralentissement de la course aux armements : ne pas toucher au nucléaire, seule garantie contre l'énorme déséquilibre des forces classiques des deux blocs.

Et pourtant cette assertion ne fait pas l'unanimité des connaisseurs. Dès qu'on l'examine sérieusement, sans se contenter de synthèses intéressées, le dossier apparaît en effet faussé dans plusieurs directions : choix arbitraire, non innocent, de certains matériels pour évaluer les puissances relatives ; manipulation opportuniste des nombres d'autres équipements, d'unités et d'effectifs en présence ; omission regrettable de précisions ou de renseignements essentiels à une appréciation correcte des réalités cachées derrière les chiffres.

Quand on veut montrer la puissance conventionnelle de l'armée rouge, on se garde de toute analyse globale traitant des capacités réelles ou de la philosophie d'emploi des matériels et des choix doctrinaux des deux camps. On met en avant les 53 000 chars soviétiques, dont 32 000 sont en Europe (sans compter les 14 000 des pays satellites de l'Est), chiffres écrasants a priori. Et comme l'Occident n'en possède pas autant, loin de là, on le proclame surpassé à l'évidence sur le plan conventionnel.

Chars. Il est sûr que le bloc soviétique en aligne un peu plus du double des Occidentaux. Cela dit, les vieux matériels qui, à l'Ouest, auraient été retirés du service de longue date forment le plus gros de l'arsenal du pacte de Varsovie (2). En fait, en juillet 1986, les modèles dépassés (3) représentaient encore 81 % des chars de l'armée rouge, contre seulement 8 500 T-72 et 1 400 T-80 plus récents (4). Quant aux pays satellites, ils n'ont reçu des T-72 qu'au compte-gouttes et aucun T-80. Au total, ces deux derniers modèles soviétiques sont moins nombreux dans le pacte de Varsovie que leurs équivalents, Leopard allemands (6 600) ou M-1 américains (4 800), dans les armées occidentales (5).

On constate du reste que les Occidentaux se font pas de gros efforts (*) Vice-amiral d'escadre (C.R.).

pour rattraper ce retard numérique, qu'ils prétendent déplorer. Aux Etats-Unis, en 1979, le nombre de chars stagnait au même niveau que dix ans auparavant — bien que la production n'ait cessé d'augmenter (6) — et, depuis, n'a progressé que légèrement. En France également, le nombre de chars, longtemps figé à un millier environ de 1974 à la fin 1980, en dépit des fabrications annuelles (7), n'a monté que lentement à 1 300 en 1986 (8), pour être ramené à 1 100 par la loi de programmation 1987-1991. Nul doute qu'il en irait autrement si cela présentait vraiment une utilité militaire.

En fait, de nombreux officiers occidentaux, connaissant leur métier, tiennent les chars pour le matériel dépassé de la dernière guerre. Son image de marque historique, par ailleurs, est offensive. L'alliance atlantique, parce qu'elle voulait se donner une image défensive, et plus encore parce qu'elle dispose d'une technologie très supérieure, a donc limité le rôle et le nombre de ses chars, et s'est plutôt tournée vers les armes antichars, nées de l'explosion électronique et informatique récente.

Des chiffres manipulés

UN slogan plus élaboré, pour entretenir la peur, repose sur le nombre des divisions soviétiques. En 1986, les annuaires militaires affichaient pour l'URSS 216 divisions (180 en 1981), ce qui, pour tout autre pays, est terrifiant parce que sans commune mesure avec ses propres forces permanentes. Le chiffre ne résiste cependant pas à la réflexion, même sommaire. 216 divisions de 11 000 hommes chacune — c'est l'effectif le plus bas, celui des divisions blindées — feraient déjà 2 376 000 hommes : c'est-à-dire beaucoup plus que le total de l'armée rouge (1 991 000 hommes en 1986), et cela sans aucun état-major, sans bureaucratie politique, sans infrastructure territoriale, sans soutiens et sans intendance : rien que des combattants. Cela ne tient pas.

Le chiffre n'est pourtant pas faux. Mais son explication, soigneusement occultée, tient en ce que le principe du décompte des grandes unités opérationnelles est différent dans les deux camps. En effet, le nombre de divisions affiché correspond aux unités disponibles en temps de paix. En URSS, il traduit la répartition des matériels existants, en service ou en stock, dans des divisions d'active de réserve. Il existe ainsi trois catégories de divisions en fonction de leur délai d'aptitude au combat. La catégorie 1 (un quart environ du total) est seule opérationnelle en temps de paix ; la catégorie 2 (un petit quart) demande un délai d'un

mois ; la catégorie 3 (plus de la moitié), un délai de deux mois. Les deux dernières catégories (la grande majorité) exigent la mobilisation de 2 100 000 hommes (9) pour être utilisables. Il est difficile de dégager le nombre exact de divisions de chaque catégorie de la seule lecture des documents et annuaires accessibles au grand public, peu précis sur le sujet. Du *Soviet Military Power*, publié en 1981 par le Pentagone, et du *Military Balance* annuel de Londres (en dépit de certaines omissions), on peut conclure avec une faible marge d'erreur à 57 divisions soviétiques de catégorie 1, dont 45 en Europe, 44 de catégorie 2 et 115 de catégorie 3 (voir encadré). Même avec les 33 divisions de catégorie 1 des pays satellites (sur un total de 55), cela n'a plus rien de déconcertant en regard des 84 divisions de l'OTAN, ou équivalents, disponibles en Europe en temps de paix (10), sans la France.

Il y a l'autre moins déséquilibré en faveur de l'Est que les divisions de l'OTAN, allemandes et américaines en particulier, sont nettement plus étoffées que celles de l'OTV (16 000 à 17 500 hommes contre 10 500 à 12 500) ; et que les divisions des pays satellites d'Europe de l'Est sont d'une valeur discutable dans une optique de conflit majeur européen (voir encadré 2).

Ce qui permet en général de fausser les comptes avec une apparence de bonne foi, c'est que l'OTAN, commandement militaire régional, ne regroupe en temps de paix qu'une partie des forces occidentales réelles. Plusieurs pays de l'alliance, en effet, et non des moindres, ne lui ont affecté qu'une fraction de leurs forces — ou même aucune — et ont conservé le reste pour leurs besoins « nationaux » indépendants. C'est le cas en particulier des pays ayant une tradition affirmée de politique mondiale, ou de repli sur eux-mêmes, Etats-Unis, France ou Angleterre.

En éliminant entre autres les sept huitièmes des forces américaines, la totalité des françaises et plus de la moitié des anglaises, on peut donc présenter les forces de l'OTAN comme inférieures à celles de l'URSS et de ses alliés, toujours comptées pour leur part dans leur totalité. Dans la réalité, c'est l'Occident qui a l'avantage des effectifs globaux en Europe, terrestres en particulier, en dépit de temps de service plus courts, grâce au déséquilibre

démographique qui joue en sa faveur. Et pourtant la presse, en faisant une confiance excessive aux chiffres manipulés qui lui présentent divers groupes de pression, continue de faire croire le contraire à un public qui n'en peut mais.

Un journal du matin, certainement de bonne foi, attribuait ainsi en avril 1987, au titre des forces conventionnelles, « 2,7 millions de soldats » au pacte de Varsovie, contre 1,8 à l'OTAN. Il est exact que l'armée soviétique comptait 1 991 000 hommes en 1986, et qu'avec ses six satellites on arrivait bien à 2 892 000 soldats à l'Est (11) ; mais cela jusqu'à Vladivostok, en face du Japon, à 10 000 kilomètres du front de l'OTAN, en passant par l'Afghanistan et la frontière chinoise. Quand on additionne cependant, dans l'autre camp, les quatorze armées de terre occidentales, on trouve que l'alliance atlantique dispose de 3 200 000 combattants terrestres contre les 2 900 000 du bloc de l'Est. Dans ce total, les alliés européens à eux seuls (Turquie comprise) alignent 2 215 000 hommes dans leurs armées de terre (12) ; nettement plus que le total de l'Union soviétique, ou que le pacte de Varsovie en Europe.

Pour le front particulier du Centre-Europe, essentiel puisque le seul où les forces des deux pactes sont au contact direct (à part les frontières turques), le mieux est de se reporter aux chiffres dégagés par les discussions MBFR (négociations pour la réduction d'armes et d'équipements des forces) de Vienne, consacrées depuis deux décennies à l'équilibre des forces dans cette zone et rapportées périodiquement par la presse (12). Selon les Occidentaux,

Infériorité numérique, supériorité technologique

LES chars soviétiques sont nombreux, mais leurs défauts semblent l'être tout autant. En fait, outre le grand âge de la majorité d'entre eux, déjà évoqué, ils sont mal conçus pour l'efficacité maximale de leurs équipages : silhouette très basse (qualité certaine), mais au détriment de l'habitabilité, ce qui, en opérations durables, soumettrait l'équipage à des fatigues extrêmes. Aucun de leurs modèles, même les plus récents, ne présente un progrès technologique spectaculaire. L'infériorité numérique en chars de l'alliance atlantique serait donc compensée par une supériorité technologique flagrante, ce qui a convaincu les chefs militaires occidentaux qu'ils sont en mesure d'arrêter un assaut du pacte de Varsovie malgré le poids du nombre (13).

le pacte de Varsovie y disposerait d'un nombre stable de 960 000 hommes, aviateurs compris, dont 530 000 Soviétiques. Les effectifs reconnus pour leur part par les mêmes Occidentaux y sont de 777 000 hommes — inférieurs en principe de 180 000 à ceux de l'adversaire, — mais on n'y compte pas les 400 000 Français de terre et d'aviation — ce qui inverse la différence — sous le prétexte qu'ils ne sont pas dans l'OTAN et ne peuvent donc être pris en compte dans les négociations.

Les principaux arguments généralement mis en avant pour prouver ou affirmer l'« énorme supériorité conventionnelle soviétique » ne sont donc guère probants. Comme le précise en outre le *Military Balance* chaque année, « la balance des forces à partir d'un décompte de matériels ou d'unités de combat est déjà extraordinairement complexe et difficile ; mais il y a aussi les facteurs de qualité, qui ne peuvent se traduire en chiffres ». Il s'agit là de facteurs subjectifs, mais essentiels, de technologie, fiabilité ou conception des matériels ; et aussi, pour les hommes, de connaissances techniques et d'entraînement, de valeur du commandement, d'organisation opérationnelle et logistique. Dans tous ces domaines, les armées soviétiques ne sont pas forcément la machine bien huilée que l'on nous vante à l'occasion, et l'on peut multiplier les exemples de leurs déficiences. Ceux qui suivent ont été principalement tirés de l'*Equilibre militaire des super-puissances*, publié par Bordes, préfacé par le général Buis et déjà cité.

Le 11 juillet dernier, dans le *New York Times*, des généraux américains — immédiatement contredits, du reste, par des experts — tentaient de présenter les derniers chars russes T-72 et T-80 comme invulnérables. Ce qui est sûr, c'est que, lors du voyage du chancelier Helmut Kohl à Jérusalem en janvier 1984, un projet de vente de blindés allemands à l'Arabie saoudite soulevait l'inquiétude des Israéliens, « en vertu de la très grande supériorité du Leopard allemand sur les blindés soviétiques utilisés par les Arabes (14) ». La Syrie disposait alors de 1 100 de ces fameux T-72 (15).

Ces appréciations réservées sur les chars valent pour d'autres matériels soviétiques du combat aéro-terrestre, engins guidés ou avions, accusant un retard de plusieurs années ou man-

- (1) Le vice-amiral Antoine Sanguinetti, ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée, et le général Georges Buis, ancien directeur de CHEM et de la Fondation pour les études de défense nationale, dans le *Nouvel Observateur* du 20 août 1979, p. 28.
- (2) L'*Equilibre militaire des super-puissances* (EMSP), par quatre experts civils et militaires américains et britanniques, en liaison étroite avec l'OTAN et le Pentagone, traduit de l'anglais par Bordes, 1983, p. 57.
- (3) T-54, T-55, T-62 et T-64.
- (4) *Military Balance* (M.B.), de l'Institut International d'Etudes stratégiques, Londres.
- (5) M.B. 1986-1987, p. 22, 56, 61, 63, 67, 69, 71, 73, 74, 78.
- (6) M.B. 1979-1980, p. 4.
- (7) « Bilan du budget », Assemblée nationale, de 1974 à 1980.
- (8) M.B. 1986-1987, p. 64.
- (9) M.B. 1986-1987, p. 37.
- (10) M.B. 1986-1987, pp. 28, et 56, 60, 62, 63, 67, 69, 71, 73, 74, 76, 78.
- (11) M.B. 1986-1987, divers.
- (12) *Le Monde* 17 décembre 1983 et 1^{er} avril 1984.
- (13) EMSP, p. 56 et 61.
- (14) *Le Monde* du 25 février 1984.
- (15) M.B. 1984-1985, p. 71.

Capacités opérationnelles des armées satellites de l'Est

Le pacte de Varsovie est d'abord le garant des conquêtes socialiste, et un instrument de défense contre les velléités de changement et d'émancipation des alliés de l'URSS. La présence permanente ou les manœuvres d'unités militaires constituent un moyen commode d'intervenir dans les orientations politiques de l'Est européen, sous couvert de « décisions communes de l'alliance » (Prague 1968) ou de « réactions purement nationales » (Pologne 1980). Cette fonction essentielle interne d'intégration et de police ressort clairement d'un examen, même superficiel, des armements des satellites. L'URSS fait preuve, en effet, d'une certaine négligence s'agissant de leurs armées, équipées de manière bien peu moderne par rapport à la sienne propre. Il est clair que, dans une hypothétique confrontation avec l'Ouest, l'URSS compte sur ses propres forces (1).

Avis partagé par nombre d'experts militaires occidentaux : d'après les informations parvenues en Occident,

l'important parc de blindés à roues (5350) des armées satellites, destiné en théorie à contrecarrer des infiltrations aéroportées sur les arrières, semble avoir reçu tout autant, sinon plus, une mission de police que de combat. Le pacte présente, en effet, des problèmes non négligeables de loyauté de l'Est européen à l'égard du grand allié. La situation en Pologne, malgré la prise du pouvoir par les militaires, comporte un double danger : stratégique, parce que les lignes de communication soviétiques les plus vitales passent par là ; politique, parce que l'instabilité polonaise pourrait toucher la Tchécoslovaquie, la RDA, ou même l'URSS occidentale. Des troubles, ou des menaces de troubles, en Europe de l'Est exigeraient au moins trente divisions soviétiques pour assurer la sécurité des chemins stratégiques vitaux (2).

- (1) D'après Hélène Carrère d'Encausse, *Le Grand Frère*, pp. 318, 319 et 326.
- (2) EMSP, Bordes 1983, pp. 53 et 63.

Décompte des divisions soviétiques de diverses catégories

LES annuaires à usage d'experts font état des trois catégories de divisions soviétiques, mais sans en permettre un décompte précis, sauf le *Soviet Military Power* du Pentagone édité en 1981 (mais pas les suivants).

Il y est précisé que, sur ses 180 divisions répertoriées à l'époque, l'URSS en déployait 48 de catégorie 1 (utilisables sans délais mais qui n'étaient évidemment pas toutes en Europe) ; 37 de catégorie 2 ; et 97 de catégorie 3 ; soit respectivement 25,5 %, 20,5 % et 54 % du total. Si

ces proportions n'ont pas changé de façon importante, leur application au chiffre de 216 divisions de 1986 donne alors 57 divisions de catégorie 1, 44 de catégorie 2, 115 de catégorie 3, avec une faible marge d'erreur probable.

D'après le *Military Balance 1986-1987* (pp. 37, 44 et 45), il y a 45 divisions de catégorie 1 face à l'Europe, à l'ouest de l'Oural, y compris la réserve polyvalente : 5 aéroportées, 31 en RDA, Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, 7 en URSS occidentale et 2 en réserve centrale.

NE SUPÉRIORITÉ

es deux

... d'armes...
... de l'URSS...
... de l'OTAN...
... de l'Europe...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...

... d'armes...
... de l'URSS...
... de l'OTAN...
... de l'Europe...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...

... d'armes...
... de l'URSS...
... de l'OTAN...
... de l'Europe...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...

... d'armes...
... de l'URSS...
... de l'OTAN...
... de l'Europe...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...

... d'armes...
... de l'URSS...
... de l'OTAN...
... de l'Europe...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...

... d'armes...
... de l'URSS...
... de l'OTAN...
... de l'Europe...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...
... de l'Amérique...
... de l'Asie...
... de l'Australie...
... de l'Afrique...

Futilités

(Suite de la première page.)

Le président de la République s'est prêté à ce jeu dérisoire, naguère avec M. Mourou, qui tenait absolument à savoir s'il pratiquait l'art du « verlan » et connaissait le sens du mot « chébran », tout récemment avec M. Ockrent, qui ne voulait surtout pas savoir ce que le chef de l'Etat pense de l'accord Reagan-Gorbatchev sur les euro-missiles, du rôle assigné à la Royale en mer d'Oman, du fragile destin de l'industrie française dans le marché unique européen d'ici à cinq ans (5).

Les Etats-Unis et la France ne manquent pas d'excuses. Les mutations économiques ont bouleversé les deux sociétés, brisant les courants électoraux traditionnels, frappant d'obsolescence les grands thèmes d'antan. Autant de changements qui appellent un effort pour renouveler la pensée politique.

AINSI, aux Etats-Unis, la grande alliance rooseveltienne (syndicats, Noirs, fermiers) ne peut plus offrir aux démocrates la base sociologique qui, si longtemps, fit leur force. Alors que la population active a cessé de croître, les salariés syndiqués sont moins nombreux que sous Truman. Si les Noirs ont conquis des droits, ils oscillent toujours autour de 12 % de la population totale et sont loin de voter démocrate. Quant au poids des exploitants agricoles et des activités qui gravitent autour d'eux, il ne cesse de décliner.

Pour retrouver une majorité, les démocrates pourraient bien tenter de rallier sous leur bannière toutes les « minorités » qui subissent les plus rudes coups de la crise : au-delà des Noirs, les « pauvres Blancs » qui souffrent de la déflation, les « jeunes » qui ambitionnent, sans grandes chances de succès, de s'émanciper de la bourgeoisie ; la masse en expansion des hispanophones ; les femmes, qui ne sont certes pas unanimes à militer pour l'égalité des droits, etc. Ces couches sociales ne seraient attirées que par une nouvelle version de l'Etat-providence qui, si moderniste soit-elle, cotterait cher aux finances publiques. Satisfaites leurs aspirations supposées, une draconienne diminution des dépenses militaires, un allègement des budgets de fonctionnement (6), une augmentation des impôts sur les revenus les plus élevés, ce qui ne manquera pas d'effrayer la formidable « pompe à dollars » qui aspire vers les Etats-Unis tant de capitaux étrangers.

A défaut d'une telle politique, il ne reste plus aux démocrates qu'une seule ambition : découvrir le candidat miracle qui, par sa bonne mine plus que par ses propositions, attirerait en masse les électeurs.

MAIS les républicains ne sont pas moins loth. Eux aussi scrutent anxieusement l'horizon, s'attendant, sans trop oser y croire, à voir surgir le « lone rider » qui saurait gagner des votes. Car que pourraient-ils préconiser ? Depuis que s'est ouverte la perspective d'un accord partiel sur les armes nucléaires, ils préparent un nouveau développement des armements classiques : dans leur esprit, pas question de réduire le budget militaire. Tout au plus, ils pourraient envisager de découvrir le candidat miracle qui, par sa bonne mine plus que par ses propositions, attirerait en masse les électeurs.

Les difficultés internes du Parti républicain sont à peu près aussi anciennes que l'éclatement de la coalition démocrate de type rooseveltien. Depuis la candidature de M. Goldwa-

ter (1964), et surtout depuis que Nelson Rockefeller s'écarta en 1968 devant M. Richard Nixon, le « big business » a perdu le contrôle du parti, au profit de milieux d'affaires plus axés sur le marché intérieur, moins internationalistes, plus protectionnistes, qui intensifient leur pression au fur et à mesure que la crise se prolonge. Cette évolution avait incité M. David Rockefeller, avec les grands patrons réunis dans la Commission trilatérale, à chercher un candidat hors des rangs républicains : ce fut M. James Carter, dont le bilan ne put satisfaire ni les milieux d'affaires ni les couches populaires.

Ainsi, pour chacun des deux partis, devient-il de plus en plus difficile d'élaborer une « plate-forme » capable d'attirer une majorité de suffrages. Si habile soit-il, un programme n'a de chances d'être ratifié aux urnes qu'à la condition d'être servi par un candidat médiatique. S'il n'a rien de concret à offrir à l'électorat qu'il sollicite, ce candidat doit posséder un véritable charisme. Un acteur de second rang suit accomplir cette pousse. Après lui, le théâtre et le cinéma ne peuvent plus voir surgir de leurs rangs la vedette de très grand talent qui soulèverait l'enthousiasme des foules en attente. Seule reste disponible la corporation des prestidigitateurs : faire croire qu'un budget déficitaire est équilibré, sortir d'un chapeau, comme un lapin blanc, l'introuvable prospérité.

LES conditions seraient-elles, en France, plus favorables ? M. Mitterrand observait récemment (7) que « la France n'a pas réagi assez tôt pour s'adapter à la révolution industrielle » qui a permis à d'autres pays de produire mieux et moins cher. Il paraissait sans grande illusion sur l'efficacité des diverses politiques expérimentées depuis plusieurs années pour lutter contre le chômage. En effet, les efforts entrepris pour contenir l'inflation n'ont été couronnés de succès, en France comme dans tous les pays industrialisés, que par une double compression de la demande interne (salaires) et externe (pouvoir d'achat du tiers-monde). Ainsi ont été mis en place les mécanismes d'une déflation, d'une grande récession dont seules restent inconnues la date et les modalités (8).

Si, à l'épreuve du pouvoir, la gauche a perdu des illusions, elle ne peut plus, aujourd'hui, pousser l'ingénuité jusqu'à croire que, spontanément et dans l'allégresse, les entreprises vont procéder aux investissements annoncés dans les « emplois de demain ». Malgré ses largesses à l'égard des possédants (9), la droite elle-même n'y compte plus.

Droite et gauche contemplent une gageure : dans des élections éclatées, rassembler des groupes disparates, eux-mêmes traversés par des intérêts et des passions souvent contradictoires. L'analyse politique se garde bien de sonder ce terrain mouvant. Elle recule devant la difficulté, trouve quelque confort dans d'inepuisables banalités. Ainsi se complait-elle, par jeu et sans risque, à glaner sur les éventuelles candidatures, sur les bordures de telle ou telle vedette, sur les prétendus accords à la cohabitation, sur les conflits de personnes, tout cela sur un ton assez superficiel qui trahit l'absence de compréhension, le vide des idées, l'innocence des concepts, le flou des perspectives. Face à face, des courants fort peu homogènes, soumis aux forces centrifuges qui travaillent le corps social tout entier.

Pour donner quelque cohésion à cette société en miettes, en plein désarroi, il faudrait élever le débat — on l'abaisse ; cerner les difficultés, en discernant les causes — on les évite ; s'inter-

roger sur la modernité qui bouleverse les modes de production et de vie — on se réfugie dans l'incantation lyrique et dans l'invective ; esquisser non pas un programme, mais des objectifs prioritaires — on distribue des tranquillisants ; appeler à l'effort, annoncer comment il sera réparti — la majorité elle-même en est réduite, joyeuse perversion marxiste, à promettre des « lendemains qui chantent »...

DANS quel environnement international ? Seul M. Raymond Barre (« De la sécurité en Europe » et « La place de la France dans le monde », *Faits et arguments*, avril et juillet 1987) et M. Jean-Pierre Chevènement (discours de Belfort, 29 août 1987, et entretien accordé au *Monde*, 24 septembre 1987) ont sérieusement examiné le dossier, scruté les voies possibles, défini une ambition. Les tribuns atteints du haut mal médiatique préfèrent s'épuiser à gambader et folâtrer sur le terrain pourtant miné de la compétition entre nations plus ou moins bien armées pour faire face à la crise. Stupéfiante inconscience. Si peu avertis soient-ils, les citoyens sentent bien que quelque chose se moque d'eux tout en les caressant dans le sens du poil.

Lisez bien : « Nous n'avons pas à repenser le monde et à moraliser l'univers d'ici au printemps prochain, mais à choisir entre un président socialiste et un président libéral » (10). C'est en effet beaucoup plus simple. Mais, socialiste ou libéral, quel est ce président ? Certains préfèrent l'ignorer. Pourtant, s'il ne repense pas le monde, alors que celui-ci bouge à grande vitesse, le futur président improvisera au gré des vents contraires et, nécessairement, il échouera. Quoi qu'il fasse. Car, plus que jamais, ce monde en pleine mutation requiert réflexion, intuition, culture pour inspirer l'action (11). Et, avant de « moraliser l'univers », peut-être conviendrait-il, modestement, chacun à sa place, et sans bruit, de moraliser les affaires du pays. Il n'en est pas question...

L'auteur déjà cité considère que la « principale faiblesse » de la droite réside précisément dans le domaine de la pensée. Son personnel, ajoute-t-il, « tripite moins les idées, il est moins caresseur de sentiments » (12) que la gauche. Juste observation. La droite semble en effet plus apte à « tripipter » sensuellement les noyaux durs des entreprises privatisées, à « caresser » avec volupté les amis et les comptes d'exploitation. C'est en effet plus sûr. Une lucidité, la haute philosophie du bas de laine, elle, n'a jamais trompé son monde.

SANS projet d'avenir et, avoué-elle, sans idée, la droite est bien contrainte, pour sans réputation, à ressortir de vieilles affaires, comme celle des Irlandais de Vincennes, tout en libérant celui auquel elle remit un vrai-faux passeport. A défaut de perspectives, la bourse. Il faut éblouir. Affairisme et scandales fleurissent jusqu'au scrutin de mai 1988. Deviennent ainsi superflus tout débat de fond, toute proposition constructive, toute mobilisation des énergies, dont ce pays est pourtant riche.

Mais que peut-on faire ? Une prudence — Exploration des voies d'avenir (13) ne saurait avoir qu'une ambition : stimuler la réflexion de tous les citoyens qui refusent de s'incliner sous les futilités et l'alignement médiocrité des discours dominants. Avec les pays qui leur sont liés, la France et l'Europe possèdent des atouts qui elles doivent jouer avec cette prudence qui, dans les temps difficiles, appelle toujours le courage de la pensée et l'audace dans l'action.

CLAUDE JULIEN.

(5) De tels talents justifient évidemment les faibles salaires auxquels on se rendrait les « stars » de la télévision, livrées d'une redoutable mission de déconvoi généralisé, condition du succès de la politique-spectacle. Les slogans publicitaires de TF1, fort peu à l'image de M. Bouquès, résumeraient l'attitude de la chaîne qui se veut « la plus blous dans le cou ». « La plus fraîche à la crème ». On peut vouloir s'élever du monde réel, qui n'est ni blanc, ni noir, ni crème. Il aura fait de nous des étrangers... par le cou. Le choc sera rude.

(6) « Aucun effort réel n'a été fait pour réduire les dépenses gouvernementales », avoue M. Reagan, étonné, qui semble oublier qu'il gouverne depuis plus de six ans et demi. Cf. *U.S. News and World Report*, 21 septembre 1987.

(7) TF 1, 17 septembre 1987.

(8) Voir pages 22 et 23, « La tentation déflationniste », par Jacques Léonard et Gérard de Bernis.

(9) Voir Christian de Brin, « Avalanches de blanchiments pour les privilégiés de la crise », *Le Monde diplomatique*, février 1987, et « Le libéralisme autoritaire », par Jean-Paul Joux, pages 1, 16 et 17.

(10) Louis P. Renshaw, *Le Figaro Magazine*, 5 septembre 1987.

(11) Voir la série « Des politiques malades de leur culture », *Le Monde diplomatique*, juillet, août, septembre, octobre 1987.

(12) Cf. note 10.

(13) Tel est le scénario de l'arrivée de Jean-Paul Joux, (ci-contre), qui sera suivi, jusqu'à l'élection présidentielle, par une série d'articles énumérant un par un les grands axes d'une politique constructive.



DÉBATS ÉLECTORAUX ET

Le libéralisme

(Suite de la première page.)

Pourtant écartées, ces réalités sont constamment occultées dans les livres récents sur la théorie du droit ou sur la magistrature, qui alimentent le nécessaire débat sur l'adaptation du système judiciaire français avec comme référence constante le modèle américain (4).

Cette offensive idéologique libérale, dont les porte-parole sont essentiellement des avocats d'affaires internationaux, intervient à un moment bien précis. Dans le cadre de l'Acte unique européen (1992), il s'agit d'adapter les mentalités, puis les institutions françaises, les professions judiciaires (avocats, notaires, conseils juridiques, administrateurs...) aux besoins du marché européen qui doit trouver une cohérence de fonctionnement. Le libéralisme, lui, a un modèle cohérent à proposer...

L'Europe économique a bien du mal à trouver une identité réelle face aux multinationales, comme l'Europe culturelle face à l'offensive médiatique anglo-saxonne. Les phénomènes d'acculturation s'accroissent dans les modes de vie et de pensée, dans l'évolution des systèmes d'organisation sociale, faute d'un contre-projet.

Les éléments de ce contre-projet existent pourtant, et c'est autour d'eux que devrait s'engager le vrai débat sur la question sociale. Débat engagé au début des années 70, dont il convient de reconsidérer les données après le passage de la gauche au pouvoir, mais qui régresse devant l'offensive idéologique libérale.

Tout responsable, même dans le domaine judiciaire, doit savoir que les enjeux des années à venir tourneront autour des risques de décomposition sociale, de la gestion du non-emploi, de la formation et de l'insertion des jeunes, des immigrés et des nouvelles solidarités, de la définition des nouvelles formes de démocratie, et, d'abord au niveau local, de l'enjeu européen et de l'identité française. Une réflexion sur l'organisation judiciaire ne peut qu'intégrer préalablement ces éléments.

Innocenter des délinquants cossus

LE retour de la droite à une politique archaïque dans certains domaines est tel que la grille de lecture marxiste redevient opérationnelle, ce qui ramène à l'ordre du jour les blocages et conservatismes de tous bords. Car force est de constater que c'est d'abord une conception dite libérale de l'économie qui conditionne le mode de gestion du social et la reconstruction d'un certain ordre moral (9).

En ce qui concerne l'ordre économique, certaines dispositions significatives balisent clairement l'orientation de l'actuel gouvernement :

— couverture de comportements délictueux commis par ceux qui possèdent le pouvoir économique et financier ;

— loi du 1^{er} août 1986 sur la presse qui annule M. Robert Hersant des débits commis sous le régime de l'ordonnance de 1944 en concentration, il a eu raison d'affirmer cyniquement qu'il était en avance d'une loi ;

— amnistie des avril 1986 de ceux qui avaient exporté illégalement leurs capitaux, ce qui a permis à certains de « blanchir » des sommes provenant de divers trafics moyennant une modeste taxe de 10 % (à rapprocher de la récupération de maisons de jeux, dont le casino Rust à Nice, dont on sait qu'il n'a rien à voir avec le « milieu » en général et avec M. Jean-Dominique Fréon en particulier...);

— dans le même temps, pour cette clientèle, qui par sa presse ou ses finances soutient les campagnes électorales de la majorité, on développe les garanties procédurales en matière fiscale et douanière, on abroge les dispositions des ordonnances de 1945 sur le contrôle économique, M. Giscard d'Estaing fait ramener la prescription fiscale de quatre à trois ans... (10).

Ainsi la délinquance qui coûte le plus cher à la collectivité (11) se voit accorder une protection toute particulière, alors qu'elle bénéficie déjà de procédures spécifiques (initiative de l'administration, opportunités du pouvoir, que la récente affaire Chautem vient d'illustrer, interventions, transactions...). Les enquêteurs sont de plus en plus poussés à renoncer devant cette délinquance lourde et complexe, pour, sur incitation de leurs supérieurs hiérarchiques, se contenter de « faire du chiffre et de la statistique » sur les petits dossiers de ceux qui n'ont pas les moyens de contester.

Ces choix sont très graves pour l'avenir, car ils développent chez les citoyens un fort sentiment d'injustice qui va dénigrer le sens civique : échapper à l'impôt ou au contrôle des règles fiscales par la collectivité devenant une valeur dominante.

Il ne s'agit pas de se lamenter sur certaines dispositions archaïques, mais de proposer, face à la délinquance économique et financière, un projet de rappro-

cher le plus possible des procédures et sanctions de la délinquance de droit commun, en donnant parallèlement à des agents de l'administration le statut d'officier de police judiciaire et en les faisant travailler en relation directe avec les parquets qui joueraient un double rôle de coordinateur et de contrôleur.

La logique qui consiste à favoriser sur tous les plans les investisseurs potentiels (alors que c'est le profit pur et spéculatif qui prédomine) conduit aussi à renforcer leurs pouvoirs dans la relation contractuelle :

— le volant de chômage permet déjà une embauche très sélective. L'autorisation administrative de licenciement a été supprimée sans contrepartie, négociée réelle, précaisant encore plus le statut des salariés (12). Désormais, ce sont les salariés les moins productifs, les plus âgés, qui sont les victimes des licenciements pour motif économique, sans véritable contrôle.

— les atteintes au droit de grève se précisent. Dans la fonction publique, avec la retenue minimum d'un jour de salaire (loi du 31 juillet 1987) ; dans le secteur privé, où, en se prononçant sur l'opportunité économique des grèves, le juge fait un cadeau royal aux employeurs. Pour ce motif, la grève des agents d'Air Inter est déclarée illégale par le tribunal de Créteil et quatre syndicalistes sont condamnés, par le tribunal de la Seine, à payer 880 000 francs de dommages et intérêts à leur entreprise.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

ÉLORATION DE
utoritaire

La montée du libéralisme autoritaire et la gestion à court terme imposée par les échéances électorales occultent ces débats de fond, et certains tentent même de régler des comptes idéologiques, datant de mai 1988 et des années qui ont suivi (5).

C'est ainsi que les problèmes de justice, de police, de sécurité sont posés de manière caricaturale et pauvre, en dehors des enjeux essentiels.

Pourtant, la gauche avait réussi, après bien des hésitations, à mettre en place une politique cohérente qui commençait à produire ses effets. D'un côté, le retour à l'Etat de droit voulu par MM. François Mitterrand et Robert Badinter, marqué par des réformes essentielles (suppression de la peine de mort, des juridictions d'exception, vie quotidienne en prison...). De l'autre, les patients acquis des conseils communaux de prévention de la délinquance, dus à la démarche pragmatique de M. Gilbert Bonnemaison (6), la mise en place de la commission de développement social des quartiers, présidée par M. Hubert Dubedout (7), l'instauration des zones à éducation prioritaire (ZEP) dues à M. Alain Savary, les missions locales pour l'insertion des jeunes à l'initiative de M. Bertrand Schwartz... S'y ajoutent le développement des peines de substitution à l'emprisonnement, tel le travail d'intérêt général, celui des associations gérant le contrôle judiciaire à caractère socio-éducatif, les services d'enquête rapide sur les prévenus, l'aide aux victimes, les expériences de conciliation en matière pénale, d'abord expérimentées à Vélizy.

Apporter des réponses concrètes et originales aux questions que pose la pratique des libertés constitue le grand acquis de la période 1983-86. Les liens institutionnels entre responsables locaux, les réalisations pragmatiques permettent les échanges politiques, permettent d'espérer le maintien à terme de ces initiatives. Cette même démarche cohérente a été voulue par M. Pierre Joux sur les problèmes de police après la gestion catastrophique de ses prédécesseurs (8).

La logique qui consiste à favoriser sur tous les plans les investisseurs potentiels (alors que c'est le profit pur et spéculatif qui prédomine) conduit aussi à renforcer leurs pouvoirs dans la relation contractuelle :

— le volant de chômage permet déjà une embauche très sélective. L'autorisation administrative de licenciement a été supprimée sans contrepartie, négociée réelle, précaisant encore plus le statut des salariés (12). Désormais, ce sont les salariés les moins productifs, les plus âgés, qui sont les victimes des licenciements pour motif économique, sans véritable contrôle.

— les atteintes au droit de grève se précisent. Dans la fonction publique, avec la retenue minimum d'un jour de salaire (loi du 31 juillet 1987) ; dans le secteur privé, où, en se prononçant sur l'opportunité économique des grèves, le juge fait un cadeau royal aux employeurs. Pour ce motif, la grève des agents d'Air Inter est déclarée illégale par le tribunal de Créteil et quatre syndicalistes sont condamnés, par le tribunal de la Seine, à payer 880 000 francs de dommages et intérêts à leur entreprise.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

— la « couverture » de la bourse de la rue Roussini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécurité, M. Joseph Francetich, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cellule antiterroriste de l'Elysée... autant d'erreurs difficilement rattrapables.

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

LA JURIDICTION INTERNATIONALE PERMANENTE

SFDI - Colloque de Lyon 320 F

LA RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE

Cours de l'IHEI 140 F

LES NATIONS UNIES ET LE DROIT INTERNATIONAL ÉCONOMIQUE

SFDI - Colloque de Nice 240 F

LES NATIONS UNIES ET LA FORMATION DU DROIT

McWhinney 150 F

LES AGENTS INTERNATIONAUX

SFDI - Colloque d'Aix 240 F

LES DIMENSIONS INTERNATIONALES DU DROIT HUMANITAIRE

Coédition Institut Dunant-Unesco 150 F

Tél. : 43-54-05-97

الاموال

DE LEUR CULTURE (V)

et serviteurs

jamais le motif invoqué. Dans les grandes entreprises, le management passe allégrement d'un groupe à un autre, quitte une direction générale à une autre, quitte une direction générale à une branche déficiente pour une présidence de filiale juteuse et à généralement abandonné le navire bien avant qu'il ne soit en perdition. Tout un système de relations et de cooptations fonctionne comme une mutuelle fraternelle, assortie de solides garanties financières négociées en cas de prise de contrôle ou de restructuration. Il est rare que le milieux se fixe sur le carreau un membre de l'état-major et ne l'ait pas d'une manière ou d'une autre à son service en selle. Cela créerait un fâcheux précédent. Au reste, le pays et le monde des affaires peuvent-ils se passer d'éléments qui, quels que soient leurs résultats, sont membres de droit de l'élite ?

Quant aux administrateurs et PDG de sociétés, détenteurs et représentants du capital, ils risquent surtout l'emploi et l'argent des autres et leur responsabilité juridique est toute formelle. Dans les sociétés anonymes, tout le pouvoir appartient aux actionnaires réunis en assemblée générale ; mais ce pouvoir, ils ne l'exercent que quelques heures par an, le temps de le déléguer au conseil d'administration, après avoir donné quitus et approuvé son rapport.

Tout fonctionne en sorte que les petits porteurs n'y gèrent pas les gros ; ceux-ci se retrouvent au conseil d'administration où, par le jeu des participations croisées et en cascade, ils dirigent et contrôlent avec une minorité de titres (14).

Restent les élites politiques dont la responsabilité est sanctionnée par les électeurs. L'est-elle vraiment? Les modes de scrutin, les cumuls de mandats, les fiefs électoraux garantissent aux ténors et caciques la pérennité de leurs fonctions, dont témoigne la longévité des carrières électorales. De plus, dans la plupart des cas, il suffit de rassembler le vote d'un tiers des citoyens pour être légalement majoritaire : beaucoup moins aux Etats-Unis, dans

toutes les consultations, et en Europe dans les élections locales ou partielles. On est loin du rassemblement de « deux Français sur trois » préconisé par M. Valéry Giscard d'Estaing. Sans doute se réfère-t-il à sa propre élection dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, en septembre 1984, où il fut élu avec 63,25 % — pratiquement les deux tiers — des suffrages exprimés. Mais ces deux tiers, 25 000 voix, ne représentaient qu'un tiers des 75 000 électeurs inscrits.

Enfin, les conditions dans lesquelles se déroule le débat démocratique diluent les responsabilités. Phénomènes de clientélisme et techniques de vente du produit politique se conjuguent pour transformer le citoyen en consommateur submergé par le flot publicitaire plutôt qu'en censeur lucide et exigeant. Les démocrates garantissent à tous le droit de dire ce qu'ils veulent et réservent à quelques-uns le droit de faire ce qu'ils veulent. En toute impunité. Admireur, comme le constatait avec un tranquille cynisme Georges Pompidou : « Il ne s'agit pas pour les électeurs de choisir leur avenir. Il s'agit de choisir la personne à qui ils confieront cet avenir pour un certain nombre d'années (15). »

Ces conditions, qui ont considérablement accru les pratiques de corruption des élites, s'étendent à l'ensemble des activités politiques et économiques. De l'affaire Lockheed-Tanaka au Japon à celle du Carrefour du développement en France, en passant par le « Watergate », le « Koreagate » ou l'« Irangate » aux Etats-Unis, les affaires Flick en Allemagne de l'Ouest, Matos en Espagne ou de Broglie en France, les scandales pétroliers et bancaires ou celui de la loge P2 en Italie, pour ne prendre que quelques exemples spectaculaires parmi des centaines d'autres, la corruption est une pratique courante dans les rapports permanents qu'entretiennent le pouvoir politique et le monde des affaires.

doute sur la cohérence de tels comportements. Aucune réflexion sur les véritables ambitions des seigneurs de la guerre qui contrôlent les opérations. Le discours incantatoire vise seulement à l'embarquement du plus grand nombre dans un effort de guerre auquel tout doit être subordonné. Jamais la société civile n'avait été soumise à une telle pression, ni n'avait fait l'objet, en temps de paix, d'une telle emprise, d'une tentative aussi périlleuse de conditionnement des mentalités et des comportements.

Le sabre de la guerre a trouvé son goupillon. Presse, cinéma, radio et surtout télévision (à travers les feuilletons, les jeux, les sports...) développent inlassablement les mêmes thèmes : exaltation de l'agressivité, du combat pour la survie individuelle, de la juste violence, de la compétition et de la conquête, de la sélection et de la hiérarchie des meilleurs, de l'argent et de la réussite matérielle des « battants », dévalorisation de la paix, de l'harmonie, des solidarités sociales, des thèmes d'égalité et de justice, de la résistance à l'oppression et de toute interrogation sur les finalités ou les méthodes.

Enfermé dans un brouillage ininterrompu d'images, de sons et de mots auxquels il a peu de chances d'échapper, le citoyen a de moins en moins de possibilités de comprendre et de réagir (18). Tout un clergé de la communication veille au rituel liturgique, officie dans les grand-messes quotidiennes et les rassemblements en forme de pèlerinage, puisant, courtisé et traité comme aux périodes d'obscurantisme religieux. Accrochés à ses basques, une multitude de moines soldats,

intellectuels belliqueux, parcourt la campagne, dénonçant le Satan rouge et ses suppôts cachés parmi les fidèles, pourchassant les tièdes, et brûlant quelques sorcières.

A quelles valeurs de civilisation peuvent bien se référer ces litanies ? De quelle culture se réclament ces nouveaux dévots et leurs mentors de la politique et des affaires ?

Certainement pas à ces « courants de pensée et d'idées qui circulent à travers une grande partie du monde civilisé depuis trois millénaires » qui animaient un Jean Vilar, créateur du Festival d'Avignon dont on a célébré cet été le quarantième anniversaire. « Des banalités : que la paix est bonne pour tout le monde et la guerre pour quelques-uns seulement ; ou bien que les castes sont sources de grands ennuis pour qui les côtoie ; ou encore que rien ne vaut la liberté. Et qu'il peut y avoir plus de bon sens et de sens de l'honneur chez un paysan que sous le bicorne d'un polytechnicien. Des petites choses simples (19). »

Aussi simples, par exemple, que ces femmes et ces hommes qui, un vendredi 22 mai 1987, se retrouveront à la barre des témoins de la cour d'assises de Lyon, où se déroulent le procès de Klaus Barbie. Un moment sorti de l'ombre, où notre indifférence les a abandonnés une seconde fois, les meilleurs d'une génération étaient venus rappeler l'essentiel : leur résistance ; malgré l'ineffable horreur de ce qu'ils avaient subi ; pour que ne disparaissent pas dans la nuit et le brouillard ces « petites choses simples ».

· Pour ces moments et ces êtres vrais, au « look » si peu médiatique, il ne restait qu'une poignée de journa-

listes (20). La plupart des huit cents correspondants et techniciens accourus du monde entier étaient repartis en apprenant que le procès se déroulerait en l'absence de l'accusé. Révélant ainsi qu'ils n'avaient pas été envoyés là pour l'essentiel, mais pour faire du spectacle et de l'argent avec les révélations vainement attendues du bourreau nazi. A la recherche de ces pseudo-événements sans cesse renouvelés, de cette information en miettes qui annihile toute compréhension et toute réflexion pour l'immense majorité des citoyens. Mais, tous les sondages des médias le prouvent à l'évidence, ils s'en satisfont. C'est donc très démocratiquement que les élites refusent l'écritisme.

CHRISTIAN DE BRIE

(14) Ainsi des oligarchies politico-financières, les « noyaux durs », qui contrôlent les groupes privés et se chargent de choisir les représentants des petits porteurs de l'actionnariat populaire.

(16) Voir, par exemple Aburiah Saiti K., *Vous avez dit bakchich ? Confessions d'un homme d'affaires au Moyen-Orient*, Plon, 1987.

(18) Voir Thierry Pfister, « La communication et le pouvoir », *Revue politique et parlementaire*, mai-juin 1987.

(19) Cité par Bernard Thomas dans *le Concord enchaîné* du 8 juillet 1987.

(20) En majorité, des correspondants de journaux français, ce qui n'est pas surprenant ; mais combien d'entre eux étaient présents aux procès des militaires criminels argentins ?

Du bon usage de la dramatisation

DE la moindre implantation d'une surface commerciale dans une commune urbaine, une gigantesque traction qui se déroulent sur les marchés internationaux pour capter le grands contrats, la corruption est intégrée à la pratique des affaires dont elle est une des composantes tarifiées et hiérarchisées (16). Si elle n'enrichit pas toujours personnellement policiers et hommes d'affaires qui s'y livrent — encore que le cas ne soit pas exceptionnel —, elle concourt largement à leur prospérité commune. On sait qu'elle n'est pas l'apanage des démocraties occidentales et sévit dans le camp communiste, celui de Chine, de Yougoslavie... où elle imprègne tous les rapports sociaux, comme dans l'ensemble du tiers-monde. Et les élites des pays industrialisés s'en absoivent elles-mêmes en dénonçant la corruption, bien réelle, pratiquée ailleurs.

Encore ne s'agit-il là que de son visage le plus brutal. Il en est d'autres, plus flous et comme banalisés. Ainsi, par exemple, de la foule des petits traders d'influence. La bourgeoisie, en général, et les castes dirigeantes, en particulier, témoignent d'une prodigieuse aptitude pour ces pratiques, en tirant des avantages personnels d'une action qui présente pour la collectivité un niveau d'avantages s'élève avec la position. Ils sont utilisés directement à titre individuel ou dans le cadre familial et comme monnaie d'échange pour obtenir ailleurs des avantages équivalents. Une multitude de passe-droits, d'accès privilégiés à des biens et services, gratuitement ou à tarif réduit, de prises en charge par l'entreprise ou le service public, donne accès à un réseau d'échanges permanent.

Moins compétentes qu'elles ne le prétendent, peu responsables, parfois corrompues, les élites en place tentent de masquer leur faillite et de perdurer par la dramatisation spectaculaire. Sous prétexte de sauver la démocratie et la civilisation, elles ont recouru à des procédés de gouvernement qui sont traditionnellement ceux des tyrannies : la guerre, la division sociale et l'obscurantisme.

Suivant le discours dominant, les démocraties occidentales sont engagées depuis quarante ans dans une guerre froide - contre leur seul ennemi commun : l'Union soviétique, le camp socialiste et le mouvement communiste international. Cette guerre inexpiable, qui doit décider du sort du monde et plus précisément du nôtre, se déroule sur le triple terrain de l'équilibre nucléaire stratégique, de la subversion idéologique et des conflits périphériques. Elle continue d'engloutir la plus grande part des capacités financières d'investissement et des ressources humaines d'intelligence et de recher-

che dans un effort constant et sans précédent (17). Mais, alors même que cette guerre nous est présentée comme redoublant d'intensité, les alliés et amis occidentaux ont engagé entre eux une guerre économique tout aussi inexorable.

Pourtout, une immense et permanente mobilisation tente, avec succès, d'accréditer l'idée que, loin d'être une guerre en dentelle, l'enjeu de la compétition économique n'est rien de moins que la survie de chaque nation belligérante en tant que puissance industrielle, le maintien de son niveau de développement économique, social et culturel, voire son identité et sa souveraineté. Malheur aux vaincus, promis au sort peu enviable des pays sous-développés et dépendants du tiers-monde.

Les propos des dirigeants ne sont plus que des communiqués d'état-major rapportant la situation des batailles qui se déroulent sur les différents fronts : bataille de l'emploi, de l'investissement, de la modernisation, de l'exportation, de la formation... Tous les problèmes sont envisagés en termes stratégiques de percée et de recul, d'invasion et de reconquête. Sur le terrain de lutte de cette guerre économique — le marché —, l'unité combattante — l'entreprise — est l'objet de toutes les attentions pour lui conférer mobilité et combativité, la doter d'armes nouvelles, de fers de lance, de forces d'appui... Les meilleurs capitaines font figure de héros nationaux.

An-dela des exhortations périodiques à l'unité nationale face au danger commun, on oppose en permanence le courage et la pugnacité des uns, les risques qu'ils prennent, au manque de combativité, d'effort, de rigueur, de conscience des autres, désignés du doigt comme responsables des retards et reculs constatés sur les champs de bataille. Il y a ceux qui se battent sur le front de la compétition et les « planqués » de l'arrière, tous ceux qui sont protégés dans leur emploi et ne sont pas prêts à en faire le sacrifice pour le salut national.

On montre en exemple les troupes d'élite des adversaires, au particulier japonais, le dévouement aveugle des combattants à leurs prestigieuses unités qui ont nom Toshiba, IBM ou Siemens. Un effort particulier est fait pour la sélection et l'entraînement des cadres commerciaux au combat, au corps à corps de la compétition sauvage, véritables commandes de choc dans la principale qualité doit être l'agressivité.

Aucune interrogation sur l'origine, le sens et la finalité de ces combats fratricides dont les effets dévastateurs sont demeurant bien visibles dans les branches industrielles et les régions entières dites « sinistrées ». Aucun



LES MALADES maîtres

... avec la noble et séduisante image généralement présentée. Si la question est soigneusement occultée, ce qui est en révéler la psychanalyse, les quelques portraits témoignent qu'elle se présente toujours à l'homme en sa forme (10).

Enfin, l'incompétence des élites de la bourgeoisie est confortée par l'absence de leur confère un statut de bourgeoisie. Que ce statut soit accordé au départ par l'origine sociale ou qu'il soit en cours de route par la conquête ou la cooptation, qu'il donne aux héritiers ou aux parvenus le droit inapte à comprendre les problèmes des préoccupations et les perspectives du plus grand nombre. Visiblement dans des conditions matérielles hors du commun, disposant de tous les facilités — de commodes, d'information, de circulation et de voyages, de réception, d'hébergement de villégiature — travaillant dans les palais nationaux et des locaux feutrés, entourés d'un personnel prévenant et habile à débarrasser eux toutes les difficultés et les soucis de la vie quotidienne, ne se souciant que des gens de leur milieu, ils ne rencontrent le peuple de nos cités qu'à l'occasion de nos élections et de bals de Noël. Quelques ateliers ou d'arbres de Noël, quelques fêtes. Comment ces élites, disposant de hauts revenus, possédant en plus, généralement, de hautes fonctions, d'un train de vie si luxueux, pourraient-elles avoir la moindre aptitude à comprendre les problèmes et représenter les aspirations des communautés humaines qui vivent dans leur grande majorité, complètement étrangères. Ce n'est pas seulement qu'analystes et sociologues nous soulignent les rigidités et les égoïsmes sociaux qui résultent de la situation de la bourgeoisie et de la classe de la bourgeoisie, de leurs croyances, de leurs préjugés et de leurs modes de vie. En France comme aux États-Unis, la Grande-Bretagne (12).

Malgré de toutes ces évidences, la morale des castes dirigeantes est si tranchée de tout avec une telle assurance. Confies te en moi. Ils ont sur toutes choses des opinions définitives et des jugements péremptoirs, distribuent et satisfont avant même le besoin, comme tu par naïveté leur d'appartenance à de menus peuples, leur confèrent une culture et un savoir, sans égard aux éléments qui sont de charge de leur apporter le savoir que la petite cour de la caste des rois, crédules ou intéressés à l'absence d'eux s'entourent les confiant par une d'admiration. Les premiers, les plus purs, les plus humains, la plus pure humanité qui s'élève par l'empire qui l'empire général son destin, devant leur bouche leur réflexion, devant leur profonde et fulgurante vision les objets d'interminables études et de travaux l'écart entre les castes dirigeantes et les masses qui sont souvent approchantes. Soient même, la langue de bois à l'usage des rois de fer.

Responsabilité

... pour l'emploi ou le sort
d'attribution, les stages de formation
sur le terrain. Dans la haute admini-
stration et l'appareil d'Etat, les seules
mesures pour la promotion dans une
carrière dorée, la « mise au placard », le
traitements pleins, et au pire le re-
provisionnement dans le corps d'origine.
Dans les cas, l'incompétence et

... généralité d'Etats, de groupes mineurs
 ... centres de recherche
 ... Voir en particulier C. Wright
 ... pour, Maupero, Paris 1971
 ... Le Seul, Paris, 1970, et Jussieu
 ... Le Seul, Paris, 1970, et Jussieu
 ... des Elites en France, Le Seul
 ... Pierre Bourdieu et Jean-Claude
 ... Editions, Editions de Minuit, 1971

[illegible]

Que nous devenus les responsables
engagés à fonds perdus dans
un « plan unique », dans la
même affaire des « années

automatisme
EDITIONS

Deux nouveautés

dans la collection "Enjeux et Stratégies"



LE SURFEUR ET LE MILITANT
par Antoine Mauriac

Un essai original sur les valeurs et la sensibilité politique des jeunes Allemands, au cours de la période du 68. Des révoltes étudiantes au mouvement des Verts, avec leurs ressemblances et leurs divergences, ils ont joué un rôle majeur au sein de la société. Hier et demain, au cœur de l'Europe.

224 pages, 95 F



LE MARATHON TECHNOLOGIQUE
dirigé par Van de Kerckhove

Horizon 1992, que manque-t-il à l'Europe technologique pour rester compétitive face aux USA et au Japon ? 40 journalistes européens (Financial Times, Frankfurter Allgemeine, Messaggero, Libération) dressent, de façon vivante et critique, l'état des lieux de l'Europe de la haute technologie.

300 pages, 120 F



244 pages, 120 F



239 pages, 95 F



252 pages, 120 F



192 pages, 95 F

A UN AN DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'Amérique s'interroge sur la meilleure façon de gérer son déclin

Ce n'est pas la signature d'un accord américano-soviétique sur les armements nucléaires à courte et moyenne portée qui empêchera l'enlèvement, chaque jour plus patent, du mythe reaganien. Loin que l'Amérique soit « de retour », c'est le déclin économique qui se confirme et la débâcle financière qui guette. Une débâcle qui, au passage, exacerberait encore davantage les tentations déflationnistes qui minent l'économie mondiale (voir pages 22 et 23.) Mais l'écroulement d'un « rêve américain » fondé sur l'ultralibéralisme pourrait bien dégager le terrain pour une nouvelle donne politique prenant mieux en compte les impératifs de la protection sociale et de l'amélioration des conditions de travail. Déjà s'esquissent les conditions d'un nouveau partenariat sans lequel toute velléité de redressement serait illusoire.

Par notre envoyé spécial PIERRE DOMMERGUES

« Les États-Unis sont aujourd'hui au bord d'une crise économique et financière. Ce qui n'était qu'une éventualité il y a encore cinq ou six ans, et plus récemment une probabilité, est devenu une quasi-certitude. La question est de savoir quand cette crise va éclater et comment. » Ainsi s'exprime M. Felix Rohatyn, le patron de Lazard Frères, l'une des plus importantes banques d'investissement international, dans un article intitulé « Au bord du gouffre » (1).

« En 1946, les États-Unis contrôlaient 40 % de l'économie mondiale ; aujourd'hui, cette part a diminué de moitié, et, parallèlement, les engagements militaires se sont accrus. Ce déséquilibre, qui suit un modèle historique classique, menace notre sécurité, sur le plan à la fois militaire et économique. » Telle est la thèse de M. Paul Kennedy, professeur d'histoire à Yale, dans un article consacré au « Déclin (relatif) des États-Unis », à la « une » de l'*Atlantic Monthly* d'août 1987 (2).

Après avoir démonté les mécanismes inefficaces et coûteux de la « reaganomie », M. Lester Thurow, professeur d'économie et de gestion au MIT (Massachusetts Institute of Technology), analyse, dans *The Zero-Sum Solution* (« la Solution à somme nulle ») (3), le déclin structurel de l'économie américaine et suggère les grandes lignes d'une politique fondée à la fois sur la rigueur et sur un partage plus équitable des efforts et des ressources nationales et internationales renforcées.

En janvier 1987, l'économiste John K. Galbraith souligne à la parité avec la crise de 1929 (4). Dans le sillage de cet article respectueux, plusieurs ouvrages s'emparent du spectre d'une accélération de la crise. Des fictions cataclysmiques reposent sur la réalité incontestable de la dette — telles que *The Panic of '89* (« la Panique de 89 »), de Paul Erdman (5), le spécialiste du genre à qui l'on doit le *Krachs* de 78, un succès international dans les années 70. Mais aussi des études universitaires — telles que *The Great Depression of 1990* (« la Grande Dépression de 1990 ») (6) ; l'un des best-sellers de l'été, où M. Ravi Batra, professeur de commerce international à la Southern Methodist University, inscrit la catastrophe prochaine, inévitable à ses yeux, dans une perspective historique où il établit d'imposantes corrélations entre les crises cycliques américaines (tous les trente ou quarante ans) et la montée non seulement des déficits budgétaires et commerciaux, mais aussi de la concentration de la richesse dans les mains d'un nombre toujours plus réduit et toujours plus puissant de nantis.

Ce qui frappe aujourd'hui, dans les médias américains comme dans les conversations, c'est une prise de conscience inhabituelle non seulement de l'échec personnel du président Reagan, qui le Bread and Puppet Theater, par exemple, représente sous la forme d'une marionnette géante bleu acier qui finit par être terrassée par la mort (7), mais aussi et surtout de l'échec d'une politique ultra-libérale fondée sur une théorie mécaniste de l'offre, la réduction univoque de l'impôt, une conception théologique du retrait de l'État, une déréglementation à-tout-va — autant de choix aux résultats contraires à ceux qui étaient escomptés.

Si l'on refaisait le célèbre sondage de 1980 qui sonna le glas de l'administration Carter et d'une « philosophie interventionniste », une très large majorité d'Américains déclarerait à nouveau qu'ils « sont, aujourd'hui, plus mal lotis qu'il y a sept ans ». Est-ce à dire qu'il est possible et suffisant de renverser la vapeur, de revenir à une politique de la demande, à l'augmentation de l'impôt, au retour de l'État et à une nouvelle bre de la réglementation — bref de remettre le cap, après la parenthèse d'une génération, sur les traditionnelles recettes du Parti démocrate, incarnées par le président Johnson, le spécialiste de la politique du beurre et des canons ?

La réponse est évidemment négative, même si elle peut tenter certains démocrates, qui, après avoir reconquis le Sénat, ont en principe les mains liées dans la course à la présidence de novembre 1988. Si aucune personnalité ne se distingue encore avec netteté, tous les candidats — leurs états-majors et leurs « sounders » — sont à l'écoute des « besoins » de ces catégories d'électeurs qui auront un rôle décisif — à savoir les membres d'une classe moyenne qui ne cesse de s'appauvrir et qui doit chaque jour renoncer à une nouvelle parcelle du rêve américain

(un emploi correctement rémunéré, l'éducation des enfants, la maison individuelle, l'achat d'une seconde voiture), à savoir aussi les sous-privilegiés, toujours plus nombreux à vivre en deça du seuil de pauvreté, qu'ils aient ou non un emploi. Le taux de participation électorale de ces derniers est plus faible, mais leurs voix ne sont pas négligeables, et surtout ils deviennent chaque jour plus visibles et plus gênants.

On peut donc s'attendre que, dans les mois qui précèdent l'élection présidentielle, l'accent soit mis sur les difficultés de l'économie américaine et que, sans proposer de véritables réformes structurelles, des projets « progressistes », mis au placard depuis sept ans, soient ressortis, voire renforcés par le Congrès démocrate, avec le soutien de républicains modérés. Si le président Reagan, affaibli, les accepte, tant mieux : les démocrates considéreront qu'ils auront marqué un point. Si le président oppose son veto, ce n'est pas plus mal, les « débus du reaganisme » seront amenés à trancher lors des élections.

La « folie financière »

PAS un jour de l'été et de l'automne où la presse nationale américaine ne commente la subitane chute du dollar. « Aujourd'hui, prédisent Leonard Silk dans la page « affaires » de l'*International Herald Tribune* (8), avec la spéculation sur la Bourse et la croissance de l'économie américaine qui dure depuis plus de cinq ans, une question tourmente les investisseurs et les PDG : va-t-il y avoir un nouveau krach ? » M. Horace Brock, président de Strategic Economic Decisions Inc., une firme californienne de consultants, poursuit le questionnement : « Quel facteur va déclencher la récession ? Quelle en sera la gravité ? Comment le gouvernement va-t-il réagir ? Quel impact sur les taux d'intérêt, le dollar et les valeurs ? » Selon ce groupe d'experts californiens, la crise, qui ne devrait pas éclater avant 1989, serait comparable à la moyenne des précédentes récessions depuis 1920 : un fléchissement du PNB de 6 %, soit deux fois plus que la moyenne des récessions de l'après-guerre. En ce qui concerne la Bourse, trois scénarios sont envisagés : le plus vraisemblable (40 % de probabilité), une chute des cours de 30 % à 40 % ; le scénario moyen (25 % de probabilité), une chute de 40 % à 50 % ; le scénario pessimiste prévoit un effacement de plus de 50 % — un véritable désastre financier.

« L'escalade de la Bourse au cours des cinq dernières années », écrit le *Wall Street Journal* à la « une » de son édition du 10 août 1987, « a réparti sa manne bien inégalement dans l'économie. Les grandes institutions et quelques riches individus ont récolté la masse des profits, pendant que des millions d'autres perdaient leur emploi (9) ». Les cours se sont envolés de 200 % alors que la production nationale a augmenté à peine de 40 % en valeur nominale et de moins de 20 % hors inflation. « La Bourse fait cavalier seul », remarque M. Charles P. Kindleberger, professeur d'économie au MIT. « Aucun investissement industriel massif ne suit. C'est une énigme. » Les restructurations et les fusions, qui se sont multipliées de 1984 à 1986, ont entraîné la perte de 600 000 emplois chez les cadres. Bien que le taux de chômage soit passé, en cinq ans, de 9,7 % à 5,9 %, la hausse de la Bourse n'a pas provoqué les retombées attendues sur l'économie. Certes, de nombreux individus se sont enrichis « sur le papier », mais il est difficile d'évaluer l'impact sur la consommation — et la part qui a été consacrée à l'achat de biens importés. L'auteur conclut que « le principal bénéficiaire a été le secteur boursier lui-même. Les institutions de Wall Street ont ramassé des milliards de dollars d'honoraires en organisant des fusions, des rachats et des restructurations, qui ont, à leur tour, contribué à accélérer le processus. Et elles ont ramassé bien d'autres milliards en vendant des actions, en gérant des portefeuilles et en touchant des commissions ». « Si le marché se maintient jusqu'à décembre 1987 », ajoute M. William LeFevre, analyste financier à la Advest Inc., « il aura battu le record du siècle en dépassant les valeurs boursières entre 1924 et 1929 ».

Les causes de la « débâcle » sont parfaitement identifiées (10). En premier lieu, le désordre finan-

cier. Selon le banquier Felix Rohatyn, « les États-Unis ont eu, au cours des sept dernières années, le comportement financier le plus irresponsable de leur histoire. La folie financière, renforcée par une incapacité à coordonner leur politique économique avec celle de l'Europe et du Japon, a créé une pyramide mondiale et toujours ascendante de la dette qui ne pourra pas résister à une récession majeure. Les États-Unis sont devenus l'emprunteur international le plus important du monde, et, dans la mesure où les marchés financiers internationaux sont interconnectés, un revers économique sérieux qui touche l'Amérique provoque automatiquement des répercussions dans le monde (11) ».

Les signes les plus marquants du désordre sont connus, et les perspectives vertigineuses. Déficit commercial : il s'est élevé à 160 milliards de dollars en 1986, huit fois plus qu'en 1980 ; même s'il diminuait au cours des prochaines années pour se stabiliser autour de 140 milliards de dollars, en 1995 la dette extérieure atteindrait 1 500 milliards et ses intérêts annuels 120 milliards. Déficit budgétaire : de 73,8 milliards de dollars en 1980, il a atteint 207,8 milliards en 1983 et 220,7 milliards en 1986. Dette publique fédérale : elle est passée de 914,3 milliards de dollars en 1980 à 1 823,1 milliards en 1986 et elle dépasse aujourd'hui les 2 000 milliards. Quant au service de cette dette (intérêts et remboursement), son coût pour le budget est passé de 52,5 milliards de dollars en 1980 à 129 milliards en 1985. Au rythme d'accroissement des cinq dernières années, la dette publique atteindrait 14 000 milliards de dollars en l'an 2 000, et son service annuel 1 500 milliards. Pour mesurer l'énormité des chiffres, il convient de rappeler que le montant de la dette de l'ensemble des pays du tiers-monde est actuellement de l'ordre de 1 000 milliards de dollars.

Le spectre du recul britannique

Le second facteur, encore plus fondamental, est la perte de compétitivité. Les indicateurs sont, là aussi, au rouge : la part des États-Unis dans l'activité économique mondiale diminue régulièrement (de 26,1 % à 24,4 % en dix ans, de 1973 à 1983) dans les industries traditionnelles (— 20 points dans l'automobile, par exemple) et de haute technologie (— 10 points sur les semi-conducteurs). Malgré la chute du dollar, les exportations plafonnent et les importations se maintiennent ou augmentent dans l'ensemble des secteurs. La productivité industrielle stagne : en 1986, elle ne progresse que de 1 % aux États-Unis, contre 1,70 % en France, 3 % au Japon et 6 % en Corée. L'épargne individuelle (qui devait se développer spontanément avec la baisse des impôts) reste faible (6 % contre 16 % en France et 18 % au Japon en 1986). L'investissement plafonne à 17 % du PNB, contre 20 % en France et 28 % au Japon. En 1986, la Grande-Bretagne est le seul pays industrialisé qui investit moins que les États-Unis.

Le spectre du déclin britannique hante les économistes et les hommes politiques. Dès le début des années 80, M. Lester Thurow évoque le parallélisme entre les deux pays. Il considère néanmoins que les atouts et la diversité de l'économie américaine sont tels que ces tendances peuvent être enrayeres ou retardées en « construisant une économie américaine de classe mondiale ». Cela implique une « mobilisation civile » sans précédent pour améliorer la qualité et la productivité. Et, selon l'économiste du MIT, cette mobilisation n'est possible que dans un contexte de plus grande justice (fairness) sociale. La presse des affaires se fait l'écho de ces craintes : « De nombreux observateurs », rappelle Alan Murray dans le *Wall Street Journal*, « discernent d'inquiétantes tendances à long terme au-delà des bonnes nouvelles à court terme. Ils perçoivent les signes d'une nation qui s'enfonce dans une forme de déclin à l'anglaise et qui risque de miner le leadership économique américain dans le monde (12) ».

L'Amérique est aujourd'hui traversée par un « sentiment croissant d'inquiétude » qui ressemble à celui qu'a connu la Grande-Bretagne édoisienne. Au tournant du siècle, le malaise avait engendré, outre-Manche, un vaste débat sur la façon d'enrayer le déclin national. Le monde des affaires, l'élite uni-

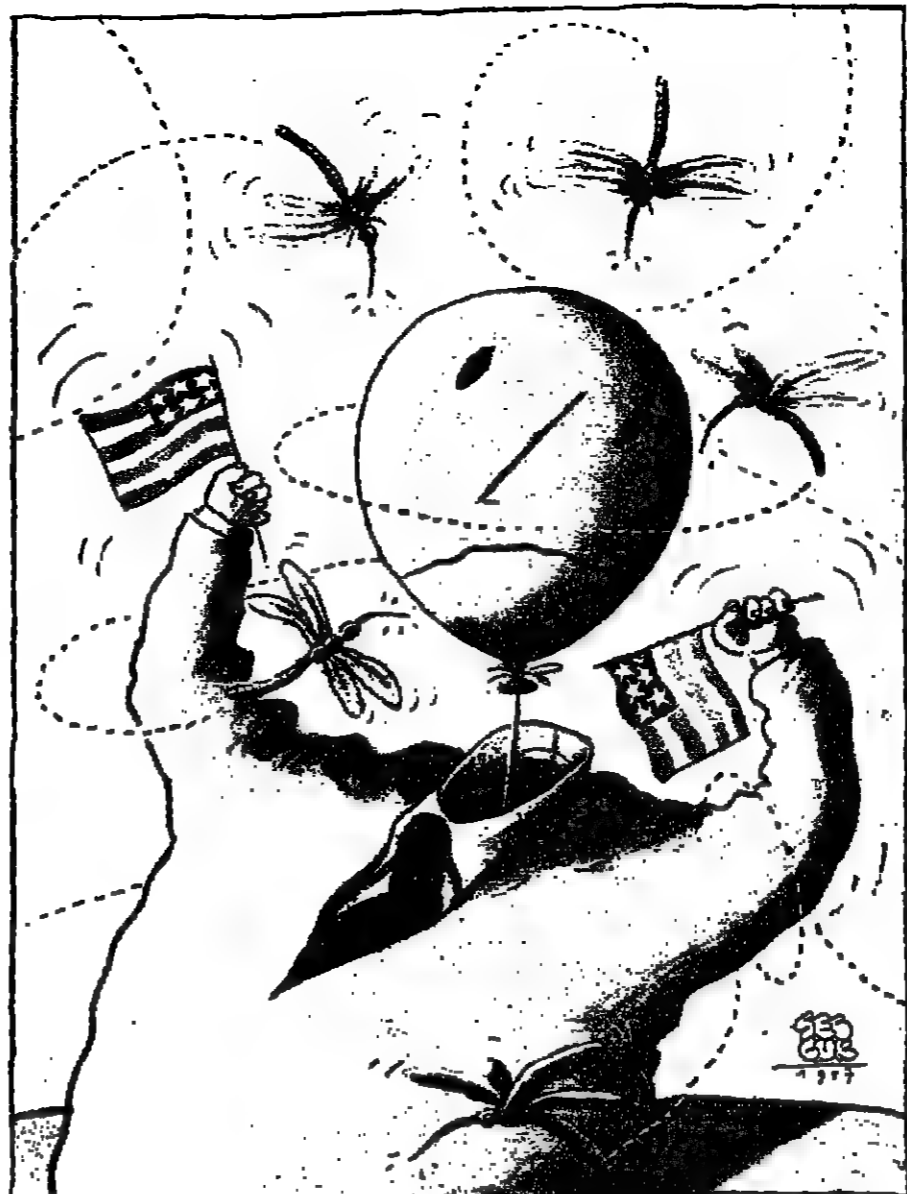
versitaire et la classe politique s'étaient concertés pour tenter de retrouver la compétitivité fléchissante. Soutenues par tous les secteurs politiques, les campagnes du « Mouvement pour l'efficacité nationale » devaient permettre de « réorganiser » et « renouveler » l'économie. Ces appels avaient débouché sur des réformes qui, ironiquement, allaient surtout confirmer le déclin. C'est un débat comparable qui se développe aux États-Unis depuis le milieu des années 80. Avec un numéro spécial consacré à « La réindustrialisation de l'Amérique » (13), *Business Week* lance le débat, qui est repris au cours de la campagne électorale de 1984 par M. Gary Hart et les « néolibéraux en quête d'un nouveau grand dessin (14) ». A l'horizon des années 90, le discours majoritaire risque d'être dominé par deux thèmes : « la nation est en danger » et « créons un nouveau consensus » (en remplacement de la défunte « coalition rooseveltienne »). Les réformes économiques et sociales qui vont sortir de cette prise de conscience suffiront-elles ?

Capacité militaire menacée

EN attendant, l'inquiétude grandit parmi les modérés, démocrates et républicains : les États-Unis seront-ils capables de maintenir leurs engagements dans le monde ? Une croissance économique faible est-elle compatible avec l'accélération des dépenses militaires ? Là encore, les Américains, que l'« exceptionnalisme » maintenait en marge de l'histoire, découvrent l'évolution des empires. La Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, Rome, ont toutes connu une époque où le coût des guerres extérieures et/ou du maintien de l'ordre impérial, même s'il reste constant en termes absolus, devient insupportable parce que la richesse relative de l'empire s'est contractée. Tel est bien le cas des États-Unis d'aujourd'hui. S'il est vrai que la part du PNB consacrée à la défense est aujourd'hui de 7 % contre 9 % sous le président Kennedy et 10 % sous l'administration Eisenhower, ce pourcentage est critique pour une nation qui a perdu, pendant cette même période, près de la moitié de ses

(1) Felix Rohatyn, « On the Brink », *The New York Review of Books*, 11 juin 1987.
(2) Paul Kennedy, « The Relative Decline of America », *The Atlantic Monthly*, août 1987.
(3) Lester Thurow, *The Zero-Sum Solution*, Basic Books, New York, 1985, à paraître aux éditions Economica, Paris, 1987.
(4) John K. Galbraith, « The 1929 Parallel », *The Atlantic Monthly*, janvier 1987.
(5) Paul Erdman, *The Panic of '89*, Doubleday, New York, 1987.
(6) Ravi Batra, *The Great Depression of 1990*, Simon & Schuster, New York, 1987.

(7) Installé dans le Vermont, le Bread & Puppet Theater s'est rendu célèbre, aux États-Unis et en Europe, par son théâtre politique populaire. C'est à coup de marionnettes géantes, trois ou quatre fois plus grandes que nature, que Peter Schuman, son créateur et directeur, révéla, dans les années 60, les horreurs de la guerre au Vietnam, puis les brutalités de la politique américaine en Amérique latine, et tout récemment le scandale de l'« Irangate ». Dans son dernier spectacle, marionnette bien sûr, le président Reagan fauché, non sans péripéties, un ballet de résistants — indiens ? alcazaristes ? — avant une rencontre fatale avec la mort.
(8) Leonard Silk, « Cautious View of Stock Exchange », *The New York Times*, 14 août 1987.
(9) Tim Matz, « Bull's Run, Stock's Five-Year Rise Has Shown Benefits Unevenly in Economy », *Wall Street Journal*, 10 août 1987.
(10) Claude Julien, « Débâcle. L'éthique balayée par l'esprit de cruauté », *Le Monde diplomatique*, janvier 1987. Voir également le dossier « Escalade de la guerre commerciale entre les États-Unis et leurs partenaires », *Le Monde diplomatique*, mars 1987 ; Michael T. Kline, « Les démocrates plus réaganiens que M. Reagan », *Le Monde diplomatique*, avril 1987.
(11) Felix Rohatyn, op. cit.
(12) Alan Murray, « US Economic Role May Face Long Decline », *Wall Street Journal*, 17 août 1987.
(13) « The Re-industrialization of America », *Business Week*, 30 juin 1980.
(14) Pierre Dommergues, « Les nouveaux libéraux américains en quête d'un grand dessin », *Le Monde diplomatique*, octobre 1985.



« Petits bo »

Les « petits bo » sont les petites entreprises américaines, les PME, qui sont en difficulté. Elles sont confrontées à une concurrence internationale accrue, à une dévaluation du dollar, et à une baisse de la demande intérieure. Elles sont donc confrontées à une situation difficile, et elles ont besoin de soutien gouvernemental.

Les « petits bo » sont les petites entreprises américaines, les PME, qui sont en difficulté. Elles sont confrontées à une concurrence internationale accrue, à une dévaluation du dollar, et à une baisse de la demande intérieure. Elles sont donc confrontées à une situation difficile, et elles ont besoin de soutien gouvernemental.

Les « petits bo » sont les petites entreprises américaines, les PME, qui sont en difficulté. Elles sont confrontées à une concurrence internationale accrue, à une dévaluation du dollar, et à une baisse de la demande intérieure. Elles sont donc confrontées à une situation difficile, et elles ont besoin de soutien gouvernemental.

« Jachète, donc je suis »

Les « jachètes » sont les entreprises américaines qui ne produisent rien, mais qui vendent des services. Elles sont confrontées à une concurrence internationale accrue, à une dévaluation du dollar, et à une baisse de la demande intérieure. Elles sont donc confrontées à une situation difficile, et elles ont besoin de soutien gouvernemental.

Les « jachètes » sont les entreprises américaines qui ne produisent rien, mais qui vendent des services. Elles sont confrontées à une concurrence internationale accrue, à une dévaluation du dollar, et à une baisse de la demande intérieure. Elles sont donc confrontées à une situation difficile, et elles ont besoin de soutien gouvernemental.

البيان

marchés mondiaux et qui doit faire face à des concurrents japonais et allemands nullement astreints aux mêmes obligations. C'est l'inquiétude que manifeste M. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, lorsqu'il admet que « nous ne pouvons pas nous offrir le luxe d'acheter tout ce que nous permettrait de tenir nos engagements avec 100 % de certitude » (15).

Spectre du déficit. Spectre de l'histoire. Spectre de l'indépendance menacée. En 1986, près de la moitié du déficit du budget fédéral est financée par des emprunts étrangers, en particulier japonais. « Pour la première fois dans notre histoire, remarque M. Felix Rohatyn, nous dépendons de capitaux étrangers pour financer les opérations au jour le jour ».

« Petits boulots » et polarisation sociale

Au cours des cinq dernières années, plus de 13 millions d'emplois ont été créés. Ce chiffre est supérieur aux 10,8 millions de postes de travail (le plus souvent industriels) supprimés à la suite de fermetures d'usines et de restructurations. Le chômage a ainsi fléchi de 3,8 points. Pourtant, le rapport (17) que MM. Barry Bluestone et Bennett Harrison, professeurs d'économie, respectivement à l'université de Boston et au MIT, ont établi pour le Congrès, en décembre 1986, confirme les craintes de nombreux experts sur la nature des emplois gagnés et leur impact sur la structure sociale.

Créés essentiellement dans les services, les nouveaux emplois sont — à la différence des postes industriels perdus — souvent précaires, fréquemment à temps partiel et faiblement rémunérés. Les salariés sont rarement syndiqués. Surtout, ils ne bénéficient pas, pour la plupart, des avantages sociaux (fringe benefits) traditionnellement négociés dans le cadre de conventions collectives, ce qui constitue un sérieux handicap dans un pays qui n'a pas — à ce jour — adopté les systèmes européens de protection sociale. Ces nouveaux emplois contribuent donc à accroître le nombre d'employés à bas salaire (les *working poor*), à creuser le différentiel de revenus (déjà le plus élevé des pays industrialisés) entre riches et pauvres, et à accélérer la tendance à la dégradation du niveau de vie de la classe moyenne américaine. Cette prolifération de « petits boulots » engendrée par « la grande machine américaine à fabriquer des emplois » (« the great American job machine ») provoque des effets pervers à moyen et long terme qu'il sera difficile de corriger. Elle renforce la tendance au déclin de la classe moyenne (supérieure ou inférieure) qui est le fondement même du système américain. Elle accroît la polarisation sociale provoquée par la récession. Ce ne sont plus seulement les Noirs, les Hispaniques, les femmes, les jeunes et autres « minorités » qui sont frappées par cette « révolution » du marché du travail, mais la majorité des Américains blancs, l'armée des travailleurs modestes qui constituent l'Amérique profonde. Le fragile équilibre social est menacé.

Quelques chiffres permettent de mesurer l'ampleur des dégâts. Dans les années 70, sur cinq emplois créés, un seul était rémunéré au-dessous de la barre des 7 000 dollars; dans les années 80, six emplois nouveaux sur dix entrent dans cette catégorie. Autre déclinant, le déplacement massif des salariés individuels par rapport au salaire moyen : entre 1978 et 1984, le nombre des salariés qui touchaient un salaire égal ou supérieur au salaire moyen a diminué de 1,8 million, et le nombre de salariés gagnant moins que le salaire moyen a augmenté de 8,9 millions. Si rien n'est fait pour rectifier la qualité des emplois créés, la situation risque d'empirer. En effet, selon les prévisions du bureau des statistiques du travail, ce sont les services qui vont assurer, entre 1984 et 1989, une fraction importante des nouveaux emplois. Une croissance globale de 15 % est prévue : - 7 % dans l'agriculture, + 7 % dans la fonction publique, + 7 % dans les industries traditionnelles, + 30 % dans les services. En ce qui concerne ces derniers postes, les experts gouvernementaux prévoient la répartition suivante : + 87 % dans les services d'affaires, + 45 % dans les services professionnels, + 13 % dans le commerce de détail, + 21 % dans la restauration (18).

« J'achète, donc je suis »

Si l'est une leçon que les hommes politiques américains sont en train de méditer, c'est que la création de nouveaux emplois, dans n'importe quelle condition, peut être source de conséquences pour l'avenir de la nation. Surtout dans un contexte — qui n'est pas près d'être modifié — où le niveau de vie va continuer à baisser. Après avoir rappelé que les salaires réels des travailleurs américains ont fortement régressé depuis le début des années 70 (une chute de 14 % en dollars constants entre 1972 et 1986), Kenneth Bacon précise que « les efforts pour réduire le déficit commercial de la nation vont encore accroître la pression sur le niveau de vie américain ». La réduction des salaires, poursuit l'éditorialiste économique du *Wall Street Journal*, fait partie du réajustement que doivent mener les États-Unis pour améliorer leur compétitivité face aux Japonais et aux pays asiatiques à bas salaires. Ce réajustement est loin d'être terminé. L'économie américaine est en grave déséquilibre : elle consomme plus qu'elle ne produit; elle investit (irproductivement) plus qu'elle n'épargne; et elle emprunte à l'étranger pour boucher les trous (19).

Cependant, la vente au détail progresse, et l'engouement pour le « shopping » prend des formes quasiment psychotiques qui surprennent les psychologues, les sociologues et même les experts en marketing (20). Une enquête menée par M. John Robinson, professeur de sociologie à l'université du Maryland, montre que le passe-temps favori des Américains est, après la télévision, le temps consacré à faire des courses dans les magasins (boutiques locales, supermarchés, centres commerciaux). Les adultes (femmes et hommes) consacrent une moyenne de six heures hebdomadaires à ce sport. A titre de comparaison, ils consacrent moins de dix minutes au golf et quarante minutes à jouer avec leurs enfants. « Le shopping est une drogue », affirme l'un des hommes interrogés. Cela vous fait planer un moment. » On voit apparaître des autocollants tels que « J'achète, donc je suis » ou encore « Né pour faire du shopping ». Les Américains des deux sexes, de toutes les classes et de tous les âges sont touchés, semble-t-il, par cette épidémie nouvelle qui contribue à réduire encore la tendance à l'épargne, à accroître l'endettement des ménages (la moitié des personnes interrogées considèrent qu'elles n'achèteraient pas aussi facilement si elles n'avaient pas de cartes de crédit) et à creuser le déficit commercial (par leur exotisme et leur plus faible coût, les produits importés sont plus souvent l'objet d'achats impulsifs). Comme la Bourse, le commerce de détail continue à prospérer. Mais les observateurs plus lucides s'inquiètent : l'inflation a repris (une moyenne de 5 % sur les six premiers mois de 1987), les salaires poursuivent leur mouvement de contrac-

de notre gouvernement. D'un point de vue financier, nous sommes en train de devenir un pays colonisé (16). Chaque année, une fraction plus importante de biens de consommation est fabriquée hors du territoire national. Les investissements étrangers — surtout japonais — se substituent ou s'associent aux investissements nationaux, y compris dans des secteurs critiques de haute technologie. Dans le domaine de l'immobilier, les Japonais achètent, hors de prix, des immeubles de bureaux à Boston, New York, Detroit. Au début des années 80, les Américains craignaient la concurrence d'un Japon exportateur de produits moins coûteux et de meilleure qualité. Ils redoutent aujourd'hui que — grâce aux

tion et les prévisions de consommation à moyen terme sont moroses (21).

C'est dans des États peu développés — comme le Vermont — que les contradictions sont les plus visibles et que la nouvelle polarisation sociale est la plus dramatique. Les rédacteurs du *Sunday Times* Argus, l'un des quotidiens régionaux, ne s'y trompent pas lorsqu'ils consacrent une série d'articles, à la « une » de leur supplément du dimanche, au thème « Des vaches maigres en période d'abondance » (22). Malgré le faible taux de chômage, de nombreux travailleurs dans le Vermont ne peuvent trouver de logement adéquat, ni se nourrir, ni payer leurs frais médicaux. Dans cette enquête menée sur le terrain, les raisons sont parfaitement identifiées par les intéressés eux-mêmes : « Le salaire horaire minimum garanti n'a pas suivi le coût de la vie »; « le nombre des emplois industriels s'est rétréci »; « les nouveaux emplois créés dans les services procurent un salaire inférieur à la moyenne des salaires de l'État ». De plus, l'afflux de nouveaux venus aisés (en provenance de Boston ou de New York) en quête d'une résidence principale ou secondaire a provoqué une flambée des prix fonciers et immobiliers. M. Terry Howard a commencé à gagner sa vie, dès l'âge de huit ans, en aidant son père à couper du bois. Vingt ans plus tard, il travaille toujours — et il est toujours pauvre. Howard et sa femme Mariene ont quatre enfants. Ils cherchent à se loger. Les appartements sont rares. A 4,5 dollars de l'heure, le mari gagne 750 dollars par mois — alors qu'il faut en moyenne 500 dollars pour un logement. M^{me} Veronica Celani, commissaire local aux services sociaux, constate, elle aussi, que « l'écart entre les très riches et les très pauvres se creuse dans l'État. Le risque est grand de voir disparaître la classe moyenne ».

« Vaches maigres en période d'abondance »

Les conditions de vie des travailleurs de Detroit doivent sembler paradisiaques aux Vermontois. Pourtant, c'est un schéma comparable qui se met en place dans les grands centres industriels. Contraction des emplois, réduction des salaires, taux de chômage supérieur à la moyenne nationale. Dans les négociations menées entre la direction des trois grands constructeurs et le syndicat de l'automobile au cours de l'été et de l'automne 1987, les propositions patronales sont les suivantes : à la place d'une augmentation annuelle des salaires, l'octroi de « primes globales » (*lump-sum payments*) non indexées et liées à la productivité et à la qualité; un taux de prime inférieur pour ceux qui produisent des pièces détachées par rapport à ceux qui travaillent dans les usines d'assemblage; un lien plus étroit entre la sécurité d'emploi et une nouvelle organisation du travail; l'offre de la garantie d'emploi pour certains salariés, mais pas pour la totalité, ainsi que la demande le syndicat.

Les structures et les hommes mis en place par la récession sont toujours présents : il faudra des années, par exemple, pour qu'une agence telle que OSHA (Office of Occupational Safety and Health Administration) chargée d'inspecter les conditions de sécurité dans le travail et surtout de les faire appliquer, retrouve sa vigueur des années 60. Les inspecteurs sont moins nombreux; ils passent plus de temps à étudier les dossiers qu'à enquêter sur le terrain; par suite, l'amélioration des conditions de travail stagne (23). Mais sur le plan idéologique, les changements sont plus rapides et les modes vont bon train : en son temps, le *Wall Street Journal* avait fortement contribué à la diffusion de la théorie de l'offre. Aujourd'hui, M. Alan Murray, l'éditorialiste de ce même journal, constate non seulement l'échec de ses thèses, mais la dégringolade dans laquelle sont tombés ses fondateurs, même auprès du président, et la défection de leurs plus chauds partisans — tel que M. Laffer, l'inventeur de la courbe qui porte son nom, et qui, aujourd'hui, préfère soutenir M. George Bush (hier encore considéré comme un traître à la cause du conservatisme), plu-

usines, toujours plus nombreuses, que les Japonais implantent sur le territoire américain, grâce, aussi, aux joint-ventures, qui généralement offrent d'abord au plus puissant — le Japon ne colonise l'Amérique de l'intérieur. Le traditionnel processus d'américanisation est menacé. Hier encore, c'était l'étranger qui s'américanisait. On observe aujourd'hui un début de « nipponisation » de l'Amérique, non pas sur le plan relativement anodin de l'adoption, par exemple, d'habitudes culinaires ou musicales, mais sur celui d'une transformation radicale des modes de gestion (le *just in time*), des processus de production, ou même des relations commerciales, par exemple entre donneurs d'ordres et sous-traitants.

tôt que le représentant Robert Kemp (un « pur et dur » de l'ultra-libéralisme). Toujours est-il qu'aucun républicain — parmi les candidats sérieux à la présidence — ne veut être associé, même de loin, à l'idéologie ultra-conservatrice, hier encore dominante (24).

C'est en 1978 que s'amorce le grand virage conservateur aux États-Unis. Onze ans après le début de la « révolution conservatrice », peut-on parler d'un nouveau mouvement de pendule en faveur des forces progressistes ? Certaines conditions sont réunies : les classes moyennes ne vont pas éternellement supporter un mode de répartition chaque jour plus inégal, et une rigueur pourtant nécessaire à une reprise durable de l'économie. Par ailleurs, chacun est aujourd'hui convaincu que seule la mobilisation de l'intelligence — au sens large du terme, — accompagnée d'un puissant investissement en ressources humaines et d'un système socio-organisationnel fondé sur la participation, la coopération et le partenariat, permettra à la société de demain de redevenir compétitive.

C'est dans le cadre de ce nouvel état d'esprit que des réformes risquent d'être adoptées ou au moins largement discutées dans les mois à venir. Deux axes — qui préoccupent particulièrement les Américains — devraient attirer l'attention des législateurs : d'une part, l'amélioration de la protection sociale et de la politique familiale; d'autre part, les conditions de travail des salariés. Plusieurs indices laissent pressager une telle évolution progressiste, non dépourvue d'arrière-pensées électorales.

Dans le Massachusetts, dont le gouverneur, M. Dukakis, appartient au Parti démocrate, il est de plus en plus sérieusement question d'adopter un programme de sécurité sociale qui couvrirait l'ensemble des habitants de l'État. Aujourd'hui, plus d'un sur neuf (exactement 860 000 sur une population totale de 5,8 millions) n'est pas assuré. Les soins éventuellement reçus à l'hôpital sont financés par une imposition prélevée sur les factures des assurés, ce qui n'est ni logique, ni efficace, ni apprécié par les assurés et les assurés. Les deux tiers des non-assurés sont des salariés ou dépendent de salariés. Les différents projets prévoient que les employeurs devront assurer eux-mêmes leurs salariés ou payer une taxe spéciale d'un montant égal à l'assurance. L'État ne prendrait en charge que l'assurance des non-salariés. « Les travailleurs et leurs familles », déclare le sénateur Edward Kennedy, ne devraient pas être contraints de jouer à la roulette russe avec leur santé parce que leurs employeurs ne les assurent pas et qu'ils ne peuvent se payer une assurance privée ».

Signe d'un pragmatisme post-réagérien, on ne touchera à rien de ce qui fonctionne correctement : les entreprises qui assurent déjà leurs employés et les individus qui valent courir des assurances individuelles privées continueront sur leur lancée. Plusieurs régimes sociaux pourront coexister. Apeurusement, un vaste consensus s'est constitué en quelques mois autour d'un projet que le gouverneur Dukakis pourrait étendre au plan national s'il était élu à la présidence des États-Unis. La plupart des partenaires ont, en effet, un intérêt objectif à soutenir ce projet : les professionnels de la santé voient arriver une nouvelle clientèle; les industriels (assez nombreux dans l'État) qui assurent déjà leurs employés seront déchargés de lourdes dépenses par rapport à leurs concurrents qui ne font pas l'économie. Quant à l'État, il a le beau rôle : il fait glisser le plus gros des coûts sur les employeurs à un moment où la frugalité étatique est toujours appréciée. Il espère profiter de son crédit pour ordonner un rapport de forces en sa faveur lors des négociations qu'il mènera, avec les professionnels, sur les coûts de santé. L'opération est d'autant plus facile à réaliser que le taux de chômage au Massachusetts est sensiblement inférieur à la moyenne nationale (25).

A Washington, l'évolution est si spectaculaire que le *New York Times* n'hésite pas à écrire : « Les démocrates ont enfin réussi à faire passer des réformes sociales : soit enfin arrivé le Congrès est porté par une vague de projets d'expansion de l'État-providence (26). » Il est vrai que le sénateur Kennedy, réputé pour ses idées progressistes et son

sens politique, a préféré prendre la présidence de la commission sénatoriale du travail et des ressources humaines plutôt que celle, pourtant beaucoup plus prestigieuse, de la commission de la justice. Le sénateur est un des piliers du projet de sécurité sociale proposé par l'État du Massachusetts. Sur le plan national, il rappelle que 37 millions de travailleurs américains n'ont pas de couverture sociale et que leur nombre s'accroît sous la pression de la fameuse « machine américaine à fabriquer des emplois ». Les milieux d'affaires éclairés sont plutôt favorables à cette évolution, perçue comme un moment dans le nouveau mouvement de pendule qui s'amorce. « Il y a un besoin longtemps refoulé de voter des lois [sociales], déclare M. Frank P. Doyle, vice-président de General Electric. Un flot de lois nouvelles commencent à déferler. C'est une étape normale dans le cycle de la pensée sociale par laquelle l'Amérique passe régulièrement (27). »

Les projets qui ont une chance d'être adoptés lors de la prochaine session parlementaire paraissent désirables à bien des Européens. Ils constituent néanmoins un tournant dans l'histoire sociale de l'Amérique des années 80 et peut-être aussi dans la remise en question de l'ultra-libéralisme qui n'a pas fini de régner en Europe. Quelles sont les principales mesures envisagées ? Obligation d'un préavis d'au moins soixante jours en cas de fermeture d'usine ou de licenciement massif; obligation d'informer les travailleurs actuels et anciens des risques pour leur santé pendant leur travail; accroissement du salaire horaire minimum de 3,35 dollars à 4,65 dollars; possibilité d'un congé de maternité (ou de paternité) sans salaire d'un maximum de dix-huit semaines en cas de naissance ou d'adoption; interdiction pour les entreprises de travaux publics où le syndicat est reconnu de créer des succursales où il n'est pas représenté. Autant de projets modestes, mais présentés par leurs auteurs comme des réformes sociales pures, proposées au moment même où des pays comme la Grande-Bretagne et la France ont enfin choisi les voies de la logique conservatrice. Toutes les précautions sont pourtant prises pour ne pas s'inscrire trop visiblement contre l'ancienne idéologie. Ainsi le congé de maternité est-il présenté comme un maillon d'une politique de protection de la famille. Ainsi encore, les assistants du sénateur Kennedy insistent-ils sur le fait que « la législation proposée concerne les droits de l'ensemble des travailleurs » et qu'il ne s'agit pas d'une « réforme de la législation sur les syndicats (28) ».

Sans crier victoire, les syndicats, qui sont au plus bas (environ 15 % de syndiqués, contre 26 % dans les années 50), reprennent courage. N'ont-ils pas, de surcroît, gagné quelques petites batailles au cours des derniers mois : en septembre 1986, les aiguilleurs du ciel reconstituent le syndicat que le président Reagan avait « décapité » à la suite de la grève de 1981; en juin 1987, la Cour suprême confirme que, à la suite d'un rachat, les nouveaux propriétaires devront négocier avec les syndicats représentant les anciens employés.

Ces réformes un peu symboliques signifient, néanmoins, que les pratiques conservatrices qui ont dominé les dernières années ont échoué et que des stratégies mieux adaptées aux réalités nationales et internationales doivent être réinventées. Deux leçons se dégagent : la première, c'est que le social ne peut pas éternellement être mis à la ramorque de l'économie et que ces deux dimensions sont en fait indissociables. La seconde, c'est que les années à venir vont sans doute s'inscrire sous le signe de la coopération, de l'alliance, du partenariat — aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan mondial. Partenariat social, mais aussi partenariat interentreprises, interindustries, interrégions. Coopération sur le plan de la recherche, mais aussi de la conception, de la production et de la commercialisation. Un tel système ne peut fonctionner qu'entre des partenaires (raisonnablement égaux). Mais l'histoire nous montre à quel point il est difficile d'obtenir, pour chacun des participants, la réciprocité des droits et des devoirs.

PIERRE DOMINIQUE

- (15) Cité dans l'article de Paul Kennedy, op. cit.
- (16) Felix Rohatyn, op. cit.
- (17) Barry Bluestone et Bennett Harrison, « Rapport au Congrès sur l'emploi », décembre 1986. Voir également « États-Unis : un rapport sur la création d'emplois. Les petits salaires ont connu une expansion disproportionnée », *le Monde*, 28 août 1987.
- (18) Cité dans *Employing Human Capital to Achieve Priority Economic Development Objectives*, rapport établi par la National Alliance for Business, Washington DC, décembre 1986.
- (19) Kenneth Bacon, « Future Pressures on Living Standards », *Wall Street Journal*, 3 août 1987.
- (20) Betty Morris, « Big Spenders. As a Favorable Pastime, Shopping Ranks High with Most Americans », *Wall Street Journal*, 10 août 1987.
- (21) Alfred Malin Jr., « The Consumer's Role : Large and Worrisome », *Wall Street Journal*, 10 août 1987.
- (22) John Dillon, « Hard Times in a Boom Economy », *The Sunday Times*, 9, 14 et 21 août 1987.
- (23) William Glaberson, « Is OSHA Falling Down on the Job ? », *New York Times*, 2 août 1987.
- (24) Alan Murray, « Downward Curve, Supply-Siders Suffer », *Decline in Demand for their Policy Ideas*, Big Burden : Federal Deficits », *Wall Street Journal*, 18 août 1987.
- (25) Matthew Wald, « Massachusetts Weighs Plans for Health Insurance for All », *New York Times*, 21 août 1987.
- (26) Robert Post, « Congress Awaken with Ideas to Expand the Welfare State », *New York Times*, 2 août 1987.
- (27) Ann Hagedorn, « Congress Takes up Labor's Cause », *New York Times*, 23 août 1987.
- (28) Ibid.

Restructurer la politique étrangère

An moment où Washington envisage de nouveaux impôts pour réduire le déficit budgétaire du gouvernement fédéral et de nouvelles lois protectionnistes pour combler le déficit du commerce extérieur, un rapport publié par le World Policy Institute, un centre de recherche new-yorkais sur les politiques mondiales (1), montre que ces problèmes ne peuvent être résolus sans réinjecter dans l'économie américaine une partie des ressources actuellement mobilisées par le secteur militaire. Selon les rapporteurs, au moins 1 milliard de dollars militaires doivent être transférés, au cours de la prochaine décennie, en direction d'investissements productifs civils si l'Amérique veut enrayer son déclin.

L'Amérique de l'après-réagérisme est à un carrefour : elle va-t-elle réussir à dominer les contours d'un nouveau rôle mondial compatible avec ses besoins économiques, ou va-t-elle poursuivre une politique d'expansion militaire aux dépens de son niveau de vie et de son influence dans le monde ? Est-elle prête à mettre entre parenthèses quarante années de confrontation Est-Ouest, ou va-t-elle continuer à mener une politique étrangère principalement centrée sur la menace soviétique ?

P.D.

- (1) Archibald Gilles, Jeff Faux, Jerry Sanders, Sherie Schwenniger et Paul Walker, *Post-Reagan America*, World Policy Institute, New-York, 1987.

D'un krach à l'autre

Un demi-siècle après le krach de Wall Street en octobre 1929, le spectre de la Grande Crise est loin d'être exorcisé. Les ressemblances sont plus frappantes que les différences : 1929/1930 : inflation, chômage, intérêts élevés; 1929/1930 : réduction d'impôts en faveur des plus riches; 1929/1930 : baisse de l'inflation et des taux d'intérêt accompagnée de la flambée de la Bourse; 1929/1930 : réduction du chômage et poursuite de la réduction de la Bourse; 1929/1930 : baisse de l'inflation et des taux d'intérêt parallèlement à une Bourse qui persiste dans la hausse; 1929/1930 : nouvelle baisse du chômage, nouvelle hausse de la Bourse, nombreuses faillites bancaires; 1929/1930 : nouveaux records boursiers, légère baisse du chômage, nouvelle baisse des impôts pour les faibles et relèvement pour les entreprises, baisse des prix de l'énergie, etc.

L'Amérique en crise. Roosevelt et le New Deal (1) tombe à point nommé. Au moment où les méthodes keynésiennes se font plus recettées et où l'ultra-libéralisme réagérien a montré son impuissance, l'étude de Denise Artand est une magistrale prise en perspective d'un moment historique à la fois unique et cyclique. Au-delà d'une synthèse étonnamment nuancée des interprétations souvent contradictoires de la crise de 1929, l'auteur analyse les termes d'un débat qui préoccupe et divise le monde politique — aujourd'hui comme hier, aux États-Unis comme en France, — à savoir le rôle de l'État dans une économie en croissance ou en crise.

P.D.

- (1) Denise Artand, *L'Amérique en crise. Roosevelt et le New Deal*, Armand Colin, Paris, 1987.

PRODUITS DU TERROIR

VINS FINS D'ALSACE médiocrité :
Ch. SCHLERET,
propriétaire-viticulteur à
F 68230 TURCKHEIM

STERN GRAVEUR

depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers de haute qualité
le prestige de la gravure
Atelier : 47, Passage des Panoramas
PARIS 2^e Tél. 42.36.94-48-45.08.86.45

ECONOMICA - 48. T. MEXICANA

SPÉCULATIONS FINANCIÈRES, RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE

déflationniste

l'égard des politiques restrictives des autorités monétaires de tutelle.

La montée des cours en Bourse, si elle permet la constitution de fortunes individuelles à caractère purement spéculatif, n'a aucun rapport avec un accroissement de la richesse collective. L'écart croissant entre la « prospérité » financière et le retard de l'investissement productif, la déconnexion entre l'évaluation financière des actifs et leur valeur économique réelle (qui dépend des résultats de l'activité productive)

accroissent les risques d'une crise financière globale dont il ne sera peut-être pas possible de différer indéfiniment les échéances (3). En témoignent la sensibilité du marché des titres aux moindres variations des taux d'intérêt, voire à leur anticipation. Mais cette fragilité limite à son tour la capacité des autorités monétaires à abaisser ou à relever ces mêmes taux : la stabilité de l'épargne financière implique le maintien de taux réels positifs, et cela malgré leur caractère ouvertement déflationniste.

Jusqu'en janvier 1985, le déficit public américain, grâce à une politique monétaire relativement restrictive, assurant des taux d'intérêt plus élevés que dans le reste du monde, était comblé par un afflux de capitaux étrangers. L'appréciation du billet vert par rapport aux autres monnaies était à la fois la conséquence de cette situation et la condition de sa pérennité. Un niveau élevé de la demande et d'importantes difficultés pour l'industrie américaine caractérisaient ce contexte.

Le déficit extérieur, c'est-à-dire l'excédent de la demande sur l'offre intérieure, se répartissait de manière différenciée sur le reste du monde :

— il autorisait un excédent commercial des pays du tiers-monde, dont certains (pour l'essentiel huit des seize pays les plus endettés) se transformaient en exportateurs nets de capitaux. Ce système garantissait le non-provisionnement des profits réalisés par les banques américaines sur leurs débiteurs des pays en voie de développement ;

— il permettait au Japon un développement hypertrophié de ses branches d'activité exportatrices, son excédent compensant le déficit américain ;

— enfin, l'Europe, qui — à l'exception de la RFA — n'a pas profité de la redistribution des parts du marché américain, fournissait aux États-Unis les capitaux dont ils avaient besoin. Les entreprises s'implantaient outre-Atlantique et multipliaient les investissements de délocalisation, accentuant le processus déflationniste sur le Vieux Continent. Dans le cas français, une telle stratégie des entreprises, privées et publiques, fut expressément encouragée par les pouvoirs publics.

A partir de février 1985, l'inversion de tendance et la baisse du dollar par rapport aux autres monnaies, et particulièrement au yen, visent à relancer l'activité industrielle américaine. Mais la dépréciation du billet vert accroît automatiquement le déficit des États-Unis sans aucune perspective d'amélioration, au moins à court terme ; le pays devient, pour la première fois depuis 1914, débiteur net sur le plan

international. L'allègement du fardeau de la dette exigera, tôt ou tard, des mesures drastiques.

La réévaluation du yen face au dollar et la remontée du courant protectionniste à Washington mettent en difficulté le Japon qui ne maintient son excédent commercial que grâce à une réorientation de ses exportations, notamment des biens de consommation durables, vers la CEE. Ces nouveaux flux de marchandises font concurrence aux entreprises européennes sur leur propre marché et ravivent là aussi les tendances protectionnistes, telles que la multiplication des contingents et des accords d'antidumping.

Cette tendance à la fermeture, tant aux États-Unis qu'en Europe, et la relative imperméabilité du marché japonais provoquent une récession du commerce mondial et un fractionnement de l'activité, créant en particulier aux firmes transnationales, des problèmes d'une ampleur sans précédent.

A l'exception des tenants de scénarios catastrophes qui prédisent une aggravation inéluctable de la crise, la quasi-totalité des spécialistes s'accordent sur la nécessité d'une coordination des politiques nationales, seule susceptible de faire face aux contradictions engendrées par le système des changes flexibles. Mais à quel niveau situer cette « coordination » ? Un fossé sépare, en effet, un simple engagement à suivre des « indicateurs fondamentaux » d'un accord politique international impliquant la mise en œuvre de mesures nationales interdépendantes. Un tel engagement global reviendrait, en dernière instance, à faire peser sur les partenaires de Washington la charge de l'ajustement américain : relance au Japon et en Europe, avec réduction simultanée du déficit budgétaire des États-Unis assortie d'une nouvelle baisse du dollar, ouvrant la voie à une stabilisation des taux de change. On comprend dès lors que, sur le Vieux Continent et à Tokyo, on préfère s'en tenir à une coordination minimale qui, pourtant, entretient des incertitudes de nature à empoisonner les relations internationales.

relation privilégiée dollar-mark, et créent sur le Vieux Continent des remous dont l'origine et l'ampleur n'ont rien à voir avec les rapports inter-européens. Face à toute variation du dollar par rapport au mark, les règles de fonctionnement du SME amènent les partenaires de l'Allemagne fédérale à assurer la stabilité des changes par la manipulation des taux d'intérêt. Ainsi la dépréciation du billet vert, s'ajoutant à l'ampleur des déficits américains, renforce les pressions sur le mark — en raison du report des capitaux sur cette devise — et interdit aux pays de la Communauté européenne, s'ils veulent maîtriser les mouvements de capitaux et garantir la stabilité de leurs monnaies, une quelconque baisse des taux d'intérêt. Le maintien de taux élevés à Washington, s'il soulage le mark, favorise la volatilité des capitaux et limite les capacités des autorités monétaires de Bonn à conduire une politique autonome. Relais forcé entre les États-Unis et le reste de l'Europe, l'Allemagne fédérale répète ainsi sur ses partenaires les contraintes qui lui sont imposées outre-Atlantique.

Troisième origine des encheînements déflationnistes : la dette du tiers-monde et sa gestion par l'ensemble des créanciers. L'effritement des recettes d'exportation des pays en voie de développement, qui bloque toute possibilité de remboursement, se conjugue avec un effondrement des nouveaux crédits consentis depuis 1982. En son temps, le rapport Brandt (4) avait mis en évidence le caractère interdépendant des éléments de la crise, et démontré la nécessité d'une relance concertée et mondiale, seule solution pour faire échec à la récession. En dépit des mises en garde répétées de la CNUCED et, plus récemment, de la Banque des règlements internationaux (BRI), les recommandations du rapport Brandt sont restées lettre morte. Comble du paradoxe, c'est le tiers-monde qui est devenu exportateur net de capitaux, non seulement à l'égard de ses créanciers publics et privés nationaux, mais aussi du FMI.

Au cours de la décennie 70, la concurrence entre les banques s'était traduite par un accroissement vertigineux des engagements sur le tiers-monde, et donc par l'envolée des bilans bancaires. Les années 80 sont marquées par la stabilisation puis par le « nettoyage » des bilans (donc le recul des engagements nets cumulés), par la course au provisionnement des bénéfices réalisés ailleurs, et par la revente des créances les moins douteuses. Cette nouvelle stratégie assèche les crédits nouveaux et accentue le recul des débouchés commerciaux des pays industrialisés dans le reste du monde. Elle affaiblit la position financière des pays en voie de développement et leur capacité économique à l'assainir.

Identifier les tensions et les forces déflationnistes, analyser leur encheînement récessif, ne revient pas à dire que la déflation est déjà dominante. Des forces contraires existent, même si certains observateurs soulignent que la simultanéité du gonflement des marchés financiers et de l'effondrement des prix des matières premières rappelle étrangement la situation qui a précédé la grande panique de 1929. Pour contre-balancer un tel comportement autodestructeur à l'échelle mondiale, il faudrait utiliser toutes les capacités de régulation, et en premier lieu la puissance publique. Y viendra-t-on, alors que la tentation déflationniste, alimentée par les déséquilibres de la croissance, paraît irrésistible ?

GÉRARD DE BERNIS
et JACQUES LÉONARD.

(3) Voir Frédéric F. Clairmonte, « Frontière spéculative... jusqu'à quel point de rupture ? » le Monde diplomatique, mars 1987.
(4) Willy Brandt (sous la direction de), North-South: A Program for Survival, MIT Press, Cambridge (Massachusetts), 1980.

Calendrier des fêtes nationales

1 ^{er} -31 octobre	
1 ^{re} CHINE	Prod. de la République
1 ^{er} CHYPRE	Fête nationale
1 ^{er} NIGERIA	Fête de l'indépendance
3 REP. DE COREE	Fête nationale
4 LESOTHO	Fête nationale
7 REP. DEM. ALLEMAGNE	Prod. de la République
9 OUGANDA	Fête nationale
12 ESPAGNE	Fête nationale
14 REP. DEM. POP. YEMEN	Fête de la révolution
21 SOMALIE	Fête nationale
24 ZAMBIE	Fête de l'indépendance
26 AUTRICHE	Fête nationale
29 TURQUIE	Prod. de la République

A l'articulation du national et de l'international

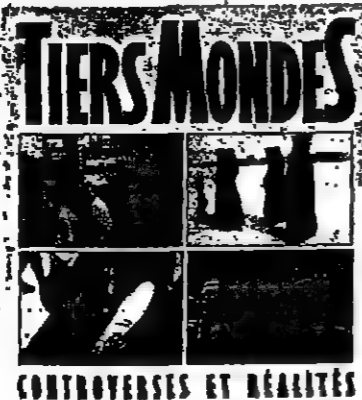
MISES en œuvre par la plupart des grands pays industriels, ces politiques développent de nouveaux effets à l'articulation du national et de l'international, en particulier à travers les taux de change.

Pour pallier les difficultés du système de Bretton-Woods (voir l'encadré page 22) à la fin des années 60, beaucoup d'économistes préconisaient un système de changes flexibles, favorable, selon eux, à la stabilité des taux de change et à l'autonomisation des politiques nationales. Or, une fois de plus, la théorie a dû reconnaître son échec. Les taux de change, volatiles, se sont révélés imprévisibles aussi bien dans leurs tendances longues — qui anticipent le retournement des cours du dollar et le moment où il s'est produit — que dans leurs fluctuations à court terme. Et, progressivement, les politiques économiques nationales ont perdu toute autonomie sans pour autant que la coopération entre les grandes puissances prouve son efficacité.

Cette incertitude sur les cours des monnaies accentue, de deux manières, les tendances déflationnistes. D'abord, elle rend aléatoires les anticipations des entreprises sur leurs prix et leurs coûts, et elle interdit toute prévision concernant les profits ; elle incite donc à placer les capitaux sur les marchés financiers. Le pari, déjà risqué, de l'investissement productif devient encore plus incertain avec l'entrée en lice de variables nouvelles et incontrôlables. Seules, sans doute, les industries domestiques au sens strict — qui n'exportent ni n'importent — se trouvent à l'abri de ces aléas monétaires. La part croissante prise par la rationali-

sation dans l'investissement productif, si elle s'explique par l'exacerbation de la concurrence — ouverture des frontières — au moment précis où la technologie connaît de profonds bouleversements, tient aussi à ces incertitudes. La rationalisation constitue un moyen privilégié de réduire les risques en diminuant non seulement les coûts mais aussi les capacités de production. Ce qui limite d'autant les effets d'expansion découlant normalement d'un investissement productif, surtout si l'équipement nouveau est importé.

D'autre part, les fluctuations à court ou très court terme des taux de change, même si elles ne sont pas incompatibles avec des tendances longues — par exemple, l'appréciation du mark par rapport au franc, — ne dépendent pas toujours de l'évolution des structures productives, ce qui les rend bien aléatoires. Le dollar représente un cas extrême mais particulièrement dangereux. Surtout lorsqu'elles sont anticipées comme durables, les tendances longues engendrent des phénomènes structurels de protection ou d'adaptation ; et leur rupture inopinée provoque des déséquilibres qui se répètent d'un bout à l'autre de la planète.



CONTRAVERSES ET REALITES

Enfin, un ouvrage de synthèse sur les réussites et les difficultés du développement !

528 pages, 20 cartes, tableaux, données
Ed. Economica-Liberty Sans Frontières
125 F

AUTRES LECTURES SUR LE TIERS-MONDE

L'Afrique face à ses priorités, Bertrand Schneider... 65 F

Investir dans le développement, W. C. Baum/S. M. Tolbert... 150 F

Tiers-monde islamique/Tiers du monde ? Georges de Boutellier... 95 F

Analyse de la politique alimentaire, Peter Timmer... 98 F

Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins, Sylvie Brunel... 75 F

Marketing et développement du tiers-monde, Georges M. Hénault... 145 F

Guide pratique d'analyse de projets, 4^e éd., Manuel Bridier/Serge Michailof... 98 F

ECONOMICA • 48, r. Hericart, 75015 PARIS • T. 45-78-12-92

Cours des matières premières et dette du tiers-monde

DANS l'espace mondial, la chute des cours des matières premières, la suprématie du dollar et la dette du tiers-monde ont, chacun à sa manière, contribué à la récession.

Depuis 1980, les prix des produits primaires ont baissé de 30 %. Quels que soient les indices choisis, tous les calculs confirment un affaiblissement sensible du pouvoir d'achat des pays en voie de développement, de l'ordre de 20 % entre 1980 et 1985. En 1986, la baisse aurait été de 3,5 % exprimée en dollars (indice Moody's), de 6,6 % en livres sterling (indice Reuter), de 12,5 % en droits de tirages spéciaux (DTS) (indice Economist), de 13,8 % en francs français (indice INSEE). La « stabilisation » constatée depuis la fin 1986 traduit le fait que ces prix ont pratiquement épuisé leur potentiel de baisse. Toute nouvelle dégradation, en particulier pour les produits agricoles, amènerait à vendre très en dessous du prix de revient, ce qui équivaudrait à subventionner les pays riches.

Différents éléments convergent vers à l'origine de cette catastrophe :

— la chute de l'activité manufacturière dans les pays développés, qui a eu des répercussions immédiates sur les marchés de produits primaires, d'autant que la baisse des cours n'a entraîné aucune reprise industrielle ;

— les mutations liées aux bouleversements technologiques en Occident ;

— le niveau élevé des taux d'intérêt qui rend très coûteuse la constitution de stocks régulateurs ;

— la rigidité de l'offre. L'absence de toute autre possibilité de rentrées peut même conduire certains producteurs, en particulier les plus endettés, à compenser l'effondrement des cours par l'augmentation des quantités mises sur le marché. Ainsi, entre 1979-1980 et 1983-1984, la production agricole s'est accrue de 11 % ; alors que l'indice des prix chutait de près de 15 %. Pour le pétrole, la mise en exploitation des gisements de la mer du Nord et la volonté occidentale de déstabiliser l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont pesé lourd. Tente-



Subventionner les pays riches

fois, lorsque l'effondrement du prix du baril a menacé l'économie américaine (en juillet 1986, le prix mondial de l'or noir était de 40 % inférieur au prix intérieur américain), Washington a utilisé son influence et ses relations avec Londres et Ryad pour rétablir des cours compatibles avec ses propres contraintes.

La chute des recettes d'exportation des pays en voie de développement a eu des conséquences très négatives sur l'activité du monde industrialisé, la dette du tiers-monde interdisant de relancer le commerce par l'octroi de nouveaux crédits. La dynamique des grands contrats d'équipement qui, pour de nombreux pays industrialisés (dont la France), contribuait aux bonnes performances à l'exportation, s'est progressivement épuisée, aggravant les difficultés des balances commerciales.

Deuxième facteur de récession : la suprématie du dollar qui joue à la fois le rôle de moyen de règlement et d'actif international, et qui assujettit les politiques monétaires des pays industrialisés à la stratégie de Washington. Le maintien obligé, par les États-Unis, de taux d'intérêt attractifs hypothèque fortement tout assouplissement monétaire chez leurs partenaires. Et la non-résorption des excédents et des déficits internationaux contribue à transmettre à l'ensemble du monde les tensions monétaires déflationnistes.

Le système monétaire européen (SME) offre un aspect révélateur de ces encheînements. Les effets de la politique de la Maison Blanche s'exercent, pour l'essentiel, par le biais de la

[illegible]

ue...

Dans les revues...

■ Pendant que Bertrand Land analyse, dans **STRATÉGIQUE**, le discours soviétique sur la guerre, Alain Jozé présente dans le même numéro la première partie d'une étude sur « la nouvelle grande stratégie américaine et l'Europe ». (N° 3, 1987, trimestriel, 35 F. - Fondation pour les études de défense nationale, Hôtel des Invalides, 75007 Paris.)

■ Dans **DÉFENSE NATIONALE**, méritent particulièrement de retenir l'attention les articles de Paul Chardin sur la guerre Iran-Irak, de Mardal Dessé sur la crise économique aux Philippines, de Yves Boyer, intitulé « Heurs et malheurs d'une grande idée : la décolonisation ». (Marsou, octobre, 30 F. - 1, place Joffre, 75007 Paris.)

■ Dans la **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE**, Denis Segroin esquive une « introduction à une problématique de la modernisation des rapports sociaux », Jean-Claude Thoenig suggère « une approche analytique de la modernisation administrative », et Jean-Luc Bodiguel et Luc Roubaud analysent « la dysfonction publique ou la crise du corporatisme ». (Bimestriel, août, 85 F. - 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.)

■ Dans la **REVUE FRANÇAISE D'ÉCONOMIE**, Michel Aglietta plaide en faveur d'une stratégie d'unification monétaire européenne, « réponse adéquate au défi de la globalisation financière ». (Volume II, 3, 66, trimestriel, 75 F. - RFE/Économica, 23, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris.)

■ **ATLASÉCO** publie sa mise à jour annuelle concernant deux cent trois pays et territoires (plus cinq « entités », dont le Vatican). A la suite d'un sommaire développé, c'est en tableaux que sont présentés les données pour commencer : « L'économie mondiale se porte-elle bien sur longue période ? Réponse : Oui. Mais pour qui ? (1987, annuel, 75 F. - SGB, 9, rue d'Albion, 75002 Paris.)

■ En réponse à l'optimisme d'ATLASÉCO, **FRANCE FORUM** tonnera à plein qu'avec deux tiers d'articles : « Droits de l'homme et grande pauvreté » (J. Wresinski) et : « La dette : comment s'en débarrasser ? » (Ch. Delamare). (Juillet-septembre, trimestriel, 25 F. - 6, rue P.-L.-Cesaire, 75007 Paris.)

■ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES** aborde, dans une série d'articles, différents aspects de la politique des États-Unis : commerce agricole, réforme fiscale, entreprises « noires » et situation des « business schools ». (N° 2839, 9 septembre, hebdomadaire, 750 F. - La Documentation française, Paris.)

■ La **REVUE D'ALLEMAGNE** publie l'analyse d'une année d'élections en République fédérale. « Oscillations profondes », « Stabilité et changement ». Bref, cela bouge en hérisson. Une étude comparée du statut respectif des partis politiques en France et en RFA (Centre d'études germaniques, 8, rue des Écoles, 67081 Strasbourg, cedex.)

■ La dernière livraison de la **REVUE NOUVELLE** est consacrée à une analyse critique de l'état belge et de sa fonction de médiateur. (N° 9, septembre, mensuel, 40 F. - 26, rue Fénélon, 1000 Bruxelles.)

■ Dans l'un de ses derniers numéros, **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX** pose la question : « Québec : fin de l'indépendantisme ? » (N° 536, 4 septembre). Le périodique apporte aussi des éléments de réponse aux questions que soulève la « persécution » (répression) en URSS, notamment quant aux capacités des cadres d'entreprise à faire preuve de dynamisme et d'esprit de responsabilité. (N° 567, 18 septembre, un

vendredi sur deux, 16 F. - La Documentation française, Paris.)

■ La **FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW** analyse les progrès du Japon dans le secteur de l'aviation militaire et leurs conséquences sur les relations entre Tokyo et Washington. Dans le même numéro, une étude des tensions entre groupes d'intérêts rivaux au sein de l'économie indonésienne. (N° 37, 18 septembre, hebdomadaire, 17 dollars HK. - GPO Box 160, Hongkong.)

■ Sous le titre « Les concepts d'un socialisme asiatique », **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST** présente un tableau très sombre de l'économie vietnamienne. La nouvelle équipe au pouvoir a adopté des mesures d'urgence « pour enrayer la décadence ». Barre l'esquisse d'une politique plus réaliste ? (N° 320, juillet-août, mensuel, 41 F. - La Documentation française, Paris.)

■ Dans **GRIP INFORMATION** : « Afghanistan : l'occupation soviétique ». Tous les éléments du conflit sont présentés dans un dossier qui, pour finir, laisse la parole à des Afghans. (N° 12, 66, trimestriel, 120 francs belges. - GRIP, 33, rue Van Hoorde, B-1030 Bruxelles.)

■ Paul-Marie de la Gorce présente, dans **ARABES**, la stratégie des puissances étrangères dans la guerre du Golfe : selon lui, « le conflit aurait été réglé depuis longtemps... » Il n'avait mis en jeu que la rivalité des deux États. (N° 9, septembre, mensuel, 30 F. - 75, rue Joffroy, 75017 Paris.)

■ L'intellectuel américano-palestinien Edward W. Said s'interroge, dans le **JOURNAL OF PALESTINE STUDIES**, sur les leçons à tirer du scandale de l'« Intifada » et sur le rôle que jouent les médias américains, alliant ignorance et hostilité lorsqu'il s'agit pour eux de présenter les problèmes du Proche-Orient. La revue publie aussi les documents de la dernière conférence de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), puissant lobby pro-Israélien. (N° 64, 66, trimestriel, 4,95 dollars. - 3501 M Street, NW, Washington DC 20007.)

■ A propos du conflit du Golfe, la dernière livraison de **MIDDLE EAST REPORT**, traite de la politique soviétique, des hésitations israéliennes et du rôle du Pakistan. (N° 41, 66, septembre-octobre, bimestriel, 3,50 dollars. - MERIP, room 518, 475 Riverside Drive, New-York, NY 10115.)

■ Un entretien avec le premier ministre Ozal et un article sur les rapports entre la Turquie et la CEE, dans **TURKISH REVIEW**. (Vol. 2, N° 8, 66, trimestriel. - The Directorate General of Press and Information, 283, boulevard Ataturk, 06088 Ankara.)

■ La **REVUE CANADIENNE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT** analyse l'impact des dépenses militaires sur la dette du tiers-monde et fait le point sur les activités informelles urbaines en Afrique. (N° 1, 66, mensuel par an, abonnement : 25 dollars. - POC 208-B, 58, rue Collège, Ottawa, Ontario K1N 6N5, Canada.)

■ L'industrialisation du Brésil et ses conséquences sur les équilibres régionaux, l'urbanisme et l'habitat sont les thèmes d'un dossier des **CADRIERS DES AMÉRIQUES LATINES**. (N° 5, septembre, trimestriel, 70 F. - 28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.)

■ **FAIM-DÉVELOPPEMENT** dresse le bilan de l'activité du CCDF au Burkina-Faso et analyse les résultats de la dernière CNUCED. (N° 41, 66, septembre-octobre, 3 F. - CCDF, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris.)

■ La **REVUE TIERS-MONDE**, sous le titre « Transfert des technologies de communication et développement », publie un important dossier sur ce « gigantesque puzzle qui se joue à l'échelle de la planète entière » avec la contribution de chercheurs de quinze nationalités différentes. (N° 111, juillet-septembre, trimestriel. - Presses universitaires de France, Paris.)

■ A signaler au sommaire d'ACTUALITÉS, revue de la Banque française du commerce extérieur, une étude sur « L'évaluation du prix d'un transfert de technologie et ses modalités de paiement ». (N° 224, 66, dernier reçu - dix numéros par an, abonnement annuel : 580 F. - 21, boulevard Haussmann, 75427 Paris Cedex 09.)

■ Vingt-cinq ans après la mort du secrétaire général de l'ONU, **DÉVELOPPEMENT DIALOGUE** rend hommage à Dag Hammarskjöld. Dans le même numéro, des études sur « une stratégie alternative de développement » en Afrique du Sud et en Amérique du Sud. (1987 : 1, mensuel. Dag Hammarskjöld Foundation, Östra Skolgatan 2, S-752 20 Uppsala, Suède.)

■ **MIGRATIONS INTERNATIONALES** présente le statut et les droits des étrangers qui se trouvent sans papiers légaux aux États-Unis, un problème qui concerne tout particulièrement les Mexicains. (Vol. XXV, N° 2, juin, trimestriel, abonnement annuel : 28 dollars. - Comité intergouvernemental pour les migrations, CP 71, 1211 Genève 19.)

■ Le **BULLETIN DU CEDRI** (Comité européen pour la défense des réfugiés et immigrants) traite l'extension sur les difficultés des Kurdes immigrés en Europe. (N° 20, septembre, abonnement annuel : 30 F. - BP 42, 04300 Forcalquier.)

■ Une nouvelle révolution ? La question se pose à la lecture des **CADRIERS MAR-**

■ Le récent sommet de Québec a suscité la publication de nombreux articles ou dossiers consacrés à la francophonie. A noter particulièrement un point de vue polémique de Louis Bureuil, « Micmacs canadiens autour de la francophonie », paru dans **ROYALISTE**. (N° 476, 16-20 septembre, mensuel, 11 F. - 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.) Pour sa part, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) publie la première livraison de son nouveau périodique, **UNIVERS VERS L'AFRIQUE**. On y trouvera notamment des études sur le bilinguisme en Algérie et en Belgique. (N° 1, septembre, périodicité non indiquée, 25 F. - 13, quai André-Chevrot, 75015 Paris.)

■ **DOSSIERS ET DOCUMENTS** a, de son côté, réuni en un numéro hors série un ensemble très complet d'articles du Monde et du Monde diplomatique, accompagnés d'un substantiel appareil documentaire. (Septembre, 10 F. - 7, rue des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09.)

■ Quant au quotidien **L'ORIENT-LE JOUR**, il a publié sur le thème un ouvrage de référence : **FRANCOPHONIE, QUEL AVENIR ?**

XISTES qui consacre un numéro spécial au rôle de l'opinion publique et des médias. (N° 153, septembre 1987, mensuel, 120 FB-20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

■ Un superbe numéro de **COURRIER DE L'UNESCO** sur le baroque, considéré non comme un style, mais comme une culture. (Septembre, mensuel, 9 F. - 7, place de Fontenay, 75006 Paris.)

■ Les images de synthèse sont-elles un art ? Évolution, techniques et perspectives sont étudiées dans la dernière livraison des **DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL** de l'INA. (N° 15, septembre-octobre, bimestriel, 45,50 F. - INA, Tour Gamma A, 193-197 rue de Bercy, 75002 Paris cedex 12.)

■ **POLITIQUE INDUSTRIELLE** propose quatre contributions sur le thème « L'industrie face à la révolution financière », et fait le point sur l'évolution des professions de conseil. (N° 8, 66, trimestriel, 90 F. - 23, rue Langle, 75017 Paris.)

■ Au sommaire de **SCIENCES ET TECHNIQUES**, une analyse sur la manière dont se diffusent les innovations et un article sur les objets de la maison du futur à l'horizon 1995. (N° 48, septembre, mensuel, 29 F. - 2, rue Biscap, 75003 Paris.)

■ Dans la **REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE**, une série de contributions d'historiens sur les controverses et les enjeux autour du bicamérisme de la Révolution française. A noter également l'analyse prospective de Jean-Claude Chémis sur le retournement démographique entre la France et l'Allemagne. (N° 930, juillet-août, mensuel, 65 F. - 17, avenue Gergonne, 75017 Paris.)

■ **HISTORIENS ET GÉOGRAPHES** consacrent un important dossier à 1917, année charnière de la première guerre mondiale, enrichi de très nombreuses illustrations. (N° 315, juillet-août, bimestriel, 90 F. - BP 49, 75060 Paris cedex 02.)

■ A l'occasion du synode, **L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE** consacre un dossier à « la cause des femmes » qui « sont aussi l'Église » et « veulent aller au bout de leur vocation ». Mais l'entend-on ainsi au Vatican ? (N° 46, 15 septembre, mensuel, 25 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.)

■ Une nouvelle publication : **LES CAHIER DU DOUË**, qui se présente comme « anti-autoritaire ». Le premier numéro traite des mouvements de grève de l'hiver 1986-1987. (N° 1, mai, périodicité non précisée, 25 F. - Thémis, BP 117, 75061, Paris cedex 20.)

PROCHAINS COLLOQUES

■ Pendant le quatrième trimestre de 1987, le Forum international de politique propose des séminaires de relations internationales et de stratégie : les Baas africains (CLASO, Callao 875, piso 3, 1023 Buenos-Aires. - Tél. : 44-84-59 ou 41-65-88).

■ Le Centre de formation aux réalités internationales (CEFR) organise, le 15 octobre, à l'Amphithéâtre Poincaré du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, un colloque sur le thème : « La montée des protectionnismes ». (CEFR, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. - Tél. : 45-65-25-00.)

■ Le service culturel de la ville d'Amiens, en liaison avec la commission extra-municipale des immigrés, organise deux colloques : « Israël-Palestine, quel avenir ? », le 20 octobre, et « Les enjeux du conflit Iran-Irak », le 23 octobre. (Service culturel de la ville d'Amiens. - Tél. : 22-07-40-38.)

■ Une conférence de Paul Kessler sous l'égide de nombreuses associations, sur la situation de l'université de Bir-Zeit, le 24 octobre à Thionville (salle Verlaino).

■ L'association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique réunit les 24 et 25 octobre un colloque sur le thème « Religions, colonisation et décolonisation ». (21, rue Marceau, 93100 Montreuil. - Tél. : 48-58-71-20.)

■ Comment assurer immédiatement et durablement la survie et le développement des populations les plus menacées du tiers-monde ? A l'initiative de Survie 87 et de Ford and Disarmament International, un colloque se tiendra le 27 octobre, salle Médicis, au Sénat. (Survie, 25, rue Jomay, 75014 Paris. - Tél. : (1) 45-39-08-62.)

■ La revue marocaine *Al Awaq* organise à Rabat, les 11 et 12 novembre 1987, un colloque sur le thème : « OÙ va l'Union soviétique ? (avec la participation de notre collaborateur Ignacio Ramonet). (Al Awaq, 746, Secteur 4, BP 1623, Hay Assalam, Sidi, Maroc.)

■ Le Brookings Institution et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) organisent, les 20 et 21 novembre, au Palais du Luxembourg, à Paris, un colloque international sur les obstacles à la croissance européenne vers l'Europe-Atlantique. (CEPII, 9, rue Georges-Buisson, 75015 Paris. - Tél. : (1) 45-31-42-41.)

■ Le Centre de Recherches et d'Analyses organise le 27 novembre à Mulhouse (Société Industrielle, 10 place de la Bourse) une conférence de Claude Julien sur le thème : « La puissance des États-Unis aujourd'hui ».

■ Identité latino-américaine, modernité et post-modernité (avec la participation de notre collaborateur Bernard Cassen). (CLASO, Callao 875, piso 3, 1023 Buenos-Aires. - Tél. : 44-84-59 ou 41-65-88.)

■ Le Centre de formation aux réalités internationales (CEFR) organise, le 15 octobre, à l'Amphithéâtre Poincaré du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, un colloque sur le thème : « La montée des protectionnismes ». (CEFR, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. - Tél. : 45-65-25-00.)

■ Le service culturel de la ville d'Amiens, en liaison avec la commission extra-municipale des immigrés, organise deux colloques : « Israël-Palestine, quel avenir ? », le 20 octobre, et « Les enjeux du conflit Iran-Irak », le 23 octobre. (Service culturel de la ville d'Amiens. - Tél. : 22-07-40-38.)

■ Une conférence de Paul Kessler sous l'égide de nombreuses associations, sur la situation de l'université de Bir-Zeit, le 24 octobre à Thionville (salle Verlaino).

■ L'association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique réunit les 24 et 25 octobre un colloque sur le thème « Religions, colonisation et décolonisation ». (21, rue Marceau, 93100 Montreuil. - Tél. : 48-58-71-20.)

■ Comment assurer immédiatement et durablement la survie et le développement des populations les plus menacées du tiers-monde ? A l'initiative de Survie 87 et de Ford and Disarmament International, un colloque se tiendra le 27 octobre, salle Médicis, au Sénat. (Survie, 25, rue Jomay, 75014 Paris. - Tél. : (1) 45-39-08-62.)

■ La revue marocaine *Al Awaq* organise à Rabat, les 11 et 12 novembre 1987, un colloque sur le thème : « OÙ va l'Union soviétique ? (avec la participation de notre collaborateur Ignacio Ramonet). (Al Awaq, 746, Secteur 4, BP 1623, Hay Assalam, Sidi, Maroc.)

■ Le Brookings Institution et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) organisent, les 20 et 21 novembre, au Palais du Luxembourg, à Paris, un colloque international sur les obstacles à la croissance européenne vers l'Europe-Atlantique. (CEPII, 9, rue Georges-Buisson, 75015 Paris. - Tél. : (1) 45-31-42-41.)

■ Le Centre de Recherches et d'Analyses organise le 27 novembre à Mulhouse (Société Industrielle, 10 place de la Bourse) une conférence de Claude Julien sur le thème : « La puissance des États-Unis aujourd'hui ».

le nouveau PLANTU

Le Monde
PLANTU

À LA SOUPE !



144 PAGES
PLUS DE 200 DESSINS
publiés dans
Le Monde

EN VENTE

CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 45F

OU PAR CORRESPONDANCE

NOM	PRÉNOM	NOMBRE D'EXEMPLAIRES
ADRESSE		X 48 F (tous d'expédition inclue)
CODE POSTAL		LOCALITÉ

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde
SERVICE DES VENTES au numéro :
7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

1987 10 15

du mois

CULTURE

AUTOBIOGRAPHIE. Naissance de l'évolutionnisme libéral.

Herbert Spencer
Précédé universitaires de France, collection « Philosophie d'aujourd'hui », Paris, 1987, 800 pages, 220 F.

De monde transformé qui naît de la révolution industrielle anglaise, Spencer extrait le système philosophique le plus puissant de l'Occident moderne : l'évolutionnisme, d'où sortira le dogme idéologique du « darwinisme social ». Les contradictions théoriques de cette doctrine - à laquelle Darwin lui-même n'adhère jamais - recouvrent exactement celles qui traversent l'idéologie libérale soucieuse de prouver sa conformité avec l'équité - indéfiniment réinterprétée - des sciences biologiques. L'Autobiographie, écrite durant le dernier quart du dix-neuvième siècle, Spencer s'écrit en 1903, - retracant la genèse de cette immense hypothèse totalisatrice sur le devenir.

Dans une préface impitoyable, Patrick Tort, poursuivant l'entreprise commencée dans la *Précédé universitaires de France*, met en évidence les contradictions du libéralisme au sein de la théorie de la connaissance.

GEORGE GUILLE-ESCURIE.

LUKACS 1955 - Être marxiste aujourd'hui.

Henri Lefebvre et Patrick Tort
AUBIER, « Mémoires », Paris, 1986, 182 pages, 75 francs.

Il s'agit d'un montage plaçant deux textes en regard. Le premier est une conférence prononcée par le philosophe Henri Lefebvre en 1955 : il y défend contre les attaques des partis communistes hongrois et français le théoricien hongrois Georges Lukacs revendiquant pour l'activité intellectuelle la liberté de l'erreur, inadmissible de celle de la recherche. Le second est une série de variations dans un ton philosophique Patrick Tort, membre fondateur du PCF sur le thème : être marxiste aujourd'hui.

Cette composition en abîme, où l'écrit du second se reflète dans la lumière orangée du premier, plaide une fois de plus pour l'autonomie de l'intellectuel communiste ; pour son rôle spécifique dans la déconstruction des dispositifs d'assujettissement qui font du peuple - telle est la définition qu'en propose Patrick Tort - un objet de pouvoir. Travail d'éducation de la conscience populaire que le marxisme doit de nouveau effectuer, dit encore celui-ci. Regrettons, toutefois, que le marxisme ainsi remodelé aille un peu trop de soi. Car se refuse-t-il pas moins l'actualité que le repère de ses fonctions critiques.

MARCEL DRACHE.

RELIGIONS

L'ÉTAT DES RELIGIONS DANS LE MONDE.

Sous la direction de Michel Clavier
La Découverte, Paris, 1987, 640 pages, 180 F.

La remontée de l'intégrisme, qu'il soit musulman, chrétien ou juif, impose aujourd'hui aux citoyens et aux dirigeants une attention particulière aux phénomènes religieux. L'ouvrage coordonné par Michel Clavier, notaire, dans un format pratique, une immense somme d'informations. Après un examen de quelques questions stratégiques (le choc indien, l'effacement, Israël et la diaspora, etc.), les grandes religions du monde sont passées en revue. Viennent ensuite une série d'entrées, non plus par religion, mais par pays ou régions du monde. Les deux dernières sections de cet ouvrage sont consacrées aux problèmes religieux (par exemple : islam et rationalité, les rituels juifs des pays socialistes, etc.) et aux interactions avec la société (le pèlerinage à La Mecque, les nouvelles sectes, la stratégie multimedias du Vatican, etc.). Plus de cent quarante essais, concis et passionnants, sont offerts aux lecteurs curieux.

BERNARD CASSIN.

BRÈVES

● ÉCONOMIE POLITIQUE. - Claude Alquier (*Economica*, Paris, 1987, 601 pages, 145 F) : traité sur l'économie contemporaine, qui lie analyse et observation.

● LES RESSOURCES GÉNÉTIQUES VÉGÉTALES, ATOUTS DU DÉVELOPPEMENT ? (ORSTOM, Paris, 1987, 199 pages, 35 F) : comment sauvegarder un patrimoine insubmersible.

● GÉOPOLITIQUE CONTEMPORAINE. - Charles Zargibbo (*PUP*, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1986, 128 pages, 25 F) : les conflits de la Méditerranée et du Golfe, en passant par l'Afrique centrale.

● LES POLITIQUES INDUSTRIELLES. - Anne Davis (*Batier*, Paris, 1987, 128 pages, 28 F) : analyse de cinq cas : les États-Unis, le Japon, la RFA, la Grande-Bretagne et la France.

● SOCIÉTÉS URBAINES CONTEMPORAINES DU MAGHREB ET DU MOYEN-ORIENT. - (*Institut du monde arabe*, Paris, 1987, 209 pages) : dix ans de recherches en langue anglaise (1975-1985), un essai de bibliographie critique.

● LE TEMPS DES RÉFUGIÉS. - Une Giffier (G.A.) (*Éditions de l'Alpe*, Lausanne, 1987, 149 pages) : comprend une longue contribution de Jean-Pierre Hocké, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

ON NOUS A CHANGÉ LA TÉLÉ. Les télévisions dans les pays de la CEE : histoire, programmes, produits publics.

Frédéric Antoine
Bureau européen des Unions de consommateurs et Confédération des Organisations familiales de la Communauté (17, rue de Londres, 8-1050 Bruxelles), mai 1987, 108 pages, 500 francs belges.

La « nouvelle télévision » est généralement décrite, du moins dans la majorité des discours, à partir de technologies, de stratégies industrielles, de groupes multimédias, d'opérations financières, voire de transferts d'animateurs. L'étude de Frédéric Antoine, au contraire, a le grand mérite de rendre au téléspectateur la place qui doit être la sienne.

Car malgré un titre passéiste, ce travail est avant tout une analyse du développement actuel d'un monde de la télévision trop exclusivement attentif aux sirènes de l'économie. Replacer au centre le téléspectateur, ses pratiques et ses attentes, oblige à repenser d'un autre côté les promesses des nouvelles chaînes. Un regard lucide sur le fonctionnement du système de la télévision permet de bien montrer les limites des développements en cours. En particulier, il est nécessaire de se rappeler que « plus » est souvent le contraire de « mieux ». L'important n'est pas de développer la diffusion de programmes à tout prix, mais bien d'essayer de déterminer quelles missions une « bonne » télévision doit aujourd'hui remplir. Si Frédéric Antoine n'a pas de réponse à cette question, il nous met en garde et nous invite à la prudence : est-il nécessaire, au nom du retour à un certain libéralisme, de risquer de figer le futur de la télévision ? « Mais on n'aura rien » : c'est en quelques mots que nous promettent les chaînes de la multiplication des chaînes. Soulignons que ce ne soit pas la télévision qui en vienne à raser le spectateur.

ERICK LAMBERT.

HISTOIRE

ARMÉE 1915. - Heinrich Vierbieler

Gesellschaft, Mönchheim, 1987, 124 pages, 45 F.

Parmi la demi-douzaine de réimpressions ou rééditions d'archives, de documents et de témoignages sur le génocide arménien des années 1915-1916, l'ouvrage d'Heinrich Vierbieler est sans conteste l'un des plus intéressants. Son auteur, pacifiste allemand, fut pendant trois ans l'interprète du maréchal Lins von Sanders, un des principaux conseillers militaires prussiens de l'armée ottomane durant la première guerre mondiale.

L'auteur n'est ni un membre de l'État-major, ni un de ces religieux allemands philo-arméniens uniquement par pure bonté chrétienne. Il livre un témoignage irréfutable et sans complaisance des réalités du génocide. Ne cherchant à dénoncer ni l'Empire ottoman, ni même le Reich et ses représentants, mais plus que les congrégations protestantes de toutes origines (allemandes, suisses et américaines pour la plupart), l'officier pacifiste Heinrich Vierbieler raconte sans faux-fuyants les événements dont il fut le témoin oculaire. Certes, Guillaume II et son gouvernement ne sont pas responsables des massacres, mais ses conseillers, sur place ou en métropole, se sont volontairement voilés les yeux.

Cet ouvrage, publié une première fois en 1930 sous la République de Weimar, fut interdit dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. Deux réimpressions sont disponibles aujourd'hui en RFA (1985 et 1986). Grâce au travail des érudits allemands, c'est la première fois qu'une édition de ce témoignage principal est disponible en langue française.

CHRISTOPHE CHICLET.

DROIT

VOCABULAIRE JURIDIQUE. - Sous la direction de Gérard Cornu

Presses universitaires de France, Paris, 1987, 890 pages, 480 F.

Des générations de juristes ont fait du *Vocabulaire juridique* d'Henri Capitant leur bible. Mais l'ouvrage, publié en 1936, avait subi les assauts du temps. Il devenait indispensable de le réactualiser et de moderniser la présentation.

C'est à ce travail de bénédictin que s'est attelé il y a une quinzaine d'années une équipe prestigieuse animée par Gérard Cornu. Le résultat, proprement monumental, est à hauteur des attentes. En 830 pages présentées avec soin, les auteurs de ce lexique inventorient la langue juridique de toutes les grandes disciplines, du droit civil au droit administratif, en passant par le droit international et le droit du travail.

Un instrument indispensable non seulement pour les juristes mais également pour les « profanes » en quête d'une définition précise ou tout simplement en mal d'écouter.

JACQUES LE GOFF.

RECTIFICATIF. - Un membre de phrase a malencontreusement sauté dans le compte rendu par Claude Wauthier du livre d'Eric Macdonald, *Le Sténographe*, la *Sémiotique* (p. 27 du numéro de septembre). Il fallait lire ainsi la seconde phrase du premier paragraphe : « Son livre reflète sa connaissance approfondie du pays et de ses habitants, qu'il juge - ce n'est pas une flatterie - « particulièrement ingénieuse ».

« Les Hommes partis de rien », de René Cassin

Par YVES FLORENNE

« PARTIS de rien » : on ne saurait mieux dire. Mais... pour réussir aussitôt quelque chose d'assez remarquable, et aboutir, quatre ans après, à ce que tout le monde sait. Un résultat assez peu commun. Et, pour ces hommes-là, une façon plutôt rare d'« arriver ».

Le 19 juin 1940, sans avoir entendu l'appel, simplement sur ce qu'on lui en a dit, le professeur René Cassin prépare dans l'heure son départ pour Londres. Voyage alors incommode et risqué : il lui faudra dix jours pour se présenter au général de Gaulle, dont les premiers mots seront : « Vous tombez à pic ! ». La veille au soir, Churchill avait déclaré au premier des Français libres : « Vous êtes seul. Eh bien ! je vous reconnais tout seul ». Au-delà de ce mot romantique et d'un humour généreux, restait à établir, sur des bases juridiques solides, le projet d'accord politique tel que de Gaulle le concevait. Il lui manquait un homme : il arrivait. Mais celui-ci était non seulement un juriste éminent, mais encore il avait des principes inflexibles, et il entendait s'assurer qu'il pourrait être lui-même d'accord sur l'esprit du projet : « Nous sommes bien, non une légion, mais des alliés, reconstruisant l'armée française et visant à maintenir l'unité de la France ».

« Nous sommes la France. »

« Telle fut, écrit Cassin, la réponse du général, décisive dans sa simplicité, et avec laquelle je me sentais en communion. » Aujourd'hui, une telle réponse paraîtrait emphatique, « autarcique », ou dérisoire. Aux yeux d'un sage professeur plein de raison mais animé d'une exigence et d'une certitude parricides, et pareillement passionnés, elle était la simplicité même.

AINSI commence l'histoire. Une histoire qui, certes, a déjà été beaucoup écrite. Mais, outre qu'elle l'est ici dans une vue qui se dégage, parfois en renouvelant, plus d'un aspect et certaines perspectives, et toujours avec le plus grand souci d'impartialité à l'égard des faits et des personnes, elle renforce, complète - ou rectifie - par un témoignage direct d'un accord particulier ceux qui en si grand nombre l'ont précédé... ou suivent. Celui-ci est accusé d'abord quant à une connaissance « objective » avec l'ennemi en pleine guerre, « drôle » ou pas, et des plus répandues dans maints milieux, chez les personnalités qu'on n'ose dire les plus responsables, et plus criante qu'ailleurs, au sein même du Communisme général à l'information, créé pour répondre à la propagande ennemie. Grandiose, qui en avait reçu la charge, n'est bien entendu pas en cause dans ce que Cassin peut écrire : « J'y étais quasiment seul avec Joxe à lutter contre une marée de défaitisme ».

Son tableau de la décomposition générale à Bordeaux est saisissant. C'est une nouvelle « marée », celle-là de joie « libre », que provoque un peu partout la consécration du désastre ; ce fut la forme la plus étonnante de la « divine surprise ». Face aux professionnels du nationalisme intégral, ce militant de l'universalisme humain se trouve être un échantillon scandaleux du patriotisme intégral. Il écrit en vingt lignes, se bornant aux faits, sans violence, mais conclut par deux mots implacables, l'acte d'accusation de celui qui a « livré la France », s'il confond trop dans un même mépris indigne, sans assez les nommer, les véritables instigateurs de cette « livraison », ce qui l'indigne par-dessus tout et qui le bouleverse, c'est l'inconcevable abdication d'un Parlement républicain dont quatre-vingts membres seulement s'opposent à cette dernière « marée » de trahison et de lâcheté. Le juriste ne s'emploiera que plus efficacement à fonder en droit, sur une forfaiture sans

exemple, l'illégitimité du « gouvernement de fait » de Vichy.

On ne peut même énumérer les sujets sur lesquels ces Mémoires apportent d'irremplaçables témoignages. Ainsi de la rédaction et de la signature des accords avec le Royaume-Uni, consacrant à la fois le caractère d'une alliance et la « communion aux lois de la République ». Un an après : sur la fondation du Comité national français, véritable gouvernement et base de sa future reconnaissance comme tel ; sur le ralliement des territoires de l'Empire, et la loyauté spontanée, l'acceptation des sacrifices dans des populations qui avaient conscience d'un choix, pour elles-mêmes, entre un avenir de liberté et le pire des esclavages.

On ne veut pas omettre ce qui, dans ce contexte, pourrait sembler secondaire ou inactuel : le plein appel à de Gaulle pour sa décision d'apporter aux Français, dans une France renouvelée, l'égalité sociale et politique avec les hommes. Et l'on ne peut se retrancher non plus de noter le salut à la Pologne quand on se souvient que de la Pologne, pour qui l'insurrection nationale et la résistance sont une tradition et une pratique deux fois séculaires, y ont initié, dès les premiers jours, une poignée de Français. Enfin, en dépit d'une fièvre modeste et de son abaissement, le mémorialiste ne pouvait que retracer, dans l'organisation et la conduite de la France libre, son propre rôle, qui fut des plus importants. Ce qu'on ne sait pas assez.

Car René Cassin fut une de ces grandes figures d'hier qui pouvaient se permettre d'ignorer les tréteaux, les projecteurs, les caméras. Il fallut son prix Nobel de la paix pour faire de lui la vedette d'un instant. Au moment où il est pour la première fois de sa vie, par son entrée au Panthéon, le héros d'une cérémonie nationale solennelle, trouvez-vous mépris que nous citions un trait de lui, le plus simple, mais qui le peint ? Quittant Paris pour rejoindre le gouvernement dans ses pérégrinations successives, il prend pour tout bagage un sac de matelot, avec ses cours de droit enveloppés dans un papier goudronné, et sa robe de professeur ; puis il court acquiescer ses impôts, d'ailleurs encore non exigibles, pour « le plus grand économe du percepteur ».

Revenons sur les hauteurs. Sa foi en l'homme et une rigueur morale aussi irrédicible que sans étalage le faisaient déjà passer pour « démodé ». Ce fut d'ailleurs le qualificatif que des autorités politiques plus attachées à l'application au projet, dont l'avait chargé l'ONU, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, inspirée de celle de 1789. Il répondit docilement, rappelle dans sa préface M^{me} Ghislaine René Cassin, que « l'homme n'est pas une mode », que « la mode est du côté des actualités provisoires, des ajustements circonstanciels, des compromis, et non du côté des exigences permanentes ».

AUSSÍ, quand ces Mémoires paraissent pour la première fois en 1975 (1), l'auteur justifie-t-il cette date tardive par l'insupportable qu'aurait été, au cours d'années marquées par « diverses élections présidentielles », la publication d'un livre qui « se rattache à un ensemble de lettres, beaucoup plus vastes et permanentes, pour la liberté des peuples et les droits fondamentaux de l'homme » et qui, à ce titre, « s'offre délibérément comme actualité éternelle ».

Bien malgré lui, le voilà qui, de nouveau, tombe à pic dans une actualité, un peu différente de celle où s'engageaient les « hommes partis de rien ».

(1) René Cassin, *Les Hommes partis de rien*, Plon, Paris, 1975, 496 pages, 135 F (réédition illustrée de l'ouvrage paru en 1975, augmentée de la préface de Ghislaine René Cassin).

ÉCONOMIE

RAPPORT CYCLOPE : LES MARCHÉS MONDIAUX EN 1986-1987. - Sous la direction de Philippe Chalmès et Jean-Louis Gombaud

Economica, Paris, 1987, 248 pages, 300 F.

Comment ont évolué en 1986 les grands marchés des produits agricoles, forestiers, des minéraux et métaux et du fret maritime. Pour chaque produit ou groupe de produits - une cinquantaine - le rapport analyse l'évolution des prix, de la production et des échanges, présente les grandes orientations et fournit statistiques et graphiques.

S'y ajoute une étude des tendances générales concernant les marchés, les opérations, les négociations et accords. Un remarquable travail du Centre de recherches sur les marchés des matières premières (CREMMAP).

CHRISTIAN DE BRIE.

SOCIÉTÉ

LA GALÈRE : JEUNES EN SURVIE. - François Dubet

Fayard, « Mouvements 4 », Paris, 1987, 503 pages, 140 F.

François Dubet, auteur de nombreux ouvrages sur la société française, s'est livré à une enquête sur les « jeunes galériens ». La « galère », c'est d'abord la précarité dans le travail, un flottement dans les buts, une absence de projet.

Les voies traditionnelles d'intégration ne fonctionnent plus, les jeunes réagissent selon une logique d'écarts.

Ce n'est pas le moindre intérêt de ce livre que de les situer dans leurs relations avec les adultes, et, surtout, dans l'évolution des mouvements sociaux de jeunes en France ou à l'étranger.

MICHEL RAFFOUL.

REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL ET ESPACE DE TRAVAIL. - Sous la direction de Daniel Bachet

Centre d'études des systèmes et des technologies avancées (CESTA), Paris, 1987, 158 pages, 200 F.

Quelle est la place de l'homme au « travail » en termes de localisation géographique, quel rôle jouent-ils aux salariés lors des redéploiements industriels à l'échelle mondiale ? Les auteurs de cet ouvrage collectif soulignent que, jusqu'à ce jour, le problème de la participation aux décisions d'implantation géographique ne s'était pas réellement posé au mouvement ouvrier français alors que, de leur côté, les directions d'entreprises ont toujours été attentives au « climat social » lorsqu'elles devaient choisir leurs sites de production. L'intérêt de ce livre est de montrer que l'espace est autant un effet des rapports sociaux qu'un déterminant de ceux-ci.

PIERRE DOMMERGUES.



Inter-livres

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE

● DÉTACHE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
● REMISE de 10 % sur les disques et cassettes
● Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS Téléphone: 45-88-44-45

NOUVELLE TÉLÉVISION, VIEUX IMMORALISMES

Misère de l'audiovisuel

Par IGNACIO RAMONET

NUL ne peut désormais en douter: les jours de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) sont comptés. Si, à la suite de la prochaine élection présidentielle de mai 1988, la gauche revient aux affaires, elle balayera cette commission qui, selon M. François Mitterrand, « n'a rien fait jusqu'ici qui puisse mériter ce sentiment qu'on appelle le respect (1) ».

En se débarrassant après mars 1986 de la Haute Autorité de l'audiovisuel, la droite a créé un redoutable précédent. Tout nouveau changement de majorité risque maintenant d'entraîner la création d'un nouveau conseil suprême de l'audiovisuel.

Telle est la grande misère de la télévision française: ses liens malades avec le pouvoir politique. Celui-ci se résigne mal à ne pas contrôler, directement ou indirectement, la fameuse machine à fabriquer des images, à tatonner les esprits.

La télévision est devenue l'objet d'un débat permanent qui traverse toute la société; elle déclenche des passions, des colères et des rages semblables à celles que déclenchent les débats sur l'enseignement.

Nulle part ailleurs, la télévision n'est au cœur de si vives polémiques. Dans les Etats les plus souvent cités en exemple - le Royaume-Uni et les Etats-Unis - les commissions chargées de veiller à l'éthique de la communication sont fort anciennes et ont été créées avant même l'âge de la télévision. Celle-ci, dès sa naissance, a donc été accompagnée, structurée, corrigée par un organisme autonome. Et les citoyens ont appris, peu à peu, au cours de décennies, à débattre des problèmes de la télévision dans un cadre juridique indépendant du pouvoir exécutif.

Au Royaume-Uni, il existe deux commissions. L'une chargée de la télévision du secteur public, la British Broadcasting Corporation (BBC), instituée en 1926, et l'autre du secteur privé, l'Independent Broadcasting Authority (IBA), créée en 1954. Chacune d'elles est composée de douze membres nommés pour cinq ans. Ceux de la BBC sont désignés par la reine sur proposition du gouvernement; les membres de l'IBA sont nommés par le ministre de l'Intérieur. Ces deux institutions jouissent d'une totale indépendance dans l'organisation de leur gestion (2).

Aux Etats-Unis, la Federal Communication Commission (FCC), créée en 1934, est directement responsable devant le Congrès. Elle est dirigée par cinq membres nommés par le président des Etats-Unis et confirmés par le Sénat pour un mandat de sept ans (le mandat du président Roosevelt (1933), de nombreuses commissions ont été créées qui régissent et arbitrent d'autres aspects de la vie collective.

Bien que ces instances britanniques et américaines passent pour des modèles, chacun comprend qu'il serait impossible, en France, d'imiter le mode de désignation de ses membres. Les gouvernements y sont trop directement impliqués. C'est pourquoi, lors de la création, en 1982, de la Haute Autorité, la gauche hésita longuement. M^{me} Michèle Cotta a raconté comment le modèle du Conseil constitutionnel (4) fut finalement choisi par le chef de l'Etat (5).

Malgré cela, la droite mit en cause la Haute Autorité et la condamna à disparaître dès son

retour aux affaires après mars 1986. Certes, la Haute Autorité commit des fautes; elle manqua de fermeté devant des initiatives du pouvoir (création de Canal Plus, attribution de la cinquième puis de la sixième chaîne à des favoris) et ne sut résister à toutes les pressions du pouvoir (nomination de M. Jean-Claude Héberlé à la présidence d'Antenne 2 par décision de M. Laurent Fabius (6)).

L'indispensable besoin de durée

FALLAIT-IL pour autant supprimer la Haute Autorité? A en juger par les errements actuels de la CNCL, il semble clair que non. Sans doute convenait-il de la doter de plus amples moyens et de plus vastes prérogatives, mais elle avait surtout un besoin vital de temps. C'est en effet la durée qui peaufine et assagit les instances d'arbitrage, c'est elle qui en fait d'indiscutables institutions. Le Conseil d'Etat a dû attendre un bon siècle avant d'être unanimement respecté; le Conseil constitutionnel n'a vu sa fonction et son rôle acceptés par tous que vingt-cinq ans après sa création.

Le gouvernement de M. Chirac a balayé de telles considérations et, sous le fort louable prétexte de « couper la télévision du pouvoir politique », a mis sur pied l'actuelle CNCL. La tarification d'une telle procédure saute aux yeux. Et cela scandalise d'autant plus que, moins d'un an après sa création, la CNCL se meurt précisément d'une trop grande servilité à l'égard du gouvernement. Comme le reconnaît l'un de ses propres membres, M. Bertrand Labrousse, la CNCL est « malade de non-pluralisme (7) ».

Les exemples de « non-pluralisme » fourmillent. On n'en rappellera, pour mémoire, que les plus grossiers. A commencer par la pittoresque désignation de ses treize membres (8), qui permet au gouvernement de compter en son sein une majorité d'alliés. Ceux-ci ont destitué, dès décembre 1986, tous les présidents des sociétés de radio et de télévision et les ont remplacés par des proches du RPR. Une mesure tellement partisane que M. François d'Aubert, pourtant député UDF, devait se déclarer « inquiet pour le pluralisme à la télévision; le choix des présidents de chaîne est maladroite et dégrade l'image de la CNCL (9) ».

Sa crédibilité n'a cessé, depuis, de s'éroder, en particulier après l'attribution gratuite de la Cinquième à M. Robert Hersant et de M 6 à la CLT et à La Lyonnaise des eaux, que préside M. Jérôme Monod, ancien secrétaire général du RPR et ami de M. Jacques Chirac.

Quant à la désignation de M. Francis Bouygues pour la reprise de TF1 privatisée, au détriment d'Hachette, elle est surtout apparue comme une façon d'écarter M. Jean-Luc Lagardère, grand rival de M. Hersant. Celui-ci se retrouve aujourd'hui, par la grâce de la CNCL, à la tête d'un groupe de médias sans équivalent en France, possédant une chaîne de télévision - de diffusion bientôt nationale, - 38 % des quotidiens nationaux, 20 % des quotidiens régionaux et, ce que l'on ignore souvent, un des principaux réseaux (quatre-vingt-sept stations) de radio FM (10). Une telle concentration, pourtant préoccupante, est au contraire applaudie des deux mains par M. Léotard, ministre de la culture, qui souhaite la constitution de gigantesques groupes d'envergure internationale.

Comme si tout cela n'avait pas suffi à compromettre la neutralité de la CNCL, deux graves affaires éclatèrent début septembre. D'abord, l'accusation lancée par Radio-Larsen - qui a vu son autorisation d'émettre annulée - contre Radio-Courtoisie, fondée par un journaliste du Figaro-Magazine. Selon Radio-Larsen, ce journaliste se serait rendu coupable de « corruption active et passive, falsification et trafic d'influence dans l'obtention de sa propre autorisation (11) » auprès de membres de la CNCL.

Ces graves accusations seront répétées par l'avocat de Radio-Larsen, M. Jean-Louis Bessis, au cours de l'émission de Michel Polac, « Droit de réponse », sur TF1 le samedi 12 septembre.

L'autre affaire concerne Radio-Rythme bleu, station proche du RPR, en Nouvelle-Calédonie, qui a fait installer à la mi-août - sans l'autorisation de la CNCL - un puissant récepteur de 500 watts, « sous la protection des parachutistes (12) » et « sur ordre du président de TDF, M. Gouyou-Beauchamp, à la demande de M. Bernard Pons (13) ». Radio-Rythme bleu a également installé en brousse trois radios seules dont les fréquences n'ont pas été attribuées par la CNCL. Malgré la dénonciation de ces irrégularités - d'autant plus graves qu'elles se produisaient en pleine campagne pour le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, - la CNCL n'a demandé l'arrêt des émissions pirates que le 22 septembre. Neuf jours après la victoire au référendum des thèses du RPR.

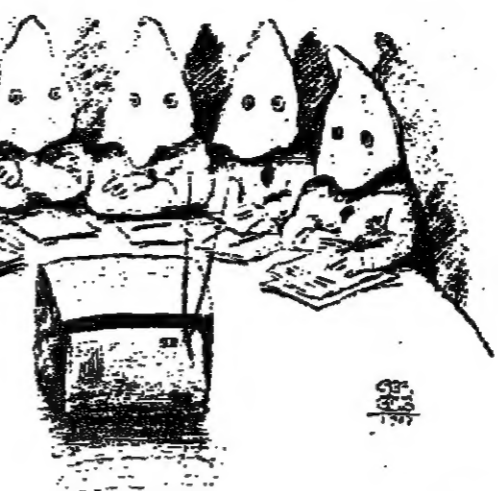
Cette affaire a entraîné la démission de M^{me} Catherine Tasca de la commission d'information de la CNCL et a sans doute poussé M. Mitterrand à critiquer directement la CNCL dans l'entretien publié par le Point le 21 septembre.

Une liberté d'expression limitée

ENTRE-TEMPS, une autre querelle opposait la CNCL au patron de TF1, M. Francis Bouygues. Celui-ci a comparu, le 8 septembre, devant la commission, qui lui a reproché de ne pas diffuser assez de créations françaises et de pratiquer une forme agressive et grossière de publicité indirecte au cours de certaines émissions comme « Intervilles ». M. Bouygues devait répliquer en accusant la CNCL de complaisance à l'égard de la Cinquième, la chaîne de M. Hersant, et de favoriser les efforts de ce dernier pour atteindre une audience nationale.

Michel Polac, dans son émission du 12 septembre, formulera des reproches identiques à l'encontre de la CNCL. Ce qui a fortement irrité la commission. Dans une lettre du 14 septembre adressée à M. Bouygues, elle se plaindra des propos de Michel Polac, qui « reproduisaient, jusque dans les termes, des thèses qui sont les vôtres, ainsi qu'en témoigne votre mémoire remis à la CNCL ».

Dans sa réponse du 17 septembre, le patron de TF1, en quête sans doute de conciliation, se désolidarise soudain de Michel Polac et convient avec la CNCL qu'« il est bien évident que la liberté d'expression a des limites ». Et



(Selpuk)

ces « limites évidentes », il va bientôt les fixer lui-même, pour la plus grande satisfaction de la CNCL, lorsque Michel Polac précéderait, dans son émission du 19 septembre, évoquera la pratique du financement des partis politiques par la concession de grands travaux comme celui du pont de Râ que construit actuellement l'entreprise Bouygues.

Le licenciement de Michel Polac est la première grande manifestation de censure dans une chaîne privatisée. C'est une bien néfaste inauguration; elle souligne la naïveté de ceux qui, gagnés par la propagande néolibérale, pensaient comme M^{me} Michèle Cotta (directrice de l'information à TF1) que: « La privatisation, c'est non seulement plus de liberté, mais surtout une nouvelle liberté (14) ».

Certains découvrent aujourd'hui la signification profonde de la vente de TF1 (60 % de l'audiovisuel français) à un patron privé. A la grande satisfaction de M. Léotard, M. Bouygues ne croit qu'en la culture d'entreprise, c'est-à-dire celle du profit. Sa profession de foi tient en deux phrases formelles: « Le béton c'est la matière grise (15) » et « Il y a des choses que nous ne souhaitons pas faire, par exemple du culturel, par exemple du politique, des émissions éducatives... (16) ». Impressionnée sans doute par une telle philosophie, la CNCL lui concède la première chaîne. Au nom du prétendu « mieux disant culturel ».

- (1) Le Point, 21 septembre 1987.
- (2) Cf. Nicholas Garnham, *Structures of Television*, British Film Institute, Londres, 1980.
- (3) Cf. « Aspects de la télévision américaine », *Problèmes politiques et sociaux*, La Documentation française, Paris, 25 mai 1973.
- (4) Les membres de la Haute Autorité étaient désignés pour neuf ans par le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale, qui nommaient chacun trois membres. Ceux-ci étant renouvelables, par tiers, tous les trois ans, l'actuelle majorité aurait pu, avec le temps, contrôler à elle le soustrait la Haute Autorité.
- (5) Michèle Cotta, *Les Miroirs de Jupiter*, Fayard, Paris, 1987, p. 82.
- (6) Sur les malades de la gauche en matière d'audiovisuel, lire absolument: Jean-Michel Quatrepoint, *Histoire secrète des dossiers noirs de la gauche*, Ed. Alain Moreau, Paris, 1986.
- (7) Déclarations sur Europe 1, 23 septembre 1987.
- (8) Le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale désignent chacun deux membres; la Cour de cassation, la Cour des comptes, le Conseil d'Etat et l'Académie française désignent chacun un membre; ces dix membres en élisent trois autres représentant la création audiovisuelle, la presse écrite et les télécommunications.
- (9) Le Monde, 23 décembre 1986.
- (10) Le Monde, 5 septembre 1987.
- (11) Libération, 23 septembre 1987.
- (12) Le Monde, 27 septembre 1987.
- (13) Le Figaro, 23 septembre 1987.
- (14) Le Matin, 18 août 1987.
- (15) Déclaration sur TF1, émission « 7 sur 7 », 28 juin 1987.
- (16) Déclaration sur Europe 1, citée dans le *Canard enchaîné*, 1^{er} juillet 1987.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Dans les coulisses des palais ministériels : « Le Travail gouvernemental », de Jacques Fournier, par Thierry Pfister.

LES NUMEROS SPECIAUX DE LA RPP

123 L'AUDIOVISUEL A L'HEURE DE LA PRIVATISATION (Communication, pouvoir, audience et financement des chaînes)
Th. Pfister, G. Théry, Th. Le Roy, M.L. Antoni, S. Bachmann, J. Clément, M. Grandjean, M. Sauvage, J.J. Mauriat, C. Neuschwander, J.M. Rauch, F. Génin.

124 LE RETOUR DU RELIGIEUX EN POLITIQUE (Les intégrismes dans le monde)
M. Modirrousta, N. Savy, J.P. Filiu, H. Bulawko, N. Bernheim, C. Champollion, J.Y. Carrus, M. Telo, S. Nair, R. Frégois, P. Joux, A. Chénal, L. Le Penec, E. Eyuboglu, F. Demilly, G. Legendre, L. Jospin, J.P. Chavènement, C. Audry.

125 SPECIAL EUROPE (Les institutions et les politiques communautaires)
J. Delors, M. Tordella, J.L. Barben, G. Garmain, F. Clerc, R. Tierney, F.G. Dreyfus, G. Le Febvre, G. Marinot, P. Buffolot, J.F. Mary, J. Riboud.

126 SPECIAL CARAIBE - LES TENSIONS DANS LA « MEDITERRANEE AMERICAINE »
P.A. Bérard, G. Hazab-Massieux, H. Gourdon et J. Croud.

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

17, av. Gougeon - 75017 Paris - Tél. : 42.67.05.43 (Prix du numéro : 65 F - Abonnement promotionnel : 230 F)

PAGES 3 à 8 :

LES ENCHERES DE LA GUERRE DU GOLFE : Périlleux dilemmes pour la politique soviétique, par Alain Gresh. - Comment Israël tire parti d'une guerre prolongée, par Amnon Kapelouk. - L'Arabie saoudite, gardienne d'un ordre menacé, par Olivier Da Lage et Alain Gresh. - Diplomatie et contraintes intérieures, par Francis Beaupré. - Nouvelles menaces en Méditerranée, par le général Georges Bué.

PAGE 9 :

L'armée philippine défie ouvertement les institutions démocratiques, par Pierre Roussel.

PAGES 10 et 11 :

Les Caraïbes, zone sinistrée, par Françoise Barthélémy.

PAGE 12 :

Le Burundi, au-delà de la « révolution de palais », par Colette Brackmann.

PAGE 13 :

« QUAND DURBAN SERA LIBRE », par Mewa Ramogobane (extraits).

PAGES 14 et 15 :

L'équilibre militaire conventionnel des deux blocs, par Antoine Szagunoff.

PAGES 16 et 17 :

Futilité, suite de l'article de Claude Julien. - Le libéralisme autoritaire, suite de l'article de Jean-Paul Jann.

PAGES 18 et 19 :

AUX CIMES DU POUVOIR : MAITRES ET SERVITEURS, par Christian de Bré.

PAGES 20 et 21 :

L'Amérique s'interroge sur la meilleure façon de gérer son déclin, par Pierre Dommergues.

PAGES 22 et 23 :

LA TENTATION DÉFLATIONNISTE, par Gérard de Bernis et Jacques Léonard.

PAGE 24 :

LOIN DU MATRAQUAGE MEDIATIQUE.

PAGE 25 :

Dans les revues... Prochains colloques.

PAGES 26 et 27 :

LES LIVRES DU MOIS : « Les Hommes partis de rien », de René Cassin, par Yves Florenson. - « Souffrances », de Daniel Maximin, par Michel Lobé Ewané. - « La Chevelure sacrifiée », de Bohumil Hrabal, par Marie-Françoise Allais.

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1987 a été tiré à 135 000 exemplaires.

Octobre 1987

البيان